Ecole des Hautes Etudes Commerciales d'Alger

EHEC

Mémoire de fin de cycle pour l'obtention du diplôme de master en sciences commerciales

Option : Finance et Comptabilité

L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR CONVERSION DES DETTES DANS LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

ETUDE DE CAS : SAMS Pharma

Elaboré par :

Mme. Hadjer BOUABAS

Melle. Rayane CHEBLI

Encadré par :

Mme. Meriem LEBSAIRA professeur à EHEC

10éme promotion

Juin 2023

Ecole des Hautes Etudes Commerciales d'Alger

EHEC

Mémoire de fin de cycle pour l'obtention du diplôme de master en sciences commerciales

Option : Finance et Comptabilité

L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR CONVERSION DES DETTES DANS LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

ETUDE DE CAS : SAMS Pharma

Elaboré par :

Mme. Hadjer BOUABAS

Melle. Rayane CHEBLI

Encadré :

Mme. Meriem LEBSAIRA professeur à EHEC

10éme promotion

Juin 2023

Résumé :

La gestion inadéquate des défis que l’entreprise fait face tout au long de son cycle de vie peut aggraver la situation financière de l'entreprise, conduisant parfois à sa faillite. Face à ces difficultés.

L'augmentation de capital par conversion des dettes consiste à transformer une partie ou la totalité des dettes d'une entreprise en actions. Cette stratégie présente de nombreux avantages pour les entreprises en difficultés, tels que le renforcement des fonds propres de l'entreprise, la réduction de son endettement, l'amélioration de sa solvabilité et de sa capacité de remboursement, ainsi que la possibilité de restructurer sa dette de manière plus favorable, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités de financement.

Une étude de cas menée sur l'entreprise SAMS PHARMA a confirmé les avantages de cette stratégie. Cependant, il convient de noter que la dilution de la participation des actionnaires existants a été identifiée comme un aspect négatif à prendre en compte. De plus, un questionnaire a souligné la nécessité d'une approche réfléchie et équilibrée lors de l'utilisation de cette stratégie pour les entreprises en difficulté financière.

Ces résultats mettent en évidence l'importance d'une évaluation approfondie des avantages et des inconvénients de l'augmentation de capital par conversion des dettes dans

Mots clés : augmentation de capital, la conversion des dettes, la compensation des créances, entreprise en difficulté

Abstract:

Inadequate management of the challenges that a company faces throughout its lifecycle can worsen the company's financial situation, sometimes leading to bankruptcy. Faced with these difficulties...

Debt-to-equity conversion involves transforming a portion or all of a company's debts into shares. This strategy offers several advantages, such as strengthening the company's equity, reducing its debt, improving its solvency and repayment capacity, and the possibility of restructuring the debt in a more favorable manner, thus opening up new financing opportunities.

A case study conducted on SAMS PHARMA confirmed the benefits of this strategy. However, it should be noted that dilution of existing shareholders' participation was identified as a negative aspect to consider. Additionally, a questionnaire emphasized the need for a thoughtful and balanced approach when using this strategy for financially troubled companies.

These findings highlight the importance of a thorough evaluation of the advantages and disadvantages of debt-to-equity conversion in financially distressed companies.

Keywords: capital increase, debt-to-equity conversion, debt settlement, financially troubled company

التلخيص:

تلعب الشركات دورًا مركزيًا في الاقتصاد وتواجه تحديات مستمرة تهدد استقرارها وبقائها. يمكن أن تؤدي إدارة غير مناسبة لهذه المشكلات إلى تفاقم الوضع المالي للشركة، وفي بعض الأحيان إلى الإفلاس. أمام هذه الصعوبات، تختار بعض الشركات نهجًا مبتكرًا: زيادة رأس المال من خلال تحويل الديون، بهدف حل مشكلاتها المالية وتحسين صحتها الاقتصادية.

يتضمن تحويل الديون إلى رأس المال تحويل جزء أو كل من ديون الشركة إلى أسهم. توفر هذه الاستراتيجية العديد من المزايا، مثل تعزيز حقوق الملكية للشركة، وتخفيض الديون، وتحسين القدرة على السداد والتوفر المالي، وإمكانية إعادة هيكلة الدين بطريقة أكثر صالحية، مما يفتح فرص تمويل جديدة.

أكدت دراسة حالة أجريت على شركة اس. ا. ار. ام. اس فارما ش.م.أ فوائد هذه الاستراتيجية. ومع ذلك، يجب ملاحظة أن تخفيف مشاركة المساهمين الحاليين قد تم تحديده كجانب سلبي يجب مراعاته. بالإضافة إلى ذلك، أبرز الاستبيان الحاجة إلى نهج تفكير متوازن عند استخدام هذه الاستراتيجية للشركات التي تعاني من صعوبات مالية. حيث تسلط هذه النتائج الضوء على أهمية تقييم شامل لمزايا وعيوب زيادة رأس المال من خلال تحويل الديون في الشركات التي تعاني من صعوبات مالية.

الكلمات المفتاحية: زيادة رأس المال، تحويل الديون، تسوية الديون، شركة تعاني من صعوبات مالية

Dédicace

Je dédie ce mémoire :

À ma chère maman, symbole de tendresse et de dévouement et à toute la famille TADJ

À mon cher papa, pilier de ma vie et source d'inspiration et toute la famille BOUABAS

À ma merveilleuse petite fille DANIA MERIEM, rayon de soleil dans ma vie

À mon cher mari BRAHIM, mon compagnon de vie et mon amour infini et ma belle-famille DAOUD

À ma chère sœur ILHEM et à son mari MOUKHTAR à votre soutien mutuel

À mon cher petit frère MEHDI, source de joie et de complicité

À mon cher grand frère WALID et à sa femme FARAH à votre soutien indéfectible

À mes deux adorables petits neveux, éclats de bonheur dans nos vies HAITHEM et AYLANE

À mon oncle "MOHAMMED" bien-aimé, que Dieu ait son âme.

BOUABAS Hadjer.

Je dédie ce mémoire :

A mon don précieux d'Allah, mes parents, ma chance dans cette vie, Les mots ne suffisent pas pour exprimer l'amour que je ressens pour vous.

A mes sœurs, Safaa et Israa vous êtes le sens de la joie dans ma vie

À Mhenna, tu es bien plus qu'un beau-frère, tu es un véritable frère pour moi. Je te dédie ce travail avec sincérité et reconnaissance pour ton soutien inestimable.

A mon neveu Nouh, je te souhaite tout le bonheur et la réussite dans ta vie

A ma grand-mère ainsi que toute ma famille

Je vous dédie ce travail avec un grand amour.

Rayane Chebli

Remerciements

Nous remercions le bon dieu le tout puissant, d'avoir guidé nos pas et éclairer notre chemin, et pour le courage, la pertinence qui nous donné tout au long de notre parcours.

Nous tenons à remercier chaleureusement notre encadrante madame BENSALEM LEBSAIRA Meriem pour ses précieuses orientations et son esprit d'encadrement constant.

Un merci particulier à notre promoteur monsieur CHADER Youcef au niveau de l'entreprise dont l'aide, l'assistance et la serviabilité étaient toujours présent, et à tout le personnel de SAMS PHARMA.

Nous adressons nos vifs remerciements aux membres du jury d'avoir consacré leurs temps pour évaluer notre travail. Nous souhaitons exprimer nos remerciements les plus sincères à l'ensemble des professeurs, du personnel administratif et du corps enseignant de l'EHEC pour leur contribution et pour leur soutien précieux tout au long de notre formation.

Nous tenons également à remercier chaque personne qui a joué un rôle, direct ou indirect, dans la réalisation de ce modeste mémoire. Votre participation a été précieuse et a grandement contribué à notre réussite.

Liste des figures

Figure 1 les différentes rubriques de la valeur d'un titre 47
Figure 2 l'évolution des ventes par mois de l'entreprise AMS PHARMA en 2021 en (DA) ..93
Figure 3 évolution des moyennes de contamination par le covid-19 par mois en 2021 en Algérie 93
Figure 4 Répartition des dettes à court et à long terme de l'entreprise SAMS PHARMA 105
Figure 5 poucentage des dettes converties en capital de l'etreprise SMS PHARMA 106
Figure 6 la variation des dettes après la conversion des dettes 111
Figure 7 répartition des personnes interrogés selon leur fonction …….……..……..117
Figure 08 la familiarisation avec les formes de l'augmentation e capital…….……..117
Figure 09 la familiarisation avec les formes de l'augmentation e capital……..….117
Figure 10 options préférables pour améliorer la situation financière des entreprises…….118
Figure 11 la conversion est une bonne stratégie……...……..118
Figure 12 perception de l'étatisation de la conversion……...…….118
Figure 13 les mesures dont la conversion peut aider les entreprises……..……...119
Figure 14 la réaction des actionnaires……..……..……120
Figure 15 les risques liés à la conversion……120
Figure 16 les cas dont les créancier peuvent accepter de convertir leurs dettes……..121

Liste des tableaux

Tableau 1 Tableau des soldes intermédiaires de gestion (SIG)…… …… .....…….26

Tableau 2 Tableau des ratios financier…….……...…….38

Tableau 3 la structure du bilan avant et après la conversion .....…….…….76

Tableau 4 produits de l'entreprise l'entreprise…….……..…..…89

Tableau 5 évaluation de l'endettement à court terme de l'entreprise dans la période 2020, 2021 avant la conversion en (DA)……..…..95

Tableau 6 bilan condensé de l'entreprise entre 2020 et 2021 avant la conversion en (DA)….95

Tableau 7 calcul des indicateurs de l'équilibre financier…….97

Tableau 8 les soldes intermédiaires de gestion en 2020 en (DA)…… 98

Tableau 9 les ratios financiers entre 2020 et 2021 avant la conversion……..98

Tableau 10 évaluation de la situation de l'entreprise 2020, 2021 avant la conversion……..100

Tableau 11 les détenteurs des dettes de l'entreprise SAMS PHARMA……102

Tableau 12 les dettes converties selon le type en (DA)…….105

Tableau 13 Répartition des Détenteurs de Créances selon leur créance converties en (DA).107

Tableau 14 participation dans l'augmentation de capital en numéraire……..……108

Tableau 15 l'effet de la conversion des dettes sur la répartition du capital……...…….109

Tableau 16 l'effet de la conversion des dettes sur la répartition du capital ……..110

Tableau 17 bilan de l'entreprise après la conversion des dettes en capital en (DA)……...…112

Tableau 18 l'équilibre financier de l'entreprise après l'augmentation de capital en (DA)..113

Tableau 19 évaluation de SIG de l'entreprise après l'augmentation de capital en (DA…….114

Tableau 20 évaluation des ratios financiers de l'entreprise la conversion des dettes……..115

Tableau 21 évaluation de la situation de l'entreprise après l'augmentation……...…117

Tableau 22 répartition des personnes interrogés selon leur fonction…….……117

Tableau 23 La familiarisation avec les formes de l'augmentation e capital…….……..…117

Tableau 24 options préférables pour améliorer la situation financière des entreprises ….....118

Tableau 25 la conversion est une bonne stratégie ……..……..……..……..……...119

Tableau 26 Perceptions de la possibilité de l'utilisation de la conversion des dettes…..……119

Tableau 27 les mesures dont la conversion peut aider les entreprises…….…….…….…… ..119

Tableau 28 la réaction des actionnaires…..…….…….…….…….…….…….120

Tableau 29 les risques liés à la conversion.…..…… ……..…… ……...…...121

Tableau 24 : les cas dont les créanciers peuvent accepter de convertir leurs dettes……..123

Liste des abréviations

AGE : Assemblée Générale Extraordinaire

AGO : Assemblée Générale Ordinaire

BFR : Besoin en fonds de roulement

BFRE : Besoin en fonds de roulement d'exploitation

BFRHE : Besoin en fonds de roulement hors exploitation

CAF : Capacité d'autofinancement

CP : Capitaux propres

CSE : Comité Social Et Economique

EBE : Excédent brut s'exploitation

FR : Fonds de roulement

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

MC : Marge commercial

PE : Production de l'exercice

RCAI : Résultat courant avant impôt

Re : Rentabilité économique

RE : Résultat d'exploitation

Rf : Rentabilité financière

SA : Société Anonyme

SAMS : Société Akli Master Service

SARL : Société à Responsabilité Limitée

SAS : Société par Actions Simplifiée

SCA : Société en Commandite par Actions

SIG : Solde intermédiaire de gestion

SNC : Société Au Nom Collectif

SPA : Société Par Action

TCR : Tableau des comptes de résultat

TN : Trésorerie nette

VA : Valeur ajoutée

Sommaire

Introduction générale

Chapitre 01 : La situation financière des entreprises…… ..……..…… 5

Section 01 : définition et concept de base des entreprises en difficultés 6
Section 02 : Aspects Juridiques de l'Entreprise Algérienne en Difficulté 12
Section 03 : L'analyse financière comme outil de détection 15

Chapitre 02 : L'augmentation de capital par conversion des dettes……..43

Section 01 : Généralité sur l'augmentation de capital 44
Section 02 : La conversion des dettes en capital..... 54
Section 03 : L'effet de la convrsion sur la situation financière de l'entreprise 74

Chapitre 03: L'augmentation de capital par conversion des dettes dans l'entreprise SAMS PHARMA……..…….…….... 84

Section 01 : Présentation de l'entreprise SAMS PHARMA 85
Section 02 : Analyse des difficultés de l'entreprise avant la conversion des dettes en capital 94
Section 03 : Le processus de la conversion des dettes en capital 101
Section 04 : L'analyse des résultats 107

Conclusion générale

Bibliographie

Annexes

Induction générale 1

Introduction générale :

Dans un environnement économique complexe, La restructuration des entreprises revêt une importance cruciale dans les situations où les entreprises et leurs parties prenante doivent trouver des solutions viables pour faire face aux difficultés rencontrées et maintenir un équilibre durable, en réorganisant leur structure, leurs opérations, leur relation et leurs ressources.

L'augmentation de capital par conversion des dettes s'inscrit dans le contexte large de la restructuration des entreprises. Cette méthode permet aux créanciers de convertir une partie ou la totalité de leurs créances en participation dans le capital de l'entreprise débitrice, offrant ainsi une alternative aux modalités de recouvrement traditionnelles. Elle joue un rôle puissant dans les relations débiteurs-créanciers en simplifiant les transactions et en offrant aux créanciers une possibilité de récupérer les fonds. L'importance de cette approche réside dans son rôle d'alternative aux paiements traditionnels et de recouvrement des fonds pour les créanciers.

Le cadre juridique en Algérie, comme plusieurs pays à travers le monde, réglemente l'autorisation de la conversion des dettes en capital dans le but de faciliter les transactions commerciales et de résoudre les litiges de manière rapide et économique. Ces réglementations visent également à encourager les créanciers à investir dans les entreprises, favorisant ainsi leur développement et leur croissance.

En permettant aux créanciers de devenir actionnaires, l'entreprise peut partager les risques et les avantages liés à sa performance future. Si l'entreprise parvient à améliorer ses performances et à générer des bénéfices, les créanciers-actionnaires peuvent bénéficier de cette performance, ce qui garantit les droits des parties prenantes. Dans le contexte des entreprises en difficulté, l'adoption de cette stratégie est dans le but d'intéresser les créanciers de l'entreprise à son développement et son sauvetage, cependant dans t'elle situation les droits de ces derniers peuvent être compromis en raison de la situation précaire de l'entreprise. C'est dans ce cadre que notre thème de recherche s'inscrit, méritant donc une réflexion approfondie.

Ainsi nous avons choisi de traiter et d'éclaircir le lien entre une augmentation de capital par le biais de la conversion de dettes et la difficulté de l'entreprise. Plus précisément, nous cherchons à répondre à la question suivante : **Dans qu'elle mesure l'augmentation de capital par le biais de la conversion de dettes permet-elle d'améliorer la situation financière des entreprises ?**

De cette question principale découle d'autres questions secondaires, qui sont :

- Quels sont les difficultés financières rencontrées par les entreprises ?
- Comment l'augmentation de capital par conversion des dettes peut-elle contribuer à résoudre ces difficultés ?
- Quels sont les défis et les risques potentiels associés à la conversion des dettes en capital ?

Afin de pouvoir répondre à ces questions, nous avons émis les hypothèses suivantes :

- L'entreprise SAMS PHARMA peut être sujette à divers problèmes financiers.
- L'augmentation de capital par conversion des dettes peut contribuer à résoudre les difficultés financières des entreprises.
- La conversion des dettes en capital au sein de SAMS PHARMA entraine des risques et défis auprès de ces actionnaires et créanciers

Pour accomplir notre objectif et explorer nos hypothèses, nous avons entrepris une recherche documentaire basé sur des ouvrages, cependant, il était difficile de trouver des ouvrages détaillés sur le sujet, ce qui nous a amené à exploiter des revues et des recherche spécialisées et consulté des sites internet pour obtenir des informations complémentaires.

Par la suite, nous avons réalisé une collecte de documents au sein de l'entreprise SAMS PHARMA et un entretien avec le dirigeant. Cependant, nous avons été confrontés à un manque d'informations fournies par l'entreprise. Afin de pallier ce manque, nous avons opté pour l'utilisation d'un questionnaire, destiner aux professionnels du domaine de notre sujet, portant sur l'augmentation de capital par conversion des dettes dans les entreprises en difficultés.

Le déroulement de la méthodologie obéit à un raisonnement descriptif à caractère qualitatif suivis par une recherche analytique qui nous a permet de rapprocher les résultats réels et concrets aux données théoriques.

Pour mener à bien notre étude et répondre à la problématique ainsi qu'aux sous-questions, nous organisons notre travail en trois chapitres. Le premier chapitre se concentre sur la situation financière des entreprises. Il comprend trois sections qui visent à définir et expliquer les concepts de base des entreprises en difficulté, à examiner les aspects juridiques spécifiques aux entreprises en difficulté en Algérie, et à présenter les outils et techniques d'analyse financière utilisés pour détecter ces difficultés respectivement.

Le deuxième chapitre de ce mémoire explore le sujet de l'augmentation du capital par conversion des dettes. Dans la première section, nous abordons les généralités de

l'augmentation de capital. Dans la section suivante, nous nous concentrons sur la conversion des dettes en capital, et enfin, nous réalisons une analyse approfondie pour comprendre les implications de cette pratique sur la situation financière des entreprises dans une troisième section.

Enfin, le troisième chapitre de ce mémoire se concentre sur l'augmentation du capital par conversion des dettes spécifiquement pour l'entreprise SAMS PHARMA. Dans la première section, nous présentons l'entreprise SAMS PHARMA. La section suivante est consacrée à l'analyse de la situation financière de l'entreprise avant la conversion des dettes en capital. Nous décrivons le processus spécifique de conversion des dettes en capital mis en œuvre par l'entreprise SAMS PHARMA dans la section qui suit. Enfin, dans la dernière section, nous procédons à une analyse approfondie des résultats obtenus à travers l'effet de l'adoption de cette stratégie par l'entreprise SAMS PHARMA et du questionnaire.

Chapitre 01 :

La situation financière des entreprises

Introduction :

Les entreprises, qu'elles soient grandes ou petites, sont confrontées à des difficultés qui peuvent les amener à envisager des mesures drastiques pour réévaluer leur structure et leur situation. Et pour pouvoir prendre ces décisions, l'entreprise doit analyser. Dans ce contexte, la procédure de détection joue un rôle crucial. Elle vise à identifier précocement les signes précurseurs des problèmes au sein d'une entreprise, permettant ainsi une réaction rapide pour remédier à ces difficultés. Plusieurs mécanismes et étapes sont mis en place pour faciliter cette détection.

Dans de telles situations, l'analyse financière est un outil précieux dans la détection de ces situations difficiles. Son objectif principal est de comprendre la performance passée et présente d'une entreprise, ainsi que d'évaluer sa capacité à générer des bénéfices et à faire face à ses obligations financières. Elle offre également des perspectives sur les risques et les opportunités auxquels une entreprise est confrontée, ce qui aide à déterminer les stratégies appropriées pour améliorer les performances et assurer la pérennité.

Dans ce chapitre, Nous allons examiner les différentes théories de la difficulté des entreprises, notamment la difficulté financière. Nous allons aussi entamer l'aspect juridique des entreprises algériennes en difficulté dans une seconde section. Dans une troisième section, nous allons présenter comment l'analyse financière peut être utilisée pour détecter une situation difficile. En outre, nous explorerons en détail l'analyse du bilan, du compte de résultat, ainsi que les ratios financiers.

Ce chapitre nous permettra de poser les bases nécessaires pour comprendre les enjeux liés aux entreprises en difficulté et l'importance de la détection de ces difficultés pour la prise de décision

Chapitre 01 : la situation financière des entreprises 6

Section 01 : définition et concept de base des entreprises en difficultés

La compréhension préalable des concepts clés peut aider à évaluer l'efficacité de l'entreprise et à identifier les problèmes ou les opportunités de croissance.

1 La performance :

Selon LEBAS[1], la performance d'une entreprise doit être mesurée pour être évaluée, et cette mesure ne peut se limiter à la simple connaissance d'un résultat. Pour évaluer la performance, il est nécessaire de comparer les résultats obtenus aux résultats attendus ou souhaités.

2 La difficulté des entreprises

La santé financière d'une entreprise est primordiale pour son succès à long terme. Malheureusement, certaines entreprises peuvent rencontrer des difficultés financières. Dans de tels cas, il est important d'être en mesure de repérer les signes avant-coureurs de difficultés financières pour pouvoir y remédier rapidement.

Plusieurs critères peuvent être utilisés pour définir une entreprise en difficulté, ce qui permet d'évaluer la situation financière de l'entreprise et de mettre en place des mesures correctives. Dans ce contexte, comprendre les critères qui permettent de définir une entreprise en difficulté est essentiel pour les dirigeants d'entreprise et les professionnels de la finance qui cherchent à aider les entreprises en difficulté.

3 Les critères de la difficulté financière

Il convient ici de bien distinguer d'une part la situation de défaillance et de faillite et d'autre part la situation de détresse (ou de difficulté) financière[2]. Cette dernière caractérise une entreprise dont la situation peut faire craindre une faillite prochaine. La difficulté financière pourrait être associée à la notion juridique de faillite, mais les auteurs qui se sont intéressés au problème ont montré qu'une telle définition était trop restrictive.

La difficulté financière est un processus qui se manifeste par une série de symptômes sans que l'on puisse dégager clairement un sens de causalité. Ainsi, la difficulté financière est souvent associée à la croissance de l'endettement, mémé si on ne peut déterminer avec précision si ce dernier phénomène en est une cause ou une conséquence

[1] LEBAS (michel), **oui, il faut définir la performance,** Revue Française de Comptabilité, n° 269, juillet aout 1995, p62.

[2] La littérature anglo-saxonne utilise traditionnellement le terme de Financial distrais.

Les définitions sur la notion de difficulté financière sont nombreuses et plusieurs recherches ont Emergé sur ce concept. Il existe même des définitions qui ont été amendées par certains auteurs, reprises et peaufinées par d'autres.

Altman (1968 et 1984) est l'un des pionniers à avoir fait connaitre sa définition. En ce sens, qu'il conçoit la notion de difficulté financière comme le moment ou l'entreprise tombe sous le coup d'une procédure de redressement judiciaire. Cette définition d'Altman est similaire à la définition juridique de la notion de difficulté financière utilisée en France (définie par l'article L 631-1) [3] qui considère une entreprise en difficulté toute entreprise qui tombe sous le coup d'une cessation des paiements[4]. Cette définition tient en l'incapacité de la firme d'honorer ses obligations. Elle est restrictive, car avant la cessation des paiements la firme défaillante Était déjà en redressement judiciaire, Collongues (1977), Conan et Holder (1979) gardent la même définition d'Altem.

Casta (1989) montre la nécessité d'élargir la notion de difficulté en l'étendant aux problèmes de crise de trésorerie. Gilson (1989) reprend la définition proposée par Altman, l'affine et distingue deux Etats, selon l'auteur, la difficulté financière est l'incapacité pour une entreprise de faire face au paiement de sa dette et la défaillance est le moment ou l'entreprise tombe sous le coup d'un redressement judiciaire ou d'une liquidation. Cette définition est quasi-complète à notre sens, mais ne distingue le degré et la nature des difficultés. Selon Wruck (1990) sa définition rapporte des explications supplémentaires, complète et distingue plusieurs éléments. Il détermine la difficulté financière comme une Situation où le cash-flow est insuffisant pour faire face aux obligations financières courantes.

Ces obligations incluent :

- Le non-paiement des dettes aux fournisseurs.
- Le non-paiement des dettes envers les salariés.
- Le non-paiement des intérêts de la dette et/ou du principal.

Il précise que la difficulté financière amène toujours à une renégociation.

[3] Il est institué une procédure de redressement judiciaire ouverte à tout débiteur mentionné aux articles L. 631-2 ou L. 631-3 qui, dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible, est en cessation des paiements. Le débiteur qui établit que les réserves de crédit ou les moratoires dont il bénéficie de la part de ses créanciers lui permettent de faire face au passif exigible avec son actif disponible n'est pas en cessation des paiements. Consulté sur https://www.economie.gouv.fr/ le 03/03/2023 à 19h48

[4] Cessation des paiements c'est quand l'entreprise elle se retrouve dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible

Aussi il définit Le défaut come la violation d'une clause (covenant), Cette violation est un symptôme de difficulté financière.

L'insolvabilité pour lui elle correspond à la difficulté financière à laquelle s'ajoute la demande faite par les créditeurs pour engager une restructuration. La banqueroute : Cette notion se réfère au processus de redressement judiciaire au cours duquel on va tenter (avec l'accord des différentes parties prenantes) de réécrire les contrats.

La liquidation : C'est la vente des actifs de la firme et la distribution du produit aux ayants droit (plus particulièrement aux créanciers). [5]

Cette définition est très utile pour le sujet et permet de bien comprendre ce qu'est la difficulté financière.

D'autres définitions de la difficulté financière des entreprises existent. Selon Denis et Denis (1995), cette difficulté peut se caractériser par le déclenchement d'une procédure de redressement judiciaire ou une restructuration de la dette pour éviter un défaut, ce qui rejoint la définition proposée par Gilson (1989). De son côté, l'INSEE (2005) considère que les entreprises en difficulté sont celles qui ont été placées en redressement judiciaire ou liquidation sans redressement préalable, suite à une décision du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance en raison d'une cessation des paiements. Toutes ces définitions mettent l'accent sur l'importance de la solvabilité et de la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes pour maintenir son activité économique.[6]

La définition la plus simple consiste à considérer la difficulté comme une situation de faiblesse, de tension ou de stress. Dans ce cas, la difficulté est vue sous l'angle des problèmes de trésorerie[7] . Cette dernière notion est liée à la capacité d'endettement D'après Donaldson (1961), la difficulté financière est un concept difficile à observer directement. Levasseur et Quintart (2000) ajoutent que cette difficulté peut être caractérisée par l'atteinte ou le dépassement de la capacité d'endettement de l'entreprise. Brimant (1986) propose une définition plus large, incluant les entreprises anticipant des difficultés et prenant des mesures immédiates pour les

---

[5] SEVERIN (Eric), **L'endettement des entreprises**, édition E-THEQUE, France, 2010, p. 8

[6] BRADAI (Houda), **Détresse Financière et restructurations des structures de Gouvernance : Une Analyse de Survie**, Institut Supérieur de Gestion de Tunis, 2008, p.14

[7] L'AISG (Accountant International Study Group) a retenu deux types d'indicateurs susceptibles de traduire la situation difficile effective ou potentielle. D'une part, ceux liés à la trésorerie et d'autre part ceux liés à l'évolution de l'entreprise ou à l'environnement macro-économique. Parmi les premiers il y a la rotation des stocks, l'insuffisance du fonds de roulement, l'aggravation du rapport entre les dettes et les fonds propres. Les seconds sont plus hétérogènes et vont de l'absence du remplacement de façon satisfaisante d'un homme-clef dans l'équipe de direction à l'impact des changements politiques brutaux affectant la société. Par ailleurs, les causes de la difficulté financière peuvent provenir de l'importance des charges d'interdits, de la faible performance opérationnelle voire de la récession Economique du secteur.

éviter. Séverin (2006) propose une définition juridique, selon laquelle une entreprise en difficulté est celle qui se trouve en cessation des paiements, c'est-à-dire incapable d'honorer ses obligations financières. Cette définition prend en compte la dimension publique de la difficulté, visible notamment dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire, mais aussi sa dimension privée, liée à la situation financière de l'entreprise dans son environnement économique.

La notion de difficulté des entreprises a fait l'objet de plusieurs recherches et de nombreuses définitions. Les premières définitions, telles que celle proposée par Altman, se concentraient sur la procédure de redressement judiciaire ou la cessation des paiements. Cependant, les définitions ultérieures ont élargi la notion de difficulté financière, en la considérant comme une situation de faiblesse, de tension ou de stress, incluant les problèmes de trésorerie et l'incapacité de l'entreprise à faire face à ses obligations financières courantes. Les différentes définitions soulignent toutes l'importance de la solvabilité et de l'incapacité d'une entreprise à honorer ses obligations financières, telles que le paiement des dettes aux fournisseurs, des dettes envers les salariés, des intérêts et du principal de la dette etc.

4 Les étapes de la difficulté

Les difficultés auxquels une entreprise est confrontée ne surgissent généralement pas de façon soudaine. Avant d'atteindre une situation critique et de recourir à des procédures judiciaires, plusieurs étapes sont généralement traversées.

L'entreprise connaît une détérioration progressive de sa situation, commençant par des aspects économiques et commerciaux, pour ensuite se refléter sur le plan financier. L'intervention du plan juridique n'est que la conséquence logique lorsque l'entreprise échoue à prendre des mesures pour redresser sa situation ou en cas d'absence d'actions entreprises pour remédier à la situation.

4.1 La détérioration économique

La détérioration économique d'une entreprise se manifeste lorsque celle-ci enregistre des pertes significatives et structurelles. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à cette situation, tels que l'augmentation des prix des matières premières, la hausse des salaires, une concurrence accrue ou encore des avancées technologiques. La sensibilité de l'entreprise à ces événements dépend de sa nature et de sa position dans son environnement. Une entreprise en difficulté illustre souvent une forte dépendance de son résultat à la stabilité de ces facteurs.

4.2 La régression commerciale

La régression commerciale peut se présenter de différentes manières, qu'elle soit brutale, progressive ou encore latente et dissimulée. Elle se caractérise par une chute du chiffre d'affaires, une baisse du taux de marge brute, voire les deux simultanément ou successivement. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à cette régression, tels que l'inadaptation technique des produits ou services proposés par l'entreprise, des lacunes dans la fonction commerciale, ainsi que le vieillissement, le manque de renouvellement ou la paupérisation de la clientèle. Ces éléments, parmi d'autres possibles, peuvent conduire à une détérioration de la situation économique de l'entreprise, soulignant ainsi la nécessité d'engager des mesures pour y remédier.

4.3 La régression financière

La régression financière peut être déclenchée lorsque l'entreprise ne réagit pas de manière flexible, ne parvient pas à trouver de nouveaux marchés et n'arrive pas à réduire ses charges structurelles. Elle survient le plus souvent comme conséquence d'une régression commerciale non maîtrisée. Lorsque la marge devient insuffisante pour couvrir les charges de structure, les résultats positifs peuvent se transformer en résultats négatifs, et plus grave encore, la diminution de l'autofinancement rend les remboursements d'emprunts difficiles.

Toutefois, la régression financière peut également être autonome et indépendante de la régression commerciale. Elle peut être causée par divers facteurs tels que des impayés importants, l'effondrement d'un client majeur, le retrait de concours bancaires, des erreurs de gestion ou une croissance rapide non financée adéquatement, une croissance externe mal gérée avec des acquisitions d'entreprises non viables, ou encore des montages financiers inadaptés où des crédits à court terme financent des investissements à long terme.

5 La procédure de détection

La procédure de détection dans le contexte des entreprises en difficulté fait référence aux différentes étapes et mécanismes mis en place pour identifier les signes précurseurs de problèmes financiers ou économiques au sein d'une entreprise. Son objectif est de permettre une détection précoce des difficultés et d'agir rapidement pour y remédier.

5.1 Procédure d'alerte interne[8]

Le dispositif de prévention interne est en effet une mesure destinée à aider les entreprises à anticiper et à surmonter les difficultés auxquelles elles peuvent être confrontées. Il s'agit d'un ensemble de mesures et de procédures mises en place par une entreprise pour détecter

[8] RHALIB, (Moulay Mohamed Lahbib) : **Entreprises en difficulté,** éditions LA CROISEE DES CHEMINS, Maroc, 2014, p. 19

précocement les signes de fragilité et prendre les mesures appropriées afin de prévenir les difficultés financières et opérationnelles.

5.1.1 Le commissaire aux comptes[9]

Le rôle du commissaire aux comptes dans la détection et l'alerte des difficultés des sociétés concernées est régi par la législation et la réglementation en vigueur. Selon la loi n°10-01 du 29/06/2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé, le commissaire aux comptes a pour mission de signaler aux dirigeants et à l'assemblée générale toute insuffisance susceptible de compromettre la continuité d'exploitation de l'entreprise

5.1.2 L'alerte par le comité de l'entreprise

L'alerte par le comité de l'entreprise fait référence à un mécanisme permettant aux membres du comité d'entreprise ou du comité social et économique (CSE) de signaler les difficultés ou les problèmes rencontrés au sein de l'entreprise. Le comité de l'entreprise peut jouer un rôle actif dans la détection précoce des difficultés en observant les indicateurs économiques, sociaux et financiers de l'entreprise[10].

5.2 Alerte externe [11]

5.2.1 Par le président du tribunal[12]

Une fois alerté par le commissaire aux comptes, il revient au président du tribunal de prendre les mesures nécessaires. Il peut soit convoquer lui-même les dirigeants de l'entreprise concernée (président du conseil d'administration, directoire, gérant) pour obtenir les mesures préventives demandées par le commissaire aux comptes, soit mandater le juge-commissaire désigné pour accomplir cette tâche. Cette approche responsabilise à la fois les dirigeants de l'entreprise et les actionnaires ou associés.

Afin d'assurer l'efficacité de cette demande du tribunal, des délais doivent être définis. Dans le cadre de la prévention, le tribunal intervient pour contraindre l'entreprise en difficulté à accorder l'importance nécessaire à sa situation déjà évaluée par le commissaire aux comptes et à rechercher les moyens de résoudre ses difficultés.

Si aucune mesure n'est prise, ou si les mesures prises dépassent le délai fixé par le tribunal ou le juge-commissaire, la responsabilité des dirigeants de l'entreprise en difficulté peut être

---

[9] FRAIMOUT, (J-J) : **droit des entreprises en difficultés,** édition ELLIPSES, paris, 2007 p. 16
[10] Ibid, p. 20
[11] RHALIB, (Moulay Mohamed Lahbib), opcit, p. 24
[12] Ibid, p.27

recherchée en cas de cessation de paiements et de placement de l'entreprise en règlement judiciaire ou en faillite.

Dans le cas où des mesures sont prises dans les délais, mais que les difficultés persistent, le tribunal n'a plus de rôle à jouer à ce stade, sauf s'il est saisi par un débiteur pour désigner un administrateur judiciaire chargé de faciliter un règlement amiable entre le débiteur et ses créanciers.

Section 02 : Aspects Juridiques de l'Entreprise Algérienne en Difficulté

L'expression Entreprise en difficulté dans le droit algérien fait référence à une situation où une entreprise, qu'il s'agisse d'une société commerciale (entreprise dotée de la personnalité juridique) ou d'une entreprise individuelle (commerçant en tant que personne physique), rencontre des problèmes financiers, économiques ou organisationnels qui compromettent sa capacité à fonctionner normalement. Alors lorsque l'on parle d'Entreprise en difficulté, cela englobe à la fois les sociétés commerciales constituées sous forme de personnes morales, telles que les sociétés anonymes, les sociétés à responsabilité limitée, etc., et les entreprises individuelles exploitées par des commerçants en tant que personnes physiques[13].

L'Algérie se concentre principalement sur deux éléments clés du droit des entreprises en difficulté : le règlement judiciaire et la faillite. Cependant, et tout en disposant de mesures légales pour prendre en charge les entreprises en difficulté, la législation algérienne se distingue par l'absence d'un dispositif juridique complet et spécifique à ce sujet, tel qu'on peut le trouver dans de nombreux pays européens[14].

1 La cessation de paiement :

Dans nos textes juridiques, bien que la situation de cessation de paiement soit une condition essentielle pour déclencher les procédures de règlement judiciaire et de faillite, cette situation n'est pas précisément définie.

Dans le Livre III du code de commerce, consacré au règlement judiciaire et à la faillite, plus précisément dans son article 215[15], il est stipulé que tout commerçant et toute personne morale,

[13] Article 215 du code de commerce

[14] AKROUNE, (Y) et LAKEHAL (D-J) : **droit de l'entreprise diagnostic et propositions de réforme**, La Confédération Algérienne du Patronat Citoyen (CAPC), octobre 2015, p.61

[15] « Tout commerçant, toute personne morale de droit privé, même non commerçante qui cesse ses paiements doit dans les quinze jours, en faire la déclaration en vue de l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire ou de faillite »

commerçante ou non, doivent effectuer une déclaration pour l'une ou l'autre de ces procédures dans un délai de 15 jours à compter du moment où ils cessent leurs paiements.

La notion de cessation de paiement renvoie généralement à une situation où une entreprise n'est plus en mesure de faire face à ses obligations de paiement à l'égard de ses créanciers. Cela peut se traduire par l'incapacité de payer les dettes échues ou par des signes manifestes d'insolvabilité tels que des retards de paiement répétés, des saisies de biens, des procédures de recouvrement en cours, etc. Cependant, la législation ne précise pas de critères spécifiques pour déterminer la cessation de paiement, laissant une certaine marge d'interprétation aux tribunaux et aux parties concernées.

En pratique, la constatation de la cessation de paiement est généralement basée sur une évaluation de la situation financière de l'entreprise, en prenant en compte divers facteurs tels que les dettes accumulées, les ressources financières disponibles, les obligations contractuelles non honorées, etc. Les tribunaux et les organes judiciaires chargés des procédures de règlement judiciaire et de faillite examinent ces éléments pour déterminer si la situation de cessation de paiement est avérée et justifie l'ouverture de la procédure correspondante.

2 La déclaration

Lorsque l'entreprise n'est pas en mesure de payer une dette à son échéance, cela peut être considéré comme un signe de détresse financière et peut entraîner des conséquences légales. Selon l'article 215, en cas de cessation de paiement, l'entreprise est tenue de faire une déclaration dans les quinze jours suivant la constatation de cette cessation de paiement en vue de l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire ou de faillite[16].

Cette déclaration a pour objectif de permettre l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire ou de faillite. Lors de la première audience devant le tribunal, celui-ci vérifie si la cessation de paiement est avérée, en détermine la date et peut prononcer soit un règlement judiciaire, qui vise à redresser l'entreprise tout en préservant son activité, soit une faillite, qui entraîne la liquidation de l'entreprise et la vente de ses actifs pour rembourser les créanciers.

L'article 215 du code de commerce vise à encadrer la situation des entreprises en difficulté financière, en les obligeant à faire une déclaration de cessation de paiement et en permettant au tribunal de prendre des mesures pour régler cette situation de manière légale.

[16] Article 222 du code de commerce

3 Réaction collective des créanciers :

Lorsqu'une entreprise est soumise à une procédure de règlement judiciaire ou de faillite, les **créanciers** perdent leur droit d'agir individuellement pour recouvrer leurs créances impayées. Au lieu de cela, ils doivent se joindre à d'autres créanciers dans le cadre de la procédure collective et soumettre leurs réclamations au tribunal ou à l'organe judiciaire compétent chargé de la procédure.

La mise en œuvre de ces procédures collectives vise à garantir un traitement équitable et ordonné des créanciers de l'entreprise en difficulté. En agissant collectivement, les créanciers sont soumis aux règles et aux décisions prises par l'appareil judiciaire, qui supervise le processus et veille à ce que les intérêts de tous les créanciers soient pris en compte de manière équitable. Cela permet également d'éviter une course aux paiements sélectifs, où certains créanciers pourraient essayer de récupérer leurs créances de manière prioritaire au détriment des autres.

Le règlement judiciaire et la faillite sont des procédures légales qui visent à aider les entreprises à faire face à leurs difficultés financières et à trouver des solutions pour leur redressement ou leur liquidation.

4 Le règlement judiciaire

Le règlement judiciaire en Algérie est une procédure légale qui vise à aider les entreprises en difficulté financière à se réorganiser et à surmonter leurs problèmes. Lorsqu'un jugement prononce cette mesure, le débiteur bénéficie d'une assistance obligatoire de la part d'un syndic désigné pour administrer la procédure. Les biens du débiteur sont mis à la disposition de la masse des créanciers.

En tant que mesure conservatoire, le syndic a pour responsabilité d'inscrire immédiatement une hypothèque au profit de la masse des créanciers sur tous les biens du débiteur, ainsi que sur ceux qu'il pourrait acquérir ultérieurement. Cela garantit aux créanciers une certaine sécurité en cas de recouvrement de leurs créances.

Une fois que le débiteur est admis au règlement judiciaire, le juge commissaire convoque les créanciers dont les créances ont été admises. L'objet de cette assemblée est la conclusion d'un concordat entre le débiteur et ses créanciers. Pendant cette période, le débiteur bénéficie de délais de paiement pour honorer ses dettes. Cela lui permet de négocier avec les créanciers et d'élaborer un plan de redressement financier qui prévoit le remboursement échelonné et viable de ses dettes, en tenant compte de ses capacités financières.

5 La faillite

Une fois que la faillite ou la conversion du règlement judiciaire en faillite a été prononcée, les créanciers sont regroupés en état d'union. Le syndic, qui est la personne désignée pour gérer la procédure de faillite, peut liquider les actifs de l'entreprise. Cependant, il doit obtenir l'autorisation du juge-commissaire, qui est le magistrat chargé de superviser la procédure de faillite, avant de procéder à cette liquidation. En même temps, le syndic établit l'état des créances, c'est-à-dire la liste des dettes que l'entreprise doit rembourser à ses créanciers.

Le syndic peut ainsi vendre, avec l'autorisation du juge-commissaire, les objets qui risquent de se détériorer rapidement, qui sont sur le point de perdre de la valeur ou qui sont coûteux à conserver[17]. Il peut également récupérer les créances, organiser la vente aux enchères publiques[18] des autres biens meubles ou marchandises, et assurer la poursuite de l'exploitation si cela est autorisé.

6 Le concordat

Le concordat est un accord entre une entreprise en difficulté financière et ses créanciers, qui vise à restructurer sa dette. Pour qu'un concordat soit valide, il doit être accepté par la majorité en nombre des créanciers représentant au moins les deux tiers de leurs créances. Une fois accepté, le concordat doit être homologué par le tribunal, ce qui le rend obligatoire pour tous les créanciers, même ceux qui n'ont pas voté en sa faveur. Si le concordat n'est pas accepté, le tribunal peut prononcer la faillite de l'entreprise.[19]

Section 03 : L’analyse financière comme outil de détection des difficultés

Quand l’entreprise se trouvent dans une situation financière critique et difficile les dirigeants s’inquiètent généralement de son avenir ainsi que son présent. Cette inquiétude est en soi une bonne chose. En effet, elle pousse à agir pour trouver leur faille et redresser leur situation.

Pour sécuriser les activités des entreprises, les responsables comptent sur des méthodes de prévision, qui permettent à l'entreprise de détecter les éventuels signes de dégradation financière et permettent donc au chef d'entreprise de se protéger et garantir la pérennité de son entreprise. A ce sujet, les dirigeants comptent sur L'analyse financière comme moyens de détection le plus pertinentes.

---

[17] Article 268 du code de commerce
[18] Article 269 du code de commerce
[19] MEZIANE, (Samir), Diagnostic et redressement des entreprises en difficulté, SIBF -Alger - D.E.S. Banque 2008, p.

1 Définition de l'analyse financière

L'analyse financière est une méthode d'évaluation de la santé financière d'une entreprise, est une approche essentielle pour comprendre la santé financière d'une entreprise. Elle permet de fournir des informations précieuses sur la performance financière de l'entreprise, sa solvabilité et sa rentabilité. L'analyse financière implique l'utilisation d'indicateurs financiers pour évaluer les résultats et la situation financière de l'entreprise.

Les analystes et les investisseurs utilisent les états financiers fournie par une entreprise tels que le bilan et le compte de résultat pour comprendre ses activités et sa situation financière, et afin d'identifier les forces et les faiblesses de l'entreprise en termes de rentabilité, de solvabilité et de liquidité.

Généralement, il s'agit de comparaisons chronologiques (entre deux dates) pour mesurer l'évolution, ou de comparaisons transversales ou dans l'espace (avec une ou plusieurs sociétés comparables). Ces comparaisons impliquent des ratios financiers qui doivent être calculés et interprétés[20], et donc Il s'agit de surveiller l'évolution de quelques ratios. Ces derniers permettent par leurs valeurs comparatives, une approche rapide de la qualité financière de l'entreprise[21]

2 L'analyse du bilan :

L'analyse du bilan est un processus d'évaluation de la santé financière d'une entreprise à partir de ses états financiers. Cette analyse permet aux parties prenantes telles que les investisseurs, les créanciers, les régulateurs et les dirigeants de comprendre la composition de l'actif, du passif et des capitaux propres de l'entreprise, ainsi que sa capacité à honorer ses obligations financières et à générer des bénéfices à long terme. En analysant le bilan, il est possible de mesurer **plusieurs ratios, donc** L'analyse du bilan est donc un outil essentiel pour prendre des décisions

Le bilan fait la synthèse de toute la comptabilité ; il est réalisé en fin de période, à la clôture de l'exercice. Il représente la situation du patrimoine de l'entreprise à cette date, d'où le renvoi à une image de photographie de l'entreprise.[22]

Il offre un instantané de la situation financière d'une entreprise, où l'actif recense l'ensemble de ses biens et le passif l'ensemble de ses dettes, Selon PIGER Patrick : « *Le bilan se présente*

[20]DEISTING (F) et LAHILLE (J.P), **Analyse financière**, éditeur : DUNOD, 2017, page 91

[21] JEAN (P.L) et FLORENT (D), **Aide-mémoire d'analyse financière** - 4e édition, édition DUNOD, Paris, 2013

[22] BRIQUET, (F), **Les plans de financement**, édition : Economica, France,1997, p.7

comme un résumé de la situation financière ou patrimoniale d'une entreprise qui comprend à l'actif, tous les biens et créances dont elle est propriétaire, et au passif, ses dettes ». [23]

2.1 La structure du bilan

Le bilan de l'entreprise comprend une section appelée actif qui contient les investissements de l'entreprise classés selon deux critères. Le critère principal est la destination des biens, qui se divise en deux catégories : l'actif immobilisé et l'actif circulant.

L'actif circulant comprend tous les biens physiques et financiers qui participent au cycle d'exploitation, tandis que l'actif immobilisé regroupe tous les biens destinés à être utilisés durablement par l'entreprise.

Un critère secondaire qui est la liquidité de ces biens : mesurant la vitesse de transformation de celui-ci en monnaie. Seuls les biens et les droits appartenant à l'entreprise figurent au bilan

2.1.1 La structure de l'actif :

L'actif immobilisé aussi appelé actif stable, acyclique ou actif fixe, désigne les éléments d'actif qui ne sont pas consommés durant un seul cycle d'exploitation mais qui ont un impact sur plusieurs exercices. Il se compose de trois catégories principales : les immobilisations incorporelles (tels que les brevets, marques, licences, fonds de commerce, frais d'établissement et frais de recherche et développement), les immobilisations corporelles (machines, équipements, bâtiments, terrains...) et les immobilisations financières (prêts accordés et titres de participation).[24]

2.1.1.1 L'actif circulant :

Est également appelé actif cyclique, se compose de tous les éléments d'actif qui ne sont pas destinés à rester dans l'entreprise en raison de leur destination ou de leur nature. Ils sont consommés ou transformés au cours d'un même cycle d'exploitation. Les éléments qui en font partie sont les suivants : les comptes de stocks et d'en cours, les avances et acomptes versés sur commandes, l'ensemble des créances, les valeurs mobilières de placement qui sont des titres détenus à court terme, ainsi que les disponibilités constituées des comptes banque et caisse. [25]

---

[23] PIGET P, **Gestion financière de l'entreprise**, édition : Economica, France,1998, p.22
[24] THIBIERGE, (Christophe) : **Analyse financière,** édition VUIBERT, paris, 2016, p.32
[25] Marion, (Alain) : **Analyse financière** Ed. 6, édition, DUNOD, paris, 2015, p,167

2.1.1.2 Les comptes de régularisation et autres :

Le bilan comprend également des comptes de régularisation et autres. Les charges constatées d'avance sont des charges payées au cours de l'exercice mais qui correspondent à des achats de biens ou de services qui ne seront livrés que lors de l'exercice suivant.

2.1.2 La structure du passif[26] :

Le passif du bilan se réfère à l'ensemble des ressources disponibles pour l'entreprise. Comme pour l'actif, les éléments du passif sont classés en fonction de deux critères :

Le critère principal, qui est l'origine des fonds, permet de classer les éléments du passif en capitaux propres, provisions pour risques et charges, et dettes.

Le critère secondaire, qui est l'exigibilité, permet de classer les éléments du passif en fonction du délai de remboursement.

Les fonds propres, qui restent à la disposition de l'entreprise, sont distingués des dettes à long et moyen terme et des dettes à court terme (remboursables en moins d'un an). L'exigibilité des dettes est présentée dans l'annexe du bilan, dans un tableau appelé état des échéances des créances et des dettes.

2.1.2.1 Les capitaux propres :

Il s'agit des fonds propres de l'entreprise, qui représentent les apports des actionnaires et les bénéfices accumulés au fil des ans. Les capitaux propres incluent le capital social, les réserves, les résultats reportés, etc.

2.1.2.2 Les provisions pour risques et charges

Sont mises en place pour anticiper une éventuelle augmentation d'un passif. Elles représentent des dettes dont l'échéance est indéterminée et génèrent un excédent de trésorerie tant que le risque ou la charge couverts par la provision ne se concrétisent pas.

2.1.2.3 Les dettes à long terme :

Ce sont des dettes dont le remboursement est prévu sur une période supérieure à un an, telles que les emprunts à long terme, les obligations, etc.

---

[26] PHILLIPE, (Thomas) : **Analyse financière approche international**, édition REVUE BANQUE, 2018 p.30,31

2.1.2.4 Les dettes à court terme :

Ce sont des dettes qui doivent être remboursées dans un délai d'un an ou moins, telles que les dettes fournisseurs, les charges à payer, les emprunts à court terme, etc.

2.1.2.5 Les comptes de régularisation comprennent :

Les produits constatés d'avance, qui sont des revenus encaissés au cours de l'exercice, mais dont les biens ou services correspondants n'ont pas encore été fournis par l'entreprise. Ils sont considérés comme des dettes à court terme.

Les écarts de conversion passif, qui représentent des profits potentiels résultant de l'existence de créances libellées en monnaie forte ou de dettes libellées en monnaie faible.[27]

2.1.2.6 Les types du bilan :

Il existe plusieurs types de bilan en fonction des objectifs poursuivis et des normes comptables applicables.

Le bilan comptable est obligatoire pour toutes les entreprises et il doit respecter les règles comptables en vigueur. Il présente une image fidèle et sincère de la situation patrimoniale de l'entreprise à un moment donné.

Le bilan financier est basé sur les données comptables, mais il met l'accent sur les flux financiers de l'entreprise. Il est souvent utilisé pour évaluer la performance et la solvabilité de l'entreprise.

Le bilan consolidé est établi par une entreprise qui contrôle d'autres sociétés ou filiales pour présenter une image consolidée de son patrimoine et de sa situation financière.

Le bilan social a pour objectif de présenter les éléments du patrimoine immatériel de l'entreprise, tels que les ressources humaines, les savoir-faire, les brevets, les marques, etc.

Le bilan prévisionnel est une projection de la situation patrimoniale de l'entreprise à une date future, en fonction des hypothèses de croissance, de rentabilité, d'investissement, etc. Il est souvent utilisé pour planifier les besoins de financement et les stratégies de développement de l'entreprise.

---

[27] GUYVARCH (Annick), **Analyse financier**, édition E-THEQUE, France, 2002, p30

Chaque type de bilan offre une vision différente de la situation financière et patrimoniale de l'entreprise, ce qui permet de prendre des décisions éclairées en matière de gestion et de développement

Le choix du type du bilan dépendra des objectifs de l'analyse et de la nature de l'entreprise. Cependant, pour analyser la difficulté d'une entreprise, le type du bilan le plus pertinent serait le bilan financier.

2.1.3 Le fonds de roulement (FR) :

Le fonds de roulement correspond à la différence positive entre les ressources stables et les emplois stables d'une entreprise. Cette quantité représente la part des ressources à long terme qui contribue au financement des actifs à court terme. En outre, le fonds de roulement est considéré comme une réserve de sécurité pour l'entreprise.

2.1.3.1 Les méthodes de calcul :

2.1.3.1.1 Par le haut de bilan :

Fonds de roulement = Ressources durables - Emplois stables

2.1.3.1.2 Par le bas de bilan :

Fonds de roulement = Actifs circulants brut - Passif circulant[28]

Si :

- **FR>0 ⇔ ressources stables > emplois stables**

Les ressources stables permettent de financer l'intégralité de l'actif immobilisé et de financer en plus une partie de l'actif circulant. Le FR est le montant des ressources stables permettant de financer les actifs circulants après financement de l'ensemble des immobilisations.

La règle fondamentale de l'équilibre financier est respectée, cela signifie que les actifs de l'entreprise, c'est-à-dire ses biens et ses investissements, doivent être financés par des ressources dont la durée de vie est supérieure à la leur, c'est-à-dire que les dettes et les fonds propres utilisés pour financer les actifs doivent avoir une durée de vie plus longue que les actifs eux-mêmes. Cela garantit que l'entreprise dispose de ressources stables pour financer ses activités et évite les risques de défaut de paiement ou de cessation d'activité.

- **FR <0 ⇔ ressources stables<emplois stables**

[28] GUYVARCH (Annick), opcit, p44 à 45

Les ressources durables ne suffisent pas à financer l'intégralité des immobilisations. Celles-ci sont donc en partie financées par des ressources à court terme (dettes d'exploitation et hors exploitation ou trésorerie passive). La règle fondamentale de l'équilibre financier n'est pas respectée. Les emplois doivent être financés par des ressources d'une durée de vie supérieure à la leur.

- **FR =0 ⇔ ressources stables =emplois stables**

Les ressources durables permettent d'assurer la totalité du financement des immobilisations mais la situation n'est pas optimale, car il n'y a pas de ressources stables permettant le financement du cycle d'exploitation.

2.1.4 Le besoin en fonds de roulement (BFR) :

Les activités opérationnelles d'une entreprise engendrent des besoins de financement qui se matérialisent notamment par l'augmentation des stocks et des créances clients. Toutefois, ces activités peuvent également générer des sources de financement, telles que les dettes fournisseurs. En confrontant les besoins et les sources de financement, on obtient le Besoin en Fonds de Roulement (BFR), qui représente le besoin de financement lié à l'activité de l'entreprise.

BFR = Emplois cycliques hors trésorerie - Ressources cycliques hors trésorerie

2.1.4.1 Distinction BFRE et BFREHE :

Le calcul du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) repose sur la différence entre les emplois cycliques et les ressources cycliques, en excluant la trésorerie. Toutefois, il est possible de faire une distinction entre les éléments directement liés aux activités opérationnelles de l'entreprise et ceux qui y sont liés de manière plus étroite.

Les éléments strictement liés à l'exploitation sont :

Dans l'actif :

- Les stocks
- Les créances clients
- Les avances versées aux
- Fournisseurs

Dans le passif :

- Les dettes fournisseurs
- Les avances reçues des clients
- Les dettes fiscales ne concernant pas l'impôt sur le bénéfice

- Les charges constatées d'avance d'exploitation
- Les autres
- Dettes relatives à l'exploitation…
- Les produits constatés d'avance d'exploitation
- Tous les postes qui varient en fonction du chiffre d'affaires

Les éléments hors- exploitation sont ceux dont l'évolution n'est pas directement conditionnée à celle du chiffre d'affaires.

Dans l'actif

- Les créances diverses
- Des avances sur salaires
- Des créances sur cessions d'immobilisations
- Des charges constatées d'avance
- Hors exploitation
- Des créances sur les actionnaires et des valeurs mobilières de placement peu liquides, …

Dans le passif

- Les dettes contractées lors des opérations hors exploitation
- Les dividendes à payer, des dettes sur fournisseurs d'immobilisations
- Les intérêts courus et non échus, des produits constatés d'avance hors exploitation
- Les comptes courants d'associés non permanents
- Les dettes fiscales et sociales concernant l'impôt sur les sociétés…

Et donc :

BFRHE= Actif circulant hors exploitation - Passif circulant hors exploitation

2.1.5 La trésorerie

Si Les éléments du BFR sont associés à l'activité d'exploitation de l'entreprise, que ce soit de manière directe ou indirecte. En revanche, les composantes de la trésorerie sont liées aux opérations financières à court terme. L'entreprise doit trouver des sources de financement à court terme, telles que les découverts bancaires et les effets escomptés non échus, qui constituent la trésorerie passive. Ces éléments résultent des négociations menées dans le cadre de la gestion de trésorerie.

D'autre part, l'entreprise génère des excédents monétaires qui se répartissent en emplois de trésorerie ou trésorerie active (disponibilités et valeurs mobilières de placement très liquides)

La trésorerie nette (TN) est égale à la trésorerie active (TA) diminuée de la trésorerie passive (TP).

TN=trésorerie actif-trésorerie passif[29]

Où :

TN=FR-BFR[30]

Si :

Trésorerie positive : FR > BFR

Lorsque l'entreprise dispose d'une trésorerie positive, cela signifie que le fonds de roulement net est suffisamment élevé pour financer efficacement le cycle d'exploitation et avoir une marge de manœuvre financière pour détenir des valeurs disponibles ou investir auprès de partenaires financiers. Cette situation permet à l'entreprise d'être plus autonome et d'avoir une plus grande stabilité financière à court terme. A la limite, cette configuration permet même, de couvrir l'ensemble des dettes financières à court terme. Nous parlons alors d'une réelle autonomie financière à court terme.[31]

Trésorerie nulle : FR = BFR

Si l'on considère une égalité stricte entre le fonds de roulement net (FRN) et le besoin en fonds de roulement (BFR), cela ne peut être une situation permanente car elle ne tient pas compte des fluctuations à court terme. En revanche, maintenir une trésorerie proche de zéro peut être considéré comme une décision de gestion financière qui peut avoir une signification particulière. Une telle pratique de la trésorerie zéro prémunit en effet l'entreprise contre les risques symétriques que constituent d'une part la stérilisation de sur- liquidité et d'autre part la dépendance à l'égard des bailleurs de fonds à court terme[32]

Trésorerie négative : FR< BFR :

Avoir une trésorerie négative implique que les ressources à long et moyen terme ne suffisent pas pour financer complètement le besoin en fonds de roulement. L'entreprise doit donc compter sur les ressources financières à court terme pour assurer sa survie. Cette situation de dépendance ou de tension sur la trésorerie traduit un ajustement dans lequel la liquidité ou

[29] COREN, (Elie) : **Analyse financière** Ed 4, édition ECONOMICA, France, 2004, page :286
[30] LOTMANI (N), FARID, (M) : **Analyse financière**, édition pages-blues, Alger, 2008, p03.
[31] COREN (Elie), opcit., P.133.
[32] ibid P. 280

quasi-liquidité s'avèrent insuffisantes pour permettre le remboursement des dettes financières à court terme, même si l'entreprise le souhaite. Le maintien des ressources apparait alors comme une contrainte qui s'impose à l'entreprise et limite son autonomie financière à court terme.[33]

L'objectif est une trésorerie proche de zéro, avec à la fois une trésorerie active et passive quasi nulles. Une trésorerie nette nulle peut en effet être obtenue par une trésorerie active et une trésorerie passive très importantes : par exemple des valeurs mobilières de placement, une caisse et des comptes banque très importants et d'un autre coté des découverts bancaires élevés. L'objectif de la gestion de trésorerie est d'éviter ce genre de situation.[34]

3 L'analyse du compte de résultat

Le compte de résultat est un état financier qui permet de mesurer la performance d'une entreprise sur une période donnée. Il synthétise les charges et les produits de l'entreprise, classés en trois catégories (exploitation, financier et exceptionnels), pour déterminer son résultat net comptable.

Les charges et les produits sont regroupés selon le type du compte de résultat (par nature par fonction, par secteur…) et indépendamment de leur date d'encaissement ou de paiement. Ce compte est établi à partir des soldes des comptes de gestion de la classe 6 (comptes de charges) et de la classe 7 (comptes de produits).

3.1 Les types du compte de résultat :

Le Tableau de Compte de Résultat (TCR) peut être présenté sous différents formats en fonction des normes comptables utilisées et des pratiques de l'entreprise. Les principaux types de TCR sont les suivants :

1. Le TCR classique : il s'agit du TCR traditionnel, également appelé compte de résultat par nature. Il présente les charges et les produits de l'entreprise classés selon leur nature (par exemple, achats de matières premières, charges de personnel, vente de produits finis, etc.). Ce format permet de connaître les principales composantes de la marge brute et de la marge opérationnelle.
2. Le TCR fonctionnel : également appelé compte de résultat par fonction, il présente les charges et les produits de l'entreprise classés selon leur fonction (par exemple, production,

[33] BOUKHELIF, (Ahmed) : **Analyse financière**, Edition Houma, 2000, p.48.
[34] Ibid, p. 48

commercialisation, administration, etc.). Ce format permet de mieux comprendre l'impact des différentes fonctions de l'entreprise sur la performance financière globale.

3. Le TCR par secteur[35] : dans le cas des entreprises qui opèrent dans différents secteurs d'activité, il peut être pertinent de présenter un TCR par secteur. Ce format permet d'analyser la performance de chaque secteur de manière indépendante.

4. Le TCR consolidé : il s'agit d'un TCR qui regroupe les résultats de plusieurs entités juridiques appartenant à un même groupe. Ce format permet d'obtenir une vision consolidée de la performance financière du groupe.[36]

5. Le TCR prévisionnel : également appelé budget, il présente les prévisions de résultats pour une période à venir. Ce format permet de planifier les dépenses et les investissements de l'entreprise et de mesurer la performance réelle par rapport aux objectifs fixés.[37]

Le choix du type de compte de résultat dépendra des objectifs de l'analyse et de la nature de l'entreprise. Cependant, pour analyser la difficulté d'une entreprise, le compte de résultat le plus pertinent serait le compte de résultat par fonction (TCR fonctionnel) car le TCR fonctionnel permet d'analyser les performances de chaque fonction de l'entreprise, et de déterminer si une fonction particulière est plus problématique que les autres. Par exemple, si les coûts de production augmentent de manière significative, cela pourrait indiquer un problème au niveau de la gestion de la production.

De plus, le TCR fonctionnel permet également de voir comment chaque fonction contribue aux résultats de l'entreprise. Cela peut aider à identifier les domaines qui génèrent des bénéfices ou des pertes, ainsi que les domaines qui ont le plus d'impact sur la rentabilité de l'entreprise.

Le passage au compte de résultat fonctionnel nécessite un processus de reclassement des charges et des produits en fonction de la fonction de l'entreprise à laquelle ils sont liés.

3.2 Les soldes inter médire de gestion (SIG)

Les soldes intermédiaires de gestion (SIG) sont des outils financiers utilisés pour évaluer la performance d'une entreprise en mesurant la formation du résultat net dans le temps et l'espace. Ils sont élaborés par l'expert-comptable à la fin de chaque exercice et se décomposent en neuf marges intermédiaires qui permettent d'analyser le compte de résultat en détail[38]

[35] DEGOS (Jean-Guy), **Evaluation des entreprises**, édition E-THEQUE, 2016, p. 27
[36] Ibid., p. 36
[37] DEGOS (Jean-Guy), opcit., p. 57
[38] RISTORI (Sébastien**), Les clés de la finance d'entreprise,** édition ELLIPSES, p. 84

3.2.1 Calcule des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Tableau 01 : Tableau des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Les soldes	Formule de calcule
Marge commerciale (MC)	Ventes nettes de marchandises - Coût d'achat des marchandises vendues.
Production de l'exercice (PE)	Production vendue (évaluée au prix de vente) + Production stockée (évaluée au cout de production) + Production immobilisée (évaluée au cout de production)
Valeur ajoutée (VA)	M C + P E – Consommations de l'exercice en provenance des tiers[39]
Excédent brut d'exploitation (EBE)	VA+ Subvention d'exploitation – Impôts et taxes (hors impôts sur les bénéfices) – Charges du personnel
Résultat d'exploitation (RE)	EBE + Transfert de charges + Autres produits d'exploitation – Dotation aux amortissements et aux provisions – Autres charges d'exploitation
Résultat courant avant impôt (RCAI)	RE + Produits financiers – Charges financières.
Résultat exceptionnel (R EXCP)	Produits exceptionnels – Charges exceptionnelles.
Résultat de l'exercice (R E)	RCAI + R EXCP – Participation des salariés – IBS
La capacité d'autofinancement (CAF)	Il existe deux méthodes de calcules : La méthode additive La méthode soustractive

Source : RISTORI (Sébastien**), Les clés de la finance d'entreprise,** édition ELLIPSES, p.84

[39] Consommations de l'exercice en provenance des tiers correspondent aux achats de biens et de services qui sont consommés par l'entreprise au cours de l'exercice et qui proviennent de fournisseurs extérieurs à l'entreprise

3.2.1.1 La marge commerciale (MC) :

La MARGE commerciale ne concerne que l'activité de négoce[40]. Elle représente la ressource dégagée par l'activité commerciale de l'entreprise et permet d'apprécier l'évolution de sa politique commerciale. Elle s'exprime généralement en pourcentage du chiffre d'affaires. La marge commerciale globale de l'entreprise peut être décomposée par ligne de produits pour une meilleure appréciation de sa composition et de son évolution dans le temps[41]

3.2.1.2 Production de l'exercice (PE) :

La production de l'exercice est un indicateur qui ne prend en compte que les activités industrielles et de services. Elle permet d'estimer le niveau d'activité de l'entreprise en matière de production[42]

3.2.1.3 Valeur ajoutée (VA) :

La valeur ajoutée est un indicateur qui permet d'évaluer le poids économique de l'entreprise ainsi que son niveau de croissance. Elle reflète la richesse créée par l'entreprise et est considérée comme un indicateur privilégié pour mesurer son activité économique. Elle constitue une base pour calculer la rémunération de chaque partie prenante qui a contribué à la production, notamment les employés, les actionnaires, les prêteurs, les propriétaires fonciers et l'état qui peut elle aussi également percevoir des taxes sur la valeur ajoutée, selon un mode de répartition préétabli. Par exemple, la rémunération des salariés est basée sur la part de la valeur ajoutée qui leur est attribuée, les impôts et taxes sont prélevés sur la valeur ajoutée créée, les dividendes versés aux actionnaires dépendent également de la part de la valeur ajoutée qui leur est attribuée, etc. Donc, la valeur ajoutée est plutôt un indicateur clé pour évaluer la performance économique d'une entreprise.[43]

3.2.1.4 L'excédent brut d'exploitation :

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est un indicateur de performance économique qui mesure la rentabilité de l'activité principale d'une entreprise. Il permet d'évaluer la capacité de l'entreprise à générer des ressources de trésorerie par son activité normale, en prenant en compte les produits et charges d'exploitation encaissables et décaissables, tout en soustrayant principalement les charges de personnel et en ajoutant les éventuelles subventions.[44]

---

[40] L'activité de négoce consiste à acheter des marchandises pour les revendre telles quelles, sans transformation ni altération, à des tiers. Cette activité se caractérise donc par l'achat et la revente de produits finis ou de marchandises

[41] GRANDGUILLOA, (Francis) : **L'essentiel de l'analyse financière 2016-2017,** édition GUALINO, paris, p.55

[42] Ibid, p. 55

[43] Ibid, p. 56

[44] GRANDGUILLOA, (Francis), opcit, p. 57

L'EBE est considéré comme un indice pur car il n'est pas influencé par la politique d'amortissement, de provision ou de financement de l'entreprise, ni par les éléments exceptionnels. Cette caractéristique le rend très utile pour comparer les entreprises entre elles (comparaison dans l'espace).[45]

L'EBE peut fournir des informations importantes sur la santé financière et la viabilité de l'entreprise. En examinant le niveau d'EBE, les analystes peuvent déterminer si la société est capable de générer suffisamment de revenus pour couvrir ses coûts d'exploitation et les dépenses de personnel.

Si l'EBE est insuffisant pour couvrir ces coûts, cela peut indiquer que l'entreprise rencontre des difficultés financières et qu'il est nécessaire de trouver des moyens de réduire les coûts ou d'augmenter les revenus. L'EBE peut également aider les analystes à identifier les problèmes dans la stratégie commerciale de l'entreprise et à recommander des ajustements pour améliorer la rentabilité et la viabilité à long terme de l'entreprise.

3.2.1.5 Résultat d'exploitation (RE) :

Le résultat d'exploitation (RE), souvent appelé le résultat opérationnel, est un indicateur de performance économique qui mesure le résultat généré par l'activité principale d'une entreprise. Il mesure notamment les performances commerciales et industrielles d'une entreprise quel que soit le mode de production utilisé, car il est indépendant de toute politique financière, fiscale et des facteurs exceptionnels. [46]

Il représente la ressource nette dégagée par l'activité normale de l'entreprise, en tenant compte de sa politique d'amortissements, de dépréciations et de provisions. Contrairement à l'excédent brut d'exploitation (EBE), il ne représente pas un flux de fonds puisqu'il est constitué en partie par des produits et des charges calculés.[47]

3.2.1.6 Le résultat courant avant impôt (RCAI) :

Le résultat courant avant impôt est un indicateur clé de la performance financière et économique d'une entreprise. Il permet d'évaluer la rentabilité de l'entreprise en excluant les éléments exceptionnels et fiscaux.

---

[45] COULON (Yannick), **Guide pratique de la finance d'entreprise** Ed. 1, édition GUALINO, paris, 2017, p. 54
[46] NICOLAS, (Franck) : **Finance pour non-financiers Ed. 2**, édition DUNOD, France, 2021, p. 87
[47]GRANDGUILLOA (Francis), opcit., p. 58

En comparant le résultat courant avant impôt au résultat d'exploitation, on peut analyser l'impact de la politique financière de l'entreprise sur la formation du résultat, tout en s'assurant que le jugement ne soit pas affecté par des éléments non récurrents ou fiscaux.[48]

Cela permet de mieux comprendre les tendances de performance de l'entreprise et d'identifier les opportunités d'amélioration de sa rentabilité.

3.2.1.7 Résultat exceptionnel (R EXCP) :

Le résultat exceptionnel est un élément clé pour évaluer la santé financière globale de l'entreprise, qui mesure les ressources générées par les opérations non courantes telles que les plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations, et représente la différence entre les produits et les charges exceptionnels. Ce résultat partiel doit être pris en compte lors de l'analyse du résultat global de l'entreprise, car il permet de mesurer l'impact des opérations non courantes qui peuvent avoir un effet significatif sur ses performances.[49]

3.2.1.8 Résultat de l'exercice (R E) :

Le résultat net de l'exercice est le solde final des revenus et des dépenses de l'entreprise, après prise en compte des éléments exceptionnels, et après déduction de l'impôt et du revenu des associés. C'est un indicateur clé de la performance financière de l'entreprise, qui peut être positif ou négatif, et qui doit être interprété avec prudence en raison de l'influence des éléments exceptionnels. En outre, le résultat net de l'exercice est un résultat comptable qui doit être retraité pour obtenir le résultat fiscal servant de base au calcul de l'impôt[50].

3.2.1.9 La capacité d'autofinancement (CAF) :[51]

La Capacité d'Autofinancement (CAF) est un indicateur important de la performance financière d'une entreprise. Elle mesure la trésorerie potentielle générée en interne par une entreprise au cours d'un exercice comptable, elle prend en compte les opérations qui ne dégagent pas toujours des encaissements ou des décaissements pendant l'exercice. À titre d'exemple, une vente effectuée au cours du dernier mois de l'exercice est considérée comme un flux de trésorerie potentiel car les fonds ne seront encaissés que pendant le prochain exercice.

Contrairement à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui ne prend en compte que les flux générés par l'exploitation, la CAF prend en compte tous les produits et charges potentiellement encaissés ou décaissés par l'entreprise.

---

[48] RECROIX (Pascale) : Finance **d'entreprise**, édition GUALINO, paris, 2022, p.29
[49] Ibid, p. 29
[50] Ibid, p. 29
[51] COULON (Yannick), opcit., p. 59 à 61

Cependant, la CAF peut être corrigée en déduisant la variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) de l'exercice, ce qui permet d'obtenir une mesure plus précise de la trésorerie disponible de l'entreprise. Cette mesure est considérée comme fiable car elle élimine certaines charges et produits qui ne sont pas des charges ou des produits décaissés ou encaissés sur l'exercice.

Elle est souvent utilisée pour évaluer la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes existantes, financer l'accroissement du BFR, auto-financer les nouveaux investissements, permettre le versement de dividendes et constituer une réserve de précaution.

3.2.1.9.1 Calcule de la CAF :[52]

La CAF se calcule à partir de deux approches

La méthode soustractive (par le résultat net) :
Cette méthode permet d'évaluer la CAF de l'entreprise en retraitant le résultat net des éléments qui n'ont pas de valeur monétaire ou qui n'ont aucun lien avec l'activité de l'entreprise.

Résultat net+ Dotations aux amortissements et aux provisions– Reprise sur amortissements et provisions+ Valeur comptable des éléments d'actifs cédés– produits de cession des éléments d'actifs cédés– la quote-part des subventions virées au résultat= la CAF

La méthode additive (méthode par les flux de trésorerie) :
Consiste à évaluer les flux de trésorerie générés par l'activité de l'entreprise et à y soustraire les investissements nécessaires pour maintenir ou développer cette activité.

EBE+ résultat financier hors dotations et reprises sur amortissements et dépréciations + Résultat exceptionnel composé des éléments encaissables et décaissables, hors valeur comptable des actifs cédés et produits de cessions, ou toutes autres dotations ou reprises exceptionnelles– Participation des salariés– Impôt sur les sociétés= la CAF

3.3 Les ratios

Un ratio est un rapport entre deux grandeurs, qui permet d'analyser les activités, les situations économiques et financières d'une entreprise et leur évolution dans le temps.

Il existe une infinité de ratios et nombreux sont ceux qui permettent d'appréhender plus ou moins bien le risque de défaillance d'une entreprise. Pour cela les analystes effectuent

[52] RISTORI (Sébastien**) : Les clés de la finance d'entreprise,** opcit., p. 87

généralement des comparaisons chiffrées de postes du bilan entre eux, ou de postes du bilan avec des postes du compte de résultat.[53]

3.3.1 La rentabilité

La rentabilité des entreprises fait référence à la capacité d'une entreprise à générer des bénéfices ou des revenus en comparaison avec les coûts et les investissements engagés pour produire ces bénéfices ou ces revenus. En d'autres termes, la rentabilité mesure l'efficacité de l'entreprise à générer des profits par rapport à ses dépenses.

Donc la rentabilité représente un indicateur très déterminant de la situation financière de l'entreprise, elle *« s'apprécie à l'aide de ratios isolés ou, ce qui est mieux, à l'aide d'une batterie de ratios* »[54]. Il existe plusieurs indicateurs de rentabilité utilisés pour interpréter la santé financière d'une entreprise à savoir commerciale, économique et financière

3.3.1.1 La rentabilité commerciale :

La marge bénéficiaire avant ou après impôt, permet pour les entreprises de mesurer la rentabilité commerciale[55]

3.3.1.1.1 Pour les entreprises commerciales :

La rentabilité commerciale[56] = $\frac{\textbf{Résultat net d'exploitation}}{\textbf{chiffre d'affaires hors taxes}}$

Où

La rentabilité commerciale[57]= $\frac{\textbf{Résultat net comptable}}{\textbf{chiffre d'affaires hors taxes}}$

3.3.1.1.2 Pour les entreprises industrielles

La rentabilité commerciale[58] = $\frac{\textbf{résultat d'exploitation}}{\textbf{production vendue}}$

La marge bénéficiaire est une mesure simple et utile pour évaluer la rentabilité commerciale, mais elle ne prend pas en compte d'autres facteurs tels que la structure des capitaux employés, les coûts d'exploitation, les charges financières, etc.

---

[53] DEISTING (Florent) et LAHILLE (Jean-Pierre) Aide-mémoire - Analyse financière Editeur : DUNOD Année de Publication : 2017, p.93
[54] DEGOS, (Jean-Guy), **Le diagnostic financier des sociétés**, Editeur : e-theque Année de Publication : 2010 pages 31
[55] DEGOS, (Jean-Guy), opcit, p. 37
[56] Ibid, p. 37
[57] Ibid, p. 37
[58] DEGOS, (Jean-Guy), opcit**,** p**.** 37

Par conséquent, pour une analyse financière plus approfondie, il est important de prendre en compte d'autres ratios financiers et indicateurs pour évaluer la rentabilité d'une entreprise[59]

3.3.1.2 La rentabilité économique :

Le capital investi, également appelé actif économique ou capitaux mis en œuvre dans l'exploitation, il représente l'ensemble des ressources financières utilisées par l'entreprise pour mener ses activités, est définie comme suit : « *L'actif économique regroupe l'ensemble des ressources nécessaires à la poursuite de l'activité économique normale. Il représente les moyens dont l'entreprise a besoin pour fonctionner* »[60] . Cette somme est financée en partie par des fonds propres (l'argent investi par les actionnaires) et pour le reste par de la dette financière (l'argent emprunté par l'entreprise).[61]

La rentabilité économique mesure l'efficacité de l'entreprise à générer des bénéfices en mobilisant ses moyens matériels et immatériels. Elle est calculée en rapportant le résultat d'exploitation au capital investi. [62]

Pour mesurer le coût de la dette, il faut mettre en relation les frais financiers (les intérêts et les autres coûts liés à l'emprunt) et la dette financière (l'argent emprunté par l'entreprise). [63]

Pour mesurer la rentabilité du capital investi par les actionnaires, il faut mettre en relation le résultat net courant (le bénéfice de l'entreprise après déduction des charges et des impôts) et les capitaux propres (l'argent investi par les actionnaires) [64]

La rentabilité économique = $\frac{\textbf{résultat d'exploitation}}{\textbf{Actif économique}}$

Avec :

Actif économique[65]= la valeur nette comptable des actifs immobilisés + le besoin en fonds de roulement (BFR)

Remarque : ce ratio Il doit être le plus élevé possible. Et sa faiblesse peut provenir de : la sous-utilisation des immobilisations, de conditions d'exploitation défavorables, d'un mauvais investissement ou d'un délai important entre l'investissement et les ventes

---

[59] DEGOS, (Jean-Guy), opcit, p. 37
[60]BENAÏEM (Jean-Jacques), BIENAIME (Josette) et GENEST (Christine), **Processus 6 Analyse de la situation financière** Editeur : Fontaine Picard Année de Publication : 2017 pages 193
[61] Marion (Alain), opcit, p :197
[62] Marion (Alain), opcit, p. 197
[63] Ibid, p. 197
[64] Ibid, p. 197

3.3.1.3 La rentabilité financière :

Le ratio de rentabilité des fonds propres est un ratio financier qui Il mesure la capacité de l'entreprise à générer des bénéfices à partir de ses fonds propres.

Ce ratio est calculé en divisant le bénéfice net de l'entreprise par le total des fonds propres. Les fonds propres sont le montant total des capitaux propres de l'entreprise, y compris le capital social, les réserves, les bénéfices non distribués et d'autres éléments similaires.[66]

La rentabilité financière[67] $= \frac{\text{résultat net}}{\text{capitaux propres}}$

Un ratio élevé de rentabilité des fonds propres indique que l'entreprise est en mesure de générer des bénéfices à partir de ses investissements en fonds propres, ce qui est positif pour les investisseurs et les actionnaires de l'entreprise

Remarque : la rentabilité financière peut également être calculée en utilisant d'autres mesures financières, telles que l'actif total ou l'investissement total de l'entreprise, en fonction de l'objectif et du contexte de l'analyse financière.[68]

3.3.2 L'effet de levier

Lorsqu'une entreprise a une rentabilité financière supérieure à sa rentabilité économique, cela peut créer un effet de levier, qui signifie qu'elle peut générer un supplément de rentabilité grâce à l'endettement[69].

La rentabilité financière[70]= la rentabilité économique + l'effet de levier

Cela peut être démontré lorsque la rentabilité économique est supérieure au coût réel de la dette. En d'autres termes, l'utilisation de l'endettement peut permettre à une entreprise de générer des bénéfices supplémentaires, mais seulement si le coût de l'endettement est inférieur à la rentabilité économique de l'entreprise.

Si le coût de l'endettement est supérieur à la rentabilité économique, l'utilisation de l'endettement peut en fait réduire la rentabilité globale de l'entreprise.

---

[66]CAPPELLETTI (Laurent), HOARAU (Christian**) Finance et Contrôle au quotidien : 100** Editeur : DUNOD Année de Publication : 2013 pages 63

[67] AMZAL (Atman) et BENABDELMOUMEN (Amina-Nora), **Le rôle de la banque dans le redressement des entreprises en difficulté,** Université Abderrahmane Mira de Bejaïa, Promotion : 2017, page 21

[68] Investopedia. Return on Equity (ROE). https://www.investopedia.com/terms/r/returnonequity.asp 12h00 le 07/032023

[69]CAPPELLETTI (Laurent), opcit., p. 63

[70]DEGOS, opcit., p. 38

La relation entre la rentabilité économique, le coût de la dette et la rentabilité financière d'une entreprise peut être formaliser sous cette formule :[71]

Rf = [Re + (Re – I) (D/CP)] (1-t)

Avec :

D : Dette financière

CP : Capitaux propres

I = frais financier / D

T= taux d'imposition des bénéfices

Re = rentabilité économique

Rf = rentabilité financière

3.3.3 Les ratios de liquidité

« *La liquidité exprime l'aptitude de l'entreprise à faire face à court terme à ses échéances financières* »[72], Il existe trois ratios de liquidité différents (ratio de liquidité générale, ratio de liquidité réduite, et ratio de liquidité absolue) car chacun de ces ratios fournit une perspective différente sur la capacité d'une entreprise à honorer ses obligations à court terme.[73]

3.3.3.1 Ratio de liquidité générale :

$$\textbf{Liquidité générale} = \frac{\textbf{actif circulant}}{\textbf{passifs courants}}$$

Avec :

Actif courant : les créances à court terme et les disponibilités

Passif courant : tels que les dettes à court terme, les concours bancaires de trésorerie, les avances et les acomptes reçus…

Le ratio de liquidité générale mesure la capacité de l'entreprise à honorer ses obligations à court terme. Un ratio de liquidité générale de 1 signifie que l'entreprise a suffisamment d'actifs courants pour couvrir intégralement ses passifs courants. Si le ratio est inférieur à 1, cela signifie

[71] Marion, Alain, opcit, p. 203
[72] MARION (Alain), opcit, p. 146
[73] Ibid, p. 147

que l'entreprise n'a pas suffisamment d'actifs courants pour honorer l'ensemble de ses obligations à court terme

3.3.3.2 Ratio de liquidité réduite :

$$\textbf{Liquidité réduite} = \frac{\textbf{actif circulant} - \textbf{stocks}}{\textbf{passifs courants}}$$

La différence ici se manifeste dans le fait que cette formule permet de mesurer la capacité d'une entreprise à honorer ses obligations à court terme si elle ne peut pas vendre ses stocks rapidement, car leur liquidité est considérée comme incertaine.

3.3.3.3 Ratio de liquidité absolu :

$$\textbf{Liquidité absolu} = \frac{\textbf{liquidité}}{\textbf{passifs courants}}$$

Avec :

Liquidité : valeurs mobilières de placement + disponibilités

Ce ratio mesure la capacité d'une entreprise à honorer ses obligations à court terme en utilisant uniquement ses actifs liquides (disponibilités, placements à court terme, etc.) pour rembourser ses passifs courants.

3.3.4 La solvabilité générale :[74]

« *La solvabilité d'une entreprise est sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements si elle devait liquider l'intégralité des actifs dans le cas d'une cessation d'activité* »[75]

$$\textbf{Solvabilité générale} = \frac{\textbf{Total de l'actif}}{\textbf{total des dettes}}$$

Le ratio de solvabilité globale est un indicateur financier clé permettant d'évaluer la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes, qu'elles soient à court ou à long terme. Il compare la valeur totale des actifs de l'entreprise à la valeur totale de ses dettes pour déterminer si elle dispose des ressources nécessaires pour honorer ses obligations financières.

Si le ratio est supérieur à 1, cela signifie que l'entreprise a plus d'actifs que de dettes, ce qui la rend solvable. En revanche, si le ratio est inférieur à 1, cela indique que l'entreprise a plus de dettes que d'actifs, ce qui la rend insolvable.

Remarque :

[74] RECROIX (Pascale), **200 calculs pour réussir un diagnostic financier**, édition GUALINO, paris, 2023, p. 20
[75] RISTORI, (Sébastien) : **Analyse et gestion financière**, édition ELLIPSES, France, 2021, p. 114

- La solvabilité d'une entreprise est influencée par divers facteurs, notamment son niveau d'endettement et la nature de ses actifs. En effet, la qualité et la liquidité des actifs jouent un rôle crucial dans la détermination de la solvabilité d'une entreprise. Une entreprise dotée d'actifs de haute qualité et facilement convertibles en liquidités est considérée comme plus solvable qu'une entreprise dont les actifs sont moins liquides ou dont la qualité est incertaine.
- Ce ratio est utilisé par les investisseurs, les prêteurs et les entreprises elles-mêmes pour évaluer la santé financière d'une entreprise et prendre des décisions stratégiques.

3.3.5 La capacité de remboursement[76] :

La capacité de remboursement d'une entreprise est une mesure de sa capacité à rembourser ses dettes. Elle peut être évaluée à partir de plusieurs approches, notamment L'approche par l'EBE, L'approche par la C.A.F et L'approche par le résultat d'exploitation

3.3.5.1 La capacité de remboursement à partir de la CAF :

3.3.5.1.1 La capacité remboursement à court terme :[77]

$$\textbf{La capacité remboursement} = \frac{\textbf{Endettement financier net}}{\textbf{Capacité d'autofinancement (CAF)}}$$

Avec :

L'endettement financier net : la dette financière totale - la trésorerie

La CAF représente les flux de trésorerie disponibles pour rembourser les dettes à court terme et financer les investissements. Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes financières à court terme. Un ratio inférieur à 1 indique que l'entreprise dispose d'une capacité de remboursement suffisante pour ses dettes à court terme.

3.3.5.1.2 La capacité remboursement à court et à long terme :

$$\textbf{La capacité remboursement} = \frac{\textbf{dettes finaciéres}}{\textbf{Capacité d'autofinancement (CAF)}}$$

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes financières à court et à long terme. Un ratio inférieur à 2 indique que l'entreprise dispose d'une capacité de remboursement suffisante pour ses dettes à court et à long terme.

---

[76]RISTORI, (Sébastien), opcit, p. 106

[77] PEAN (Damien), **Comprendre les comptes annuels : Pour améliorer la situation financière de l'entreprise Ed. 5**, Editeur : Gereso, page 192

3.3.5.1.3 La capacité remboursement à moyen et à long terme :

Ce ratio est un outil financier utilisé pour mesurer la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes à moyen ou long terme dans un délai raisonnable

$$\textbf{La capacité de remboursement} = \frac{\textbf{dette long et moyen terme}}{\textbf{CAF}}$$

Il est recommandé que les dettes à moyen ou long terme d'une entreprise ne dépassent pas 4 à 5 fois sa capacité d'auto-financement, ce qui signifie que le ratio d'endettement/capacité d'auto-financement ne devrait pas dépasser 4 ou 5.[78]

Et donc un ratio supérieur à 4 ou 5 indique que l'entreprise a un niveau d'endettement élevé par rapport à sa capacité à générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser ses dettes. Cela peut signifier que l'entreprise est plus risquée pour les investisseurs ou les prêteurs, car elle peut avoir des difficultés à rembourser ses dettes à temps. En revanche, un ratio inférieur à 4 ou 5 indique que l'entreprise a une marge de manœuvre financière[79] plus importante pour rembourser ses dettes à moyen ou long terme

Remarque :

Cette méthode ne prend pas en compte les fluctuations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR), mais elle prend en considération les éléments financiers et exceptionnels qui ne sont pas liés aux opérations d'actifs.

3.3.5.2 La capacité de remboursement à partir de l'EBE :

$$\textbf{La capacité de remboursement} = \frac{\textbf{l'endettement net}}{\textbf{EBE}}$$

Ce ratio est utilisé pour mesurer la capacité de remboursement d'une entreprise. Il est calculé en divisant l'endettement net (c'est-à-dire la dette à long terme moins la trésorerie disponible) par l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), qui représente le bénéfice généré par l'activité principale de l'entreprise avant la prise en compte des charges financières et fiscales. Si le ratio Endettement net / EBE est inférieur ou égal à 3, cela indique que l'entreprise dispose d'une capacité de remboursement suffisante pour rembourser sa dette à long terme dans un délai raisonnable. En

[78] BERNET (Rollande), **Pratique de l'analyse financière** Ed. 2, Luc Editeur : DUNOD page 189

[79] Marge de manœuvre financière : cela fait référence à la capacité d'une entreprise à gérer ses finances en disposant de suffisamment de liquidités et de flexibilité financière pour faire face aux imprévus ou aux difficultés économiques. Plus précisément, une entreprise avec une marge de manœuvre financière importante dispose de ressources financières suffisantes pour faire face à des périodes de baisse d'activité ou à des coûts inattendus sans avoir besoin de s'endetter davantage ou de procéder à des réductions budgétaires importantes. En d'autres termes, une marge de manœuvre financière plus importante peut aider une entreprise à faire face aux aléas économiques de manière plus efficace et à prendre des décisions stratégiques en ayant une meilleure visibilité sur ses finances à long terme.

revanche, si le ratio est supérieur à 3, cela peut indiquer que l'entreprise est trop endettée et risque de rencontrer des difficultés financières pour rembourser sa dette.[80]

3.3.5.3 La capacité de remboursement à partir du résultat d'exploitation :

$$\textbf{La capacité de remboursement} = \frac{\textbf{résultat d'exploitation}}{\textbf{charges financières nettes des produits financiers}}$$

C'est un ratio de couverture des frais financiers utilisé pour mesurer la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes à long terme.

Un ratio de couverture des frais financiers inférieur à 3 indique que l'entreprise a des difficultés à rembourser sa dette, car une grande partie de son résultat d'exploitation est utilisée pour payer les charges financières. Cela signifie également que l'entreprise dépend fortement de l'endettement pour financer ses activités[81]

3.3.6 La capacité d'endettement :

3.3.6.1 Par l'approche des ressources propres :[82]

$$\textbf{La capacité d'endettement} = \frac{\textbf{ressources propres}}{\textbf{dettes à moyen ou long terme}}$$

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à couvrir ses dettes à moyen et long terme à partir de ses propres ressources. Il est calculé en divisant les ressources propres de l'entreprise (le capital social, les réserves, etc.) par les dettes à moyen et long terme. Un ratio supérieur à 1 indique que l'entreprise dispose de ressources propres suffisantes pour couvrir ses dettes à moyen et long terme.

3.3.7 Autres ratios

L'analyse financière d'une entreprise est un processus essentiel pour comprendre sa santé financière et sa viabilité à long terme. Les ratios financiers sont des indicateurs clés utilisés pour évaluer la performance financière d'une entreprise. Cependant, il existe de nombreux ratios financiers différents qui peuvent être utilisés en fonction des objectifs de l'analyse financière et des spécificités de l'entreprise. Dans cette étude, en plus des ratios mentionnés précédemment, nous allons présenter d'autres indicateurs financiers importants qui peuvent fournir des informations précieuses sur la situation financière de l'entreprise dans le tableau suivant :

---

[80] RISTORI (Sébastien), **Analyse et gestion financière**, opcit., p. 106
[81] ibid, p. 106
[82] BERNET (Rollande), opcit., p 188

Tableau 02 : Ratios financier.

Ratios	Signification du ratio
Capitaux propres / Dettes totales	Mesure **le degré d'indépendance** de l'entreprise. La diminution de ce ratio implique un risque de plus en plus élevé pour les prêteurs.
Chiffre d'affaires / Actif total	-mesure **la rotation de l'ensemble des capitaux investis** dans l'entreprise. -Plus le rapport est élevé et plus la rotation du capital est rapide pour engendrer des profits
Marge commerciale / Chiffre d'affaires	-permet de mesurer **l'opération achat/vente de marchandises** dans les entreprises commerciales. Il est utile de le comparer aux entreprises du même secteur d'activité.
Frais financiers / Chiffre d'affaires	-mesure le pourcentage du chiffre d'affaires qui doit être consacré au règlement des charges financières
EBE / Dettes totales	Mesure la **capacité de remboursement** des dettes de l'entreprise.
Créances et disponibilités / Dettes à moins d'un an	**La capacité de remboursement à court terme** -ce ratio de trésorerie mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme. Il doit être supérieur à 1 pour que l'entreprise n'ait pas de difficultés financières et qu'elle dispose d'une margé de sécurité. En effet, l'encaissement des créances clients n'est pas exempt d'incertitude alors que les dettes fournisseurs sont tout à fait certaines.

Source : GÉNICA (Gaël-Ragot), Le **risque de faillite, surveillance et gestion**, les éditions comptables Maleshrebes, Paris, 1995, page 37

Conclusion :

Ce premier chapitre nous a permis de jeter les bases nécessaires pour comprendre les enjeux liés aux entreprises en difficulté et l'importance de la détection précoce de ces problèmes dans la prise de décision. Nous avons exploré la définition des concepts de base liés à l'entreprise, en mettant l'accent sur ses objectifs, sa croissance, sa performance et les difficultés en relation.

Nous avons également examiné les aspects juridiques spécifiques aux entreprises algériennes en difficulté, en nous intéressant à la cessation de paiement, la réaction collective des créanciers, le règlement judiciaire et la faillite. La compréhension des aspects juridiques spécifiques aux entreprises en difficulté est pour éviter l'aggravation de la situation et pour permettre à l'entreprise de se rétablir et de prospérer à long ce qui va permettre d'établir une gestion prudente pour trouver des solutions viables et garantir les droits de toutes les parties impliquées.

Enfin, nous avons exploré le rôle crucial de l'analyse financière dans la détection précoce des difficultés financières. L'analyse financière, à travers l'examen du bilan, du compte de résultat et des ratios financiers, nous permet de comprendre la performance passée et présente de l'entreprise, d'évaluer sa santé financière et d'anticiper les problèmes potentiels liés à sa situation. Elle offre des perspectives claires sur les risques et les opportunités, ce qui aide à déterminer les mesures correctives nécessaires pour améliorer les performances et assurer la pérennité de l'entreprise.

La détection précoce des difficultés dans les entreprises permet de prendre des décisions éclairées pour garantir leur pérennité. Les aspects juridiques spécifiques et l'analyse financière jouent un rôle clé dans cette détection.

Chapitre 02 :

L’augmentation de capital par conversion des dettes

Introduction :

Dans ce deuxième chapitre, nous nous penchons sur une stratégie financière spécifique qui joue un rôle essentiel pour les entreprises en difficulté : l'augmentation de capital par conversion des dettes.

Face à des problèmes financiers et à des obligations accumulées, les entreprises ont recours à cette approche pour trouver des solutions durables. Cette stratégie vise à transformer les obligations financières en capitaux propres, offrant ainsi de nouvelles perspectives et un potentiel de résolution des problèmes financiers. Il est important de souligner que l'augmentation de capital par conversion des dettes ne se limite pas à une simple conversion des dettes en capitaux propres. Cette opération a des implications plus larges sur la structure financière de l'entreprise et sur sa viabilité à long terme.

L'objectif principal de ce chapitre est d'analyser en détail les mécanismes et les implications de l'augmentation de capital par conversion des dettes. Pour ce faire, nous avons organisé ce chapitre de manière à couvrir différents aspects de cette stratégie spécifique. Nous commençons par une section consacrée aux généralités sur l'augmentation de capital, où nous explorerons les bases théoriques et pratiques de cette stratégie. Ensuite, nous nous concentrons sur la section dédiée à la conversion des dettes en capital. Dans cette section, nous analyserons les mécanismes, les modalités et les conditions qui régissent cette opération. Nous étudierons également les différents acteurs impliqués dans ce processus et nous mettrons particulièrement l'accent sur l'impact de cette conversion sur la situation financière de l'entreprise.

Ce chapitre vise à approfondir notre compréhension de l'augmentation de capital par conversion des dettes en examinant les mécanismes, les implications et les conséquences de cette stratégie financière pour les entreprises en difficulté. Nous mettrons en lumière les avantages potentiels de cette opération en termes de restructuration financière et d'amélioration de la situation financière globale de l'entreprise.

Section 01 : Généralité sur l'augmentation de capital

Les opérations sur le capital est un concept essentiel dans le monde des affaires et de la finance. En effet, toute entreprise, petite ou grande, doit être en mesure de gérer son capital de manière efficace pour pouvoir croître et prospérer. Les opérations sur capital peuvent prendre différentes formes, qu'il s'agisse d'investissements, de levées de fonds, d'augmentations ou de réductions de capital. En fonction de la stratégie et des objectifs de l'entreprise, ces opérations peuvent avoir des conséquences significatives sur sa situation financière, son potentiel de croissance et sa valeur sur le marché.

1 Le recours à l'augmentation de capital :

Il est possible d'avoir recours à l'augmentation de capital d'une entreprise pour plusieurs raisons, telles que[83] :

- Financer de nouveaux investissements
- Rééquilibrer la structure financière de l'entreprise en cas d'insuffisance de ressources propres,
- Faire face à des difficultés de trésorerie persistantes
- Remédier à des difficultés financières graves causées par un endettement important.

2 Le capital social

Le capital social est un terme juridique et comptable[84], il fait partie des éléments des capitaux propres, représente pour une entreprise la somme de tous les apports que les associés ont investis lors de sa création. Ces apports peuvent être réalisés sous forme d'argent (apports en numéraire) ou sous forme de biens matériels (apports en nature).[85]

Le capital de l'entreprise est souvent considéré comme un poste passif dans les comptes de l'entreprise. Cela signifie que le capital ne garantit pas la présence d'un actif correspondant dans l'entreprise et ne protège pas nécessairement les créanciers[86]. Au moment de la création de l'entreprise, le capital peut être utilisé pour acheter des actifs, mais une fois que cela est fait, il n'y a pas de garantie que ces actifs continueront à exister ou qu'ils seront suffisants pour rembourser les créanciers dans le cas de la difficultés financières. Par conséquent, les créanciers préfèrent souvent avoir accès à des liquidités ou à des actifs saisissables pour se protéger contre le risque de non-remboursement. Si l'entreprise dispose de suffisamment de liquidités ou peut

---

[83] CAROLINE, (Selmer) : **La Boîte à outils du Responsable financier**, édition DUNOD, p. 132.
[84] VINEL, (Thomas) **: la protection des créanciers en droit des sociétés**, mémoire pour l'obtention du Master en Droit – Justice civile et pénale, Belgique, 2021, p. 14
[85] EVARD, (A), JEROME, (D) : **Droit des sociétés**, édition VUIBERT, p.13
[86] VINEL, (Thomas), Opcit, p.14

emprunter pour couvrir ses dettes, même si elle est peu capitalisée, le risque de non-remboursement est faible[87].

3 La relation entre le capital social et l'état

En réglementant la création et l'échange des actions, l'État cherche à favoriser une répartition équitable du capital social et à protéger les intérêts des investisseurs et des actionnaires. En même temps, la détention d'actions confère aux actionnaires un pouvoir d'influence sur les décisions de l'entreprise, ce qui peut avoir une incidence sur la manière dont l'État intervient dans le mécanisme de création et de partage du capital.[88]

4 Les opérations sur le capital

Les opérations portant sur le capital social sont complexes en raison des modalités juridiques imposées[89], c'est-à-dire dans les opérations qui impliquent l'augmentation ou la réduction du capital d'une entreprise, le cadre juridique peut déterminer les modalités de réalisation de ces opérations, telles que les conditions d'émission des actions ou des parts sociales, les droits de vote des actionnaires ou associés, etc.

4.1 Les titres

En échange de leur contribution financière dans le capital social, les actionnaires ou les associés reçoivent des titres qui représentent une fraction du capital social de celle-ci[90]. Ils sont émis par l'entreprise pour collecter des fonds auprès des investisseurs et leur donner une participation dans la propriété de l'entreprise ainsi qu'au partage de l'actif net en cas de dissolution de la société[91].

Les titulaires de ces titres sociaux bénéficient de deux types de droits. Les premiers sont des **droits politiques**, qui leur permettent de participer aux décisions importantes de l'entreprise lors des assemblées générales, en votant notamment sur les résolutions proposées. En général, chaque titulaire de titres sociaux dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa participation dans le capital social de l'entreprise[92].

Les seconds sont des **droits financiers**, qui permettent aux titulaires de participer aux résultats de l'entreprise. Donc tout associé ou actionnaire a le droit de recevoir une part des bénéfices réalisés par l'entreprise, mais également de supporter une part des pertes éventuelles,

---

[87] VINEL, (Thomas), opcit, p.14
[88] CONSO, (P), HEMICI, (F) : **Gestion financière de l'entreprise Ed. 11**, édition DUNOD, 2005, p.449
[89] AMELON, (Jean-Louis) : **Gestion financière ed 4**, édition MAXIMA, 2004, p.214
[90] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.449
[91] Ibid, p.449
[92] EVARD, (A), JEROME, (D), opcit, p.13

proportionnellement à sa participation dans le capital social[93]. Ces droits financiers sont liés aux performances de l'entreprise et peuvent donc fluctuer en fonction de ses résultats.

Cependant, la propriété d'une action ne peut pas être assimilée à un **droit de copropriété**[94], elle ne confère pas le droit de gérer l'entreprise. Le détenteur d'une action ne détient généralement pas un droit de gestion de l'entreprise, car l'action représente simplement une partie du capital social de l'entreprise. Cela signifie que le détenteur de l'action a investi de l'argent dans l'entreprise et détient une part du capital social, mais il ne gère pas l'entreprise directement. La gestion de l'entreprise est généralement confiée aux dirigeants et aux administrateurs de l'entreprise, qui sont chargés de prendre les décisions importantes pour l'entreprise et de la diriger dans la bonne direction. Cependant, les détenteurs d'actions ont le droit de voter lors des assemblées générales des actionnaires, ce qui leur permet d'influencer les décisions de l'entreprise. [95] Le droit de vote des détenteurs d'actions est souvent utilisé pour élire les administrateurs de l'entreprise.

Pour faciliter la mobilité du capital, les titres représentant les droits sociaux (parts ou actions) sont cessibles. Cela permet aux associés de disposer de leur capital. Cette facilité de vente permet une grande mobilité du capital et encourage les investisseurs à investir dans de nouvelles entreprises ou à réallouer leur capital vers des projets plus prometteurs.

Les actions émises durant la vie de l'entreprise peuvent être libérées par différents moyens, notamment en apportant des fonds en espèces, en compensant des créances certaines, en utilisant des réserves, des bénéfices ou des primes d'apports, d'émission ou de fusion, ou encore en faisant des apports en nature[96]

4.1.1 Les caractéristiques des titres :

Les caractéristiques des titres peuvent varier de plusieurs facteurs, tels que la nature de l'entreprise, les préférences des investisseurs etc.

---

[93]EVARD, (A), JEROME, (D), opcit, p.13

[94] La copropriété est un terme utilisé pour décrire la propriété partagée entre plusieurs personnes d'un bien immobilier ou mobilier. En d'autres termes, lorsque plusieurs personnes détiennent ensemble la propriété d'un bien, il s'agit de copropriété. Cela peut être le cas pour un immeuble d'appartements, une maison, un terrain, une voiture ou tout autre bien partagé entre plusieurs propriétaires. Dans une copropriété, chaque propriétaire a un droit de propriété sur une partie spécifique du bien et est responsable de l'entretien et de la gestion de cette partie. Les décisions concernant la gestion et l'entretien de la copropriété sont prises en commun par tous les propriétaires.

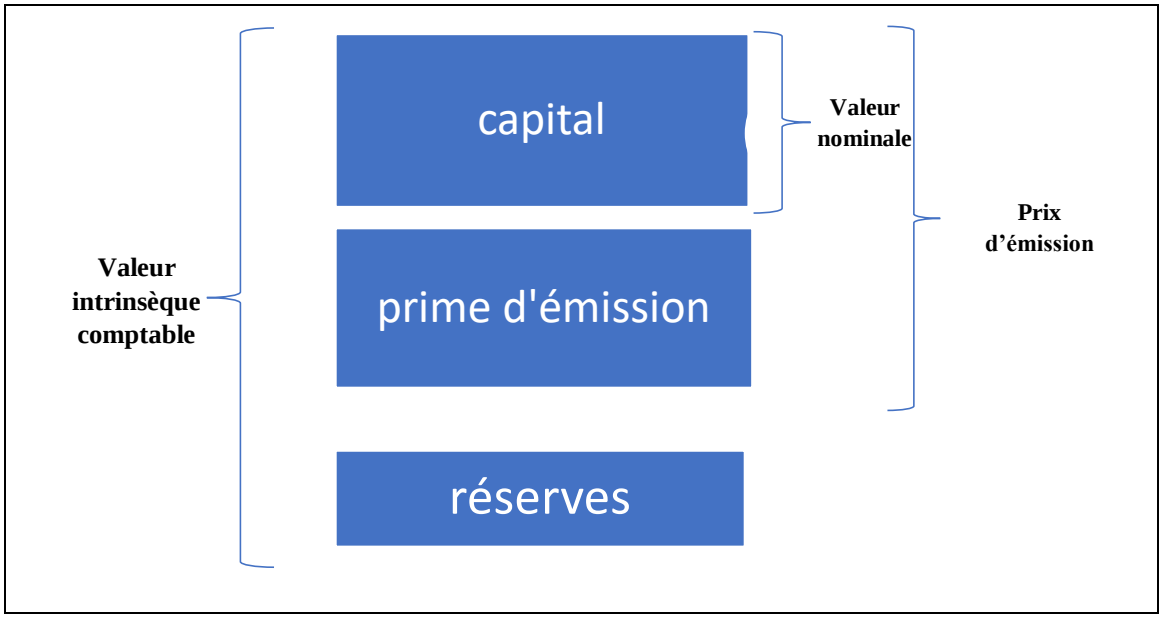
[95] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.449

[96]CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye) : **Droit des sociétés de capitaux** édition HARMATTAN, Sénégal, 2019, p.189

4.1.1.1 La valeur d'une action :

La valeur d'une action est un élément crucial pour les investisseurs, car elle reflète la performance financière de l'entreprise et sa capacité à générer des revenus pour ses actionnaires. La figure présentée ci-dessous illustre les différents éléments qui contribuent à la valeur d'une action, tels que le capital, la prime d'émission et la réserve.

Figure *01 : les différentes rubriques de la valeur d'un titre



Source : Gestion financière de l'entreprise Ed. 11 Auteur : Conso, Le, Farouk Editeur : Dunod Année de Publication : 2005, page : 451

4.1.1.2 La valeur nominale :

La valeur nominale d'une action ou d'une part est la valeur indiquée sur le titre lui-même pour les actions ou parts au porteur ou enregistré dans le registre des actionnaires pour les actions ou parts nominatives[97].

Elle représente la valeur nominale ou faciale de l'action ou de la part sociale. Elle est déterminée en divisant le montant total du capital social par le nombre total d'actions créées[98].

$$\textbf{Valeur nominale} = \frac{capital\ social}{nombre\ d'action}$$

La mention de la valeur nominale peut ou non être figurer sur le titre, selon que l'action est émise avec ou sans mention de la valeur nominale. Elle est déterminée dans deux cas[99] : Lors de la constitution de la société ou lorsqu'une décision est prise en assemblée générale pour

[97] GUERRA, (Fabienne) **: Comptabilité managériale Le système d'information comptable**, édition DE BOECK SUPERIEUR, 2003, p.15
[98] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.451
[99] GUERRA, (Fabienne), opcit, p.15

augmenter ou diminuer le capital. Si la valeur nominale est indiquée sur le titre, toute modification de cette valeur ne peut être effectuée que par une intervention physique, comme l'estampillage des titres[100]. Cette valeur nominale est une valeur conventionnelle, c'est-à-dire qu'elle n'a pas de lien direct avec la valeur réelle de l'entreprise, qui sert de base pour déterminer la part du capital qui revient à chaque actionnaire en fonction du nombre d'actions qu'il détient[101].

4.1.1.3 Les dividendes :

Les dividendes sont « *Revenu lié à la détention d'une action* »[102], sont distribués aux actionnaires après une décision prise par le conseil d'administration de l'entreprise. Ils peuvent être versés en espèces ou en actions[103], et sont généralement calculés en fonction du nombre d'actions qu'un actionnaire possède[104], où les statuts de l'entreprise prévoient souvent un intérêt statutaire, qui est un taux d'intérêt appliqué à la valeur nominale de l'action. Le dividende de base correspond alors à la valeur nominale multipliée par le taux d'intérêt statutaire[105].

Dividende par action = taux d'intérêt statutaire × valeur nominale d'une action

Le montant total des dividendes versés dépendra du nombre d'actions en circulation et du montant du dividende par action décidé par l'entreprise.

4.1.1.4 Le pair comptable :

Le pair comptable d'une action correspond au montant du capital de la société au moment où l'action a été émise, divisé par le nombre total d'actions.

Lorsqu'une société émet des actions ou des parts sans désignation de valeur nominale, cela signifie que la valeur nominale de chaque action ou part n'est pas mentionnée sur le titre. Dans ce cas, seule la mention du pair comptable (l/x) est indiquée sur l'action. Le pair comptable représente donc la valeur théorique de chaque action ou part. Comme la valeur nominale n'est pas indiquée sur l'action ou la part, une modification de cette valeur peut être faite sans intervention matérielle.[106].

---

[100] GUERRA, (Fabienne), opcit, p.15
[101] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.451
[102] GUILMIN, (Grégory) : **3, 2, 1... Investissez en bourse : Se lancer en toute autonomie**, édition MARDAGA, 2022, p. 66
[103] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.451
[104] GUEUTIN, (Claire-Agnès) **: L'essentiel de l'analyse financière**, édition ELLIPSES, 2022
[105] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.451
[106] GUERRA, (Fabienne), opcit, p.15

4.1.1.5 Le prix d'émission :

Le prix d'émission est le prix que les associés doivent payer pour souscrire à une augmentation de capital d'une entreprise. La différence entre le prix d'émission et la valeur nominale des actions ou des parts, qui est le montant du capital social, s'appelle la prime d'émission. [107]

Prix d'émission = Valeur nominale + Prime d'émission

Il est important de noter que le prix d'émission ne peut être inférieur à la valeur nominale des actions, car cela créerait une prime d'émission négative, ce qui n'est pas possible[108].

Le prix d'émission d'une action peut être déterminé en fonction de sa valeur réelle, qui peut être évaluée de différentes manières. Pour les entreprises non cotées en bourse, cette valeur peut être exprimée par la valeur de leur actif net comptable corrigé, tandis que pour les entreprises cotées en bourse, cette valeur peut être mesurée en utilisant le cours de l'action sur le marché[109]. Quelle que soit la méthode choisie, il est important de noter que la valeur maximale de l'action lors de son émission ne doit pas dépasser sa valeur réelle. Cela garantit que les investisseurs ne paient pas trop cher pour les actions et que la valorisation de l'entreprise est équitable.[110] Donc :

Valeur nominale ≤ Prix d'émission ≤ Valeur réelle[111]

4.1.1.5.1 La détermination du prix d'émission

Le prix d'émission dépend de nombreux facteurs tels que les avantages ou opportunités que l'acquéreur peut percevoir dans l'acquisition de cette action, la taille de l'entreprise, sa position sur le marché, sa croissance, ses actifs et ses passifs, la demande des investisseurs pour les actions de l'entreprise, les taux d'intérêt en vigueur et les conditions économiques générales.

La fixation du prix d'émission est une décision clé dans le processus d'augmentation du capital[112], car il peut affecter la dilution du capital existant, l'évolution future des bénéfices de l'entreprise, et la capacité de l'entreprise à payer des dividendes[113]. Un prix d'émission trop bas entraîne une dilution excessive du capital existant, car il faut émettre un grand nombre d'actions pour atteindre le montant de l'augmentation de capital, cela peut augmenter le montant total des dividendes à payer, ce qui réduit l'autofinancement de l'entreprise[114]. D'un autre côté, un prix

---

[107] MEGHRAOUI, (Kada) : **L'essentiel de la Comptabilité des sociétés Ed. 1**, édition GUALINO, 2018, p.41
[108] Ibid., p. 41
[109] GRIFFITHS, (S), DEGOS, (J) : **Gestion financière de l'analyse à la stratégie**, édition D'ORGANISATION, 2011, p.243
[110] Ibid, p. 243
[111] opcit, p. 243
[112] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.451
[113] GRIFFITHS, (S), DEGOS, (J), opcit, p. 245
[114] Ibid, p. 245

d'émission trop élevé peut décourager les investisseurs et limiter la collecte de fonds. Il est donc important de trouver un équilibre entre le prix d'émission et les droits de souscription pour garantir la stabilité financière de l'entreprise[115]. En plus de la prime d'émission ils découlent du prix d'émission le nombre de titres à émettre et le droit préférentiel de souscription[116]

4.1.1.6 La valeur nette comptable

La valeur nette comptable est une mesure de la valeur comptable de chaque titre d'une entreprise elle est calculée en divisant les capitaux propres de l'entreprise par le nombre d'actions ou de parts. Cela donne une indication de la valeur comptable de chaque titre[117].

La valeur nette comptable = $\frac{capitaux\ propres}{nombre\ total\ d'action}$

Elle peut être calculée aussi en divisant l'actif net comptable sur le nombre d'actions ou de parts [118], ou l'actif net comptable représente l'ensemble des actifs de la société diminué de ses dettes, cette définition renvois à la notion de la situation net comptable[119]

La valeur nette comptable = $\frac{actif\ net\ comptable}{nombre\ total\ d'action}$

Cependant, la valeur nette comptable ne prend pas en compte la valeur réelle de l'entreprise sur le marché.

4.1.1.7 La valeur intrinsèque

La valeur intrinsèque est une estimation de la valeur réelle de l'entreprise, qui prend en compte les actifs et les dettes de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs comme sa position sur le marché, sa rentabilité, etc. Pour calculer la valeur intrinsèque, on examine les différents postes du bilan de l'entreprise pour en estimer leur valeur actuelle. Par exemple, si l'entreprise possède des actifs immobiliers, on peut ajuster leur valeur en fonction du marché immobilier actuel. On soustrait ensuite les dettes de l'entreprise pour obtenir une estimation de sa valeur réelle.

La valeur intrinsèque comptable d'une action est égale donc à la **situation nette** de l'entreprise divisée par le **nombre total d'actions** émises par l'entreprise.[120]

La valeur intrinsèque comptable = $\frac{situation\ nette}{nombre\ total\ d'action}$[121]

---

[115] GRIFFITHS, (S), DEGOS, (J), opcit,., p. 243
[116] AMELON, (Jean-Louis), opcit, p.216
[117]GUERRA, (Fabienne), opcit, p.15
[118]Ibid., p.15
[119] Historique de comptabilité des entreprises, Dictionnaire, édition 2016, p.67
[120] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.451
[121] Ibid, p. 451

Cependant, si l'entreprise procède à une réévaluation de son bilan ou à des corrections d'évaluation, la valeur intrinsèque comptable de l'action peut être différente. En d'autres termes, si l'entreprise réévalue sa situation nette comptable, la valeur intrinsèque comptable d'une action peut également changer.[122]

4.1.1.8 Le boni de liquidation

La détention d'une action d'une entreprise donne droit à une part du boni de liquidation[123]. Le boni de liquidation est la somme d'argent restante après la liquidation de l'entreprise, une fois que toutes les dettes ont été payées. La situation nette comptable peut être utilisée pour évaluer la valeur potentielle du boni au cours de la vie de l'entreprise[124].

4.1.2 Le type de titre :

En fonction de la forme juridique d'une entreprise, les titres sociaux peuvent porter différents noms. Dans les sociétés de personnes, telles que la Société en Nom Collectif (SNC) et les sociétés civiles, y compris la Société à Responsabilité Limitée (SARL), les titres sociaux sont appelés parts sociales[125]. En revanche, dans les sociétés de capitaux, comme la Société Anonyme (SA), la Société par Actions Simplifiée (SAS) ou encore la Société en Commandite par Actions (SCA), les titres sociaux sont appelés actions[126].

4.1.2.1 Les titres ordinaires :

Les actions ordinaires constituent généralement les titres les plus couramment émis par les entreprises pour lever des fonds sur les marchés financiers[127]. Sont des titres émis par une entreprise qui représentent une partie de la propriété de l'entreprise et confèrent à leur détenteur un droit de vote lors des assemblées générales[128]. Les détenteurs d'actions ordinaires sont considérés comme les propriétaires de l'entreprise et sont donc exposés aux risques et aux bénéfices de l'entreprise. Les dividendes versés aux actionnaires sont décidés par le conseil d'administration et sont généralement proportionnels au nombre d'actions détenues. Cette définition est largement acceptée dans le domaine de la finance d'entreprise et de l'investissement[129].

---

[122] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.451
[123] STOLOWY, (H), DING (Y), LANGLOIS, (G) : **Comptabilité et analyse financière ed 4**, édition DE BOECK SUPERIEUR, 2006, P.556
[124] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.451
[125] EVARD, (A), JEROME, (D), opcit, p.13
[126] Ibid., p.13
[127] ALPHONSE, (P), et autres : **Gestion de portefeuille et marchés financiers,** édition PEARSON, 2013, p.43
[128] GUILMIN, (Grégory), opcit, p.62
[129] BANCEL (F), DUPONT(T), LONGIN, (F) : **introduction aux marchés financiers**, édition PEARSON EDUCATION, France, 2012, P.181

4.1.2.2 Les actions de préférence :

Les actions de préférence sont des titres émis par une entreprise pour offrir à leurs détenteurs des droits privilégiés par rapport à d'autres actions émises par la société. Ces droits peuvent inclure des priorités dans le paiement des dividendes ou des avantages lors d'une liquidation de l'entreprise[130]. Les dividendes des actions de préférence sont généralement fixes et payés à un taux spécifié, indépendamment des résultats de l'entreprise. Les détenteurs d'actions de préférence ont également souvent la priorité sur les dividendes par rapport aux détenteurs d'actions ordinaires ou le paiement des dividendes est assuré[131].

4.1.2.3 Les titres participatifs :

Les titres participatifs sont une forme de financement hybride qui se situe entre la dette et les fonds propres. Les titres participatifs sont des instruments financiers réservés aux sociétés du secteur public et aux coopératives[132]. Ils sont similaires à des obligations, mais présentent des caractéristiques particulières. Tout d'abord, contrairement aux titres classiques, les titres participatifs ne donnent pas droit de vote aux détenteurs. Cela signifie que les investisseurs ne peuvent pas influencer la gestion de l'entreprise. En revanche, les titres participatifs accordent une participation au résultat de l'entreprise[133], ce qui signifie que les investisseurs peuvent recevoir une part des bénéfices. Ils offrent une rémunération fixe et/ou variable en fonction de ces résultats. En termes de caractéristiques financières, les titres participatifs ont une valeur nominale, tout comme les obligations classiques. Ils ont une durée illimitée, mais peuvent être remboursés par l'émetteur à partir de la septième année, à un prix fixé par le contrat initial[134]. Les intérêts générés par les titres participatifs sont traités fiscalement de la même manière que les intérêts des obligations non indexées.[135]

5 Les catégories d'augmentation de capital

Lorsqu'une entreprise décide d'augmenter son capital social, il existe généralement deux catégories d'opérations principale possibles. La première consiste en une augmentation de capital qui n'enrichit pas l'entreprise, car elle ne génère pas de richesses nouvelles, et ne permet pas de collecter de nouveaux fonds donc n'augmente pas la trésorerie disponible de l'entreprise[136].

---

[130] ALPHONSE, (P), DESMULIERS, (D), GRANDIN, (P), LEVASSEUR, (M), opcit, p.43
[131] Ibid, p.43
[132] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.466
[133] Ibid, p. 466
[134] Ibid, p.466
[135] Ibid, p.466
[136] GUERRA, (Fabienne), opcit, p.29

La seconde catégorie d'opérations consiste en une augmentation de capital avec apports, qui permettent à l'entreprise d'enrichir sa structure financière en augmentant ses capitaux propres. Dans ce cas, l'entreprise peut collecter des fonds supplémentaires en émettant de nouvelles actions[137].

Cette opération donne à l'entreprise l'avantage de flexibilité pour réaliser de nouveaux projets, acquérir de nouveaux actifs, rembourser des dettes ou encore distribuer des dividendes à ses actionnaires.

Ces augmentations de capital social sont une stratégie courante que les entreprises utilisent.

Il est possible de classer les augmentations de capital en fonction d'autres critères tels que par l'augmentation de la trésorerie disponible de l'entreprise ou par le renforcement de sa stabilité financière[138]. Ces classifications peuvent aider à mieux comprendre les raisons et les conséquences des augmentations de capital pour l'entreprise et ses parties prenantes.

L'augmentation de la trésorerie[139] disponible consiste à émettre de nouvelles actions et à les vendre à des investisseurs, ce qui permet à l'entreprise d'augmenter sa trésorerie disponible. En effet, les investisseurs qui achètent ces actions paient de l'argent à l'entreprise en échange d'une part de propriété dans l'entreprise, et donc avoir plus d'argent disponible.

En ayant plus d'argent disponible, l'entreprise peut prendre des décisions d'investissement plus importantes, comme l'acquisition de nouvelles technologies, l'expansion des activités ou l'ouverture de nouveaux marchés. Cela peut lui permettre d'améliorer sa compétitivité et de gagner des parts de marché.

Cependant le renforcement de la stabilité financière[140] consiste d'augmenter le capital social pour renforcer la stabilité financière de l'entreprise. En renforçant la stabilité financière, l'entreprise peut également renforcer la confiance que les tiers, tels que les établissements financiers, ont en elle. Les prêteurs et les investisseurs peuvent être plus disposés à prêter de l'argent ou à investir dans une entreprise qui a une base financière solide et fiable. Cela peut aider l'entreprise à obtenir des financements à des taux d'intérêt plus avantageux, à des conditions plus souples, et à une réduction des risques financiers à long terme.

---

[137] GUERRA, (Fabienne), opcit, p.29
[138] MEGHRAOUI, (Kada), opcit, p.43
[139] Ibid, p. 43
[140] Ibid, p. 43

Section 02 : La conversion des dettes en capital

Lorsqu'une entreprise est confrontée à une dette importante, elle peut explorer plusieurs options pour rembourser cette dette et renforcer sa situation financière. Parmi ces options, on trouve notamment la conversion des dettes en capital autrement dit « *la consolidation des dettes de l'entreprise* »[141], qui peut être réalisée de différentes manières

L'augmentation de capital par conversion de créances permet à l'entreprise débitrice de convertir une partie ou la totalité de ses dettes à court ou à long terme en actions[142]. Les créanciers de l'entreprise peuvent alors échanger leurs créances contre des actions de la société[143], ce qui leur donne droit à une participation dans l'entreprise. En échange de l'annulation de leur dette, les créanciers deviennent des actionnaires de l'entreprise et bénéficient des avantages liés à cette position. En d'autres termes, au lieu de rembourser la dette en argent liquide, l'entreprise émet des actions ou des obligations qui sont ensuite vendues aux créanciers en échange de l'annulation de la dette.

La conversion de créances en actions est une opération financière complexe qui peut être utilisée par les entreprises pour améliorer leur structure financière et renforcer leur position vis-à-vis de leurs créanciers. Cette opération est généralement mise en œuvre lorsqu'une entreprise rencontre des difficultés financières et qu'elle est confrontée à un niveau élevé d'endettement.

Cette méthode d'augmentation de capital par la conversion des dettes a une forte implication sur la structure financière de l'entreprise, elle permet de réduit son endettement et renforce son capital social.[144]

1 Le recours à la conversion des dettes en capital :

La conversion des dettes en capital « *est réalisée qu'en cas de sérieuses difficultés financière »*[145]. Lorsque l'entreprise se trouve dans une situation critique caractérisée par des difficultés financières importantes, la conversion des dettes en capital peut être envisagée comme une solution de restructuration financière. Cette opération est généralement mise en œuvre lorsque l'entreprise est confrontée à des problèmes de trésorerie et est dans l'incapacité de rembourser ses dettes conformément aux modalités initiales convenues avec les créanciers.

---

[141]DEPALLENS, (G), JOBARD, (J) : **Gestion financière de l'entreprise,** édition DUNOD, 1997, P. 871
[142] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.453
[143] AMELON, (Jean-Louis), opcit, p.215
[144] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.453
[145]ibid. p. 543

Les difficultés financières auxquelles une entreprise peut être confrontée peuvent être dues à plusieurs facteurs.

Lorsque ces difficultés deviennent importantes et que l'entreprise n'a pas d'autres alternatives viables pour résoudre ses problèmes financiers, la conversion des dettes en capital peut être envisagée. Cette opération permet de réduire le fardeau de la dette de l'entreprise en transformant une partie ou la totalité de ses dettes en capital social.

1 Les acteurs :

Pour comprendre le mécanisme de cette opération, il est important de comprendre les différents acteurs impliqués dans cette transaction. D'un côté, il y a l'entreprise débitrice qui a des dettes à court ou à long terme, et de l'autre, il y a les créanciers qui ont prêté de l'argent à l'entreprise et qui sont en droit de réclamer le remboursement de leurs créances.

1.1 Les actionnaires

Les actionnaires sont les propriétaires de l'entreprise, détenant des actions qui leur confèrent un droit de propriété, un droit d'exercer un contrôle sur la société en participant dans les assemblées[146] et un rôle économique important dans la détermination du profit final de l'entreprise. Leur rémunération dépend de la performance de l'entreprise, et ils cherchent à maximiser la valeur de leurs actions en fonction du risque qu'ils prennent ça veut dire que si l'entreprise a une politique financière plus risquée, elle devra offrir des rendements plus élevés pour attirer les investisseurs. Ce risque dépend de plusieurs facteurs, notamment l'environnement économique global et la politique d'investissement et de financement de l'entreprise.[147]

Le taux de **rentabilité** requis par un actionnaire pour investir dans l'entreprise est composé du taux sans risque, qui est le rendement d'un placement considéré comme sans risque, ainsi que de primes de risque pour les risques d'exploitation, de risque financier et de risque de faillite. Le risque d'exploitation est lié à la politique d'investissement de l'entreprise, tandis que le risque financier est lié à l'endettement et le risque de faillite est lié à la capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes[148]

---

[146] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit. p. 20
[147] LEGROS, (Georges) : **Finance d'entreprise Ed. 3**, édition DUNOD, 2018, p.26
[148] Ibid, p. 27

Dans le cadre d'une augmentation de capital, les actionnaires jouent un rôle crucial car ils détiennent les titres de propriété de l'entreprise. Toutefois, il convient de noter que tous les actionnaires ne sont pas égaux. En effet, ils peuvent être classés en fonction de leur ancienneté, de leur participation au capital et de leur pouvoir de décision au sein de l'entreprise. De ce fait les actionnaires peuvent être considérés comme anciens ou nouveaux.

1.1.1 Les actionnaires anciens :

Les actionnaires anciens sont ceux qui ont participé à la création de l'entreprise ou qui ont déjà investi dans l'entreprise avant l'augmentation de capital.

Les actionnaires anciens peuvent bénéficier d'un droit de préférence pour souscrire de nouvelles actions, ce qui leur permet de maintenir leur niveau de participation au capital.

Lorsqu'une entreprise décide d'effectuer une augmentation de capital par conversion des dettes, le rôle des actionnaires anciens est important.

Approbation : Les actionnaires existants doivent généralement approuver la conversion des dettes en actions lors d'une assemblée générale extraordinaire ou d'une autre forme de consultation. Leur accord est nécessaire car cela diluera potentiellement leur participation dans la société.

Protection des intérêts : Les actionnaires anciens doivent s'assurer que la conversion des dettes en actions ne porte pas préjudice à leurs droits ou à leur participation dans l'entreprise. Ils doivent examiner les termes de la conversion, tels que le ratio de conversion, les droits attachés aux nouvelles actions, et s'assurer que cela est équitable pour tous les actionnaires.

Évaluation de l'impact financier : Les actionnaires anciens doivent évaluer l'impact financier de la conversion des dettes en actions. Cela peut inclure l'analyse de la structure du capital post-augmentation, les implications fiscales et comptables, et l'impact sur les ratios financiers clés de l'entreprise.

Ensuite, les actionnaires peuvent être qualifiés de minoritaires ou de majoritaires. Cela dépend de la proportion de capital détenu par chacun,

1.1.2 Les actionnaires minoritaires

Les actionnaires minoritaires détiennent une part relativement faible du capital de l'entreprise, ce qui limite leur pouvoir de décision. Ils peuvent être exposés à des risques spécifiques, tels que le non-respect de leurs droits ou la dilution de leur participation.

1.1.3 Les actionnaires majoritaires

Les actionnaires majoritaires, quant à eux, détiennent une part importante du capital et ont donc un pouvoir de décision plus important. Ils peuvent être exposés à des risques liés à leur responsabilité en cas de faillite ou de défaillance de l'entreprise, Il est donc important pour une entreprise de prendre des mesures pour protéger les intérêts des actionnaires existants lors de l'augmentation de capital par conversion de créance, telles que limiter le nombre d'actions émises ou offrir des droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants. [149]

Les investisseurs doivent comprendre les différentes catégories d'actionnaires et les enjeux qui y sont associés. Cette opération peut offrir des opportunités d'investissement intéressantes pour les actionnaires nouveaux, tout en nécessitant une réflexion approfondie pour les actionnaires anciens et minoritaires.

1.2 Les créanciers

Les créanciers font référence aux individus, aux institutions ou aux entreprises qui ont accordé des crédits ou des prêts à une autre entité, telle qu'une personne physique, une entreprise ou un gouvernement.

Lorsqu'il s'agit de convertir les dettes en capitaux propres lors d'une augmentation de capital, le rôle des créanciers est crucial.

1.2.1 Accord des créanciers :

Avant de procéder à la conversion des dettes en capitaux propres, l'entreprise doit obtenir l'accord des créanciers concernés. Cela peut impliquer des négociations pour convenir des termes et conditions de la conversion, y compris le ratio de conversion, les droits attachés aux nouvelles actions et toute autre clause pertinente.

1.2.2 Évaluation de la viabilité financière :

Les créanciers doivent évaluer la viabilité financière de l'entreprise après la conversion des dettes en capitaux propres. Ils doivent s'assurer que cette opération renforce la solidité financière de l'entreprise et améliore ses perspectives à long terme

1.2.3 Protection des intérêts

Les créanciers doivent veiller à ce que leurs droits et intérêts soient protégés dans le processus de conversion des dettes en capitaux propres. Cela peut inclure la négociation de droits de vote ou des droits de participation aux bénéfices, pour garantir une représentation et une rémunération équitable.

---

[149] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.485

1.3 L'entreprise débitrice

L'entreprise débitrice est l'entité qui a emprunté de l'argent et qui a contracté des dettes à court ou à long terme. Cela peut inclure des entreprises, des organisations ou même des particuliers[150]. L'entreprise débitrice a la responsabilité de rembourser les dettes contractées selon les termes et les conditions convenus avec les créanciers.

Lorsqu'une entreprise a besoin de financer ses activités commerciales, ses investissements ou d'autres besoins de financement, elle peut contracter des dettes. L'entreprise débitrice est donc responsable de respecter les conditions de remboursement convenues avec les créanciers, y compris les paiements d'intérêts et de capital, et de rembourser les dettes contractées dans les délais prévus[151].

Une gestion prudente de la dette est essentielle pour maintenir la stabilité financière de l'entreprise et assurer sa viabilité à long terme. Cela peut inclure l'évaluation de la capacité de l'entreprise à rembourser les dettes, la gestion du risque associé à l'emprunt de dettes et la prise de décisions éclairées en matière de financement pour garantir la santé financière de l'entreprise.

Il est important de noter que l'emprunt de dettes n'est pas sans coûts, car les entreprises doivent généralement payer des intérêts sur les montants empruntés, ce qui peut augmenter les coûts globaux de financement. Par conséquent, il est nécessaire que les entreprises évaluent soigneusement leurs besoins de financement, leur capacité à rembourser les dettes et les risques associés avant de contracter des dettes à court ou à long terme. Une communication transparente et efficace avec les créanciers est également essentielle pour maintenir de bonnes relations et respecter les engagements contractuels.

1.4 Type de dette

1.4.1 Dettes à court terme :

Les dettes à court terme ou courante[152] sont des obligations financières qui doivent être remboursées dans un délai relativement court, généralement moins d'un an[153]. Elles sont contractées par les entreprises pour répondre à leurs besoins de financement temporaires. Les exemples courants de dettes à court terme comprennent les emprunts à court terme, tels que les

[150] SPANG, (Laurent) : **Comptabilité générale**, édition ELLIPSES, 2023, p. 197
[151] Ibid., p.197
[152] ROUSSEL, (R), et autres : **Comptabilité générale Principes et applications**, édition PEARSON EDUCATION, 2014, P. 137
[153] GUY (Mercier) : **Analyse financière**, édition PRESSES DE L'UNIVERSITE DU QUEBEC, 1989, p. 17

prêts bancaires à court terme et les facilités de crédit renouvelables des dettes commerciales, des factures à payer, des impôts dus, des avances de clients et des dettes liées à la paie.

Les entreprises utilisent souvent ces formes de dette à court terme pour gérer leur trésorerie et financer leur fonds de roulement.

Il est important pour les entreprises de gérer judicieusement leurs dettes à court terme pour éviter de mettre leur stabilité financière en danger. Un endettement excessif à court terme peut entraîner des coûts d'intérêt élevés et des pressions sur la trésorerie, ce qui peut compromettre la capacité de l'entreprise à honorer ses obligations de remboursement à court terme et à maintenir une gestion financière saine.

1.4.2 Les dettes à long terme

Les dettes à long terme sont des obligations financières qui ont une échéance de remboursement à plus d'un an[154]. Les entreprises utilisent ces formes de dette pour financer des investissements à plus long terme, tels que l'acquisition d'actifs fixes et les biens d'équipement[155], le financement de projets d'expansion ou pour répondre à d'autres besoins de financement à plus long terme. Les exemples courants de dettes à long terme comprennent les emprunts obligataires, les prêts à terme et les prêts à long terme auprès d'institutions financières.[156]

Les dettes à long terme sont généralement assorties d'un taux d'intérêt fixe, ce qui peut aider les entreprises à planifier leur remboursement à long terme et à mieux gérer leur trésorerie. Toutefois, les taux d'intérêt sur les dettes à long terme peuvent être élevés[157] en raison du risque accru pour les prêteurs. Les entreprises doivent donc tenir compte de ces coûts lorsqu'elles décident d'utiliser des dettes à long terme pour financer leurs investissements.

1.4.3 Les dettes financières

Les dettes financières sont des dettes contractées auprès d'institutions financières telles que des banques ou des investisseurs pour financer les activités d'une entreprise[158]. Ces dettes sont généralement accompagnées d'un intérêt à payer par l'emprunteur, ainsi que de conditions et de modalités spécifiques telles que des échéances de remboursement et des garanties à fournir.

---

[154] GUY (Mercier), opcit., p. 17
[155] GUERRA, (Fabienne), opcit, p.110
[156] ANDERNACK, (I), BARUCH, (P), MELYON, (G) : **Comptabilité générale**, édition VUIBERT, 2018, p. 237
[157] EDITORIAL, (max) : **Comment conquérir l'indépendance financière**, édition BIBLIOMUNDI, 2023, P. 05
[158] RISTORI, (Sébastien) : **Analyse et gestion financière**, édition ELLIPSES, Collection La gestion en pratique, 2021, p. 42

Ces dettes peuvent être à court terme ou à long terme en fonction de la durée de remboursement prévue. Les entreprises peuvent recourir à des dettes financières pour financer des investissements, des acquisitions, des opérations courantes ou pour gérer leur trésorerie

Les différents éléments qui constituent les dettes financières sont les suivants :

1.4.3.1 Emprunt obligataire :

L'emprunt obligataire est un instrument de financement à long terme, utilisé par les entreprises, l'État ou les collectivités locales pour lever des capitaux sur les marchés financiers. Il est représenté par des obligations émises par l'émetteur, qui sont des titres négociables avec une valeur nominale égale[159]. Les obligations sont souscrites par un grand nombre de prêteurs, appelés les obligataires[160], et peuvent être cotées en Bourse.

L'emprunt obligataire peut être convertible ou non en actions, ce qui signifie que les détenteurs d'obligations ont le droit de les convertir en actions de l'émetteur à un prix prédéterminé pendant une période déterminée dans le cas des emprunts obligataires convertibles[161]. Les obligations confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale dans une même émission[162], et les obligataires sont des créanciers de l'émetteur, n'ayant pas de droits de participation à la gestion de l'entreprise comme les actionnaires[163].

Pour émettre un emprunt obligataire, l'émetteur doit généralement respecter certaines conditions, telles que d'avoir au moins deux ans d'existence, d'avoir établi deux bilans régulièrement approuvés, et d'avoir intégralement libéré le capital, selon les exigences spécifiques du marché financier et de la réglementation en vigueur[164].

1.4.3.2 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont des passifs financiers qui résultent des fonds empruntés par une entreprise auprès d'un établissement bancaire ou d'un organisme de crédit. Ces dettes sont généralement assorties d'un contrat de prêt qui spécifie les modalités de remboursement, le taux d'intérêt applicable et les échéances de paiement. Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont considérés comme une source de financement à moyen et long terme pour l'entreprise[165]

---

[159] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p.187
[160] LEGROS, (Georges), opcit, p. 45
[161] SABBAH, (Sabrina), : **L'essentiel de l'analyse financière**, opcit, p. 45
[162] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p. 187
[163] LEGROS, (Georges), opcit, p. 68
[164] Ibid, p. 45
[165] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.137

1.4.3.3 Les emprunts bancaires

Un emprunt bancaire est un type de prêt qui est octroyé à une personne physique ou morale par une institution financière, généralement une banque. L'emprunteur doit rembourser le prêt selon les modalités convenues dans le contrat de prêt, y compris le paiement des intérêts[166]. Les emprunts bancaires sont souvent utilisés pour financer des projets d'investissement ou des besoins de trésorerie à court terme pour les entreprises, ainsi que pour l'achat de biens immobiliers ou de biens de consommation pour les particuliers. Les emprunts bancaires peuvent être garantis ou non garantis, selon les exigences de la banque prêteuse et les capacités financières de l'emprunteur.

1.4.3.4 Les concours bancaires courants (CBC) :

Les concours bancaires courants sont des facilités de caisse mises à la disposition des entreprises par les banques[167]. Ce sont des crédits à court terme qui permettent à l'entreprise de disposer rapidement de liquidités en cas de besoin de trésorerie temporaire[168]. Les CBC peuvent prendre la forme d'une autorisation de découvert, d'une ligne de crédit renouvelable ou d'un crédit de campagne pour financer les besoins en fonds de roulement. Les intérêts sont calculés en fonction du montant utilisé et de la durée d'utilisation du CBC

1.4.3.5 Les emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières diverses sont des sommes d'argent obtenues par une entreprise grâce à des sources de financement autres que les emprunts bancaires classiques. Cela peut inclure des prêts participatifs, des dépôts et cautionnements reçus, d'escomptes courants d'associés et d'autres formes de financement alternatif[169]. Ces fonds peuvent être utilisés pour répondre aux besoins en trésorerie de l'entreprise, pour financer des projets spécifiques ou pour couvrir les dépenses opérationnelles. Les conditions de remboursement et les taux d'intérêt associés à ces emprunts et dettes financières diverses peuvent varier en fonction de la source de financement utilisée.

1.4.4 Les dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont des passifs à court terme liés aux opérations courantes de l'entreprise, tels que les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales, les dettes salariales, les dettes bancaires courantes et les concours bancaires courants. Elles font partie des éléments

---

[166] PEAN, (Damien) : **Comprendre les comptes annuels Ed. 5**, édition GERESO, p. 285
[167] SPANG, (Laurent), opcit, p. 197
[168] RISTORI, (Sébastien), **Analyse et gestion financière**, opcit, p. 42
[169] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.137

du besoin en fonds de roulement et nécessitent une gestion rigoureuse pour garantir la santé financière de l'entreprise. [170]

1.4.4.1 Les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Les avances et acomptes reçus sur commandes en cours sont des paiements partiels effectués par un client à une entreprise avant la livraison ou la finalisation d'une commande. Ces avances et acomptes représentent une forme de financement pour l'entreprise, mais également une dette envers le client car elle s'engage à livrer le produit ou le service commandé[171]. Cette dette est considérée comme une dette à court terme car elle doit être remboursée dès que la commande est finalisée. Les avances et acomptes reçus sur commandes en cours sont donc un élément important à prendre en compte dans la gestion de la trésorerie de l'entreprise.

1.4.4.2 Les dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs constituent un élément clé du besoin en fonds de roulement d'une entreprise. Ces dettes sont le résultat des achats de matières premières, de marchandises ou de services effectués auprès des fournisseurs, mais qui restent encore impayés. Ainsi, les dettes fournisseurs représentent une somme d'argent que l'entreprise doit à ses fournisseurs pour les biens ou services qu'elle a reçus et qui n'ont pas encore été payés. Elles sont un indicateur important de la santé financière d'une entreprise et peuvent avoir un impact significatif sur sa trésorerie. Les dettes fournisseurs sont généralement exprimées en montants TTC, car les fournisseurs sont réglés toutes taxes comprises[172].

1.4.5 Les dettes aux associés

Les dettes aux associés sont des sommes d'argent que les actionnaires ou les associés d'une entreprise peuvent déposer sur les comptes de la société pour répondre à un besoin ponctuel de trésorerie. Cette pratique est appelée intervention en compte courant. En échange de leur prêt, les actionnaires peuvent être rémunérés par le biais d'un intérêt. La société est redevable aux actionnaires de la somme déposée qui doit être remboursée. Les dettes aux associés représentent donc un passif exigible de l'entreprise vis-à-vis de ses actionnaires ou associés.[173]

1.4.6 Les dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Les dettes sur immobilisations et comptes rattachés représentent les dettes contractées par l'entreprise lors de l'acquisition d'actifs à long terme tels que des biens immobiliers, des équipements, des investissements financiers, etc. Elles sont enregistrées au passif du bilan et

---

[170] RISTORI, (Sébastien) : **Les clés de la finance d'entreprise**, édition ELLIPSES, 2022, paris, p. 50
[171] CONSO, (P), HEMICI, (F), opcit, p.137
[172]ibid, p.137
[173] RISTORI, (Sébastien), **Les clés de la finance d'entreprise**, opcit, p. 50

comprennent les dettes fournisseurs d'immobilisations, les effets à payer et les factures non parvenues. Ces dettes sont rattachées aux immobilisations de l'entreprise et doivent être remboursées sur une période de temps plus longue que les dettes d'exploitation[174].

Ils font partie des dettes d'exploitation car elles sont liées aux activités opérationnelles de l'entreprise, plus précisément à l'acquisition d'immobilisations (matérielles, immatérielles ou financières) nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'entreprise. Bien qu'elles soient remboursées sur une période plus longue que les dettes d'exploitation à court terme, elles sont considérées comme une partie intégrante du besoin en fonds de roulement et doivent donc être gérées avec soin pour maintenir une bonne santé financière de l'entreprise.

1.4.7 Les dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales font référence aux sommes que l'entreprise doit à l'État et aux organismes sociaux pour des raisons fiscales et de sécurité sociale[175]. Elles englobent ainsi les impôts et taxes dus, tels que l'impôt sur les sociétés, la TVA, les taxes locales, ainsi que les cotisations sociales à verser aux organismes sociaux pour les salariés de l'entreprise[176]. Les dettes fiscales et sociales font partie des dettes à court terme de l'entreprise et doivent être gérées avec soin afin d'éviter toute pénalité ou sanction de la part de l'État ou des organismes sociaux.

1.4.8 Les dettes aux organismes sociaux

Les dettes aux organismes sociaux font référence aux montants que les entreprises doivent payer aux organismes de sécurité sociale pour les cotisations sociales de leurs employés. Ces organismes sociaux peuvent inclure la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNAS), la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC)…

Les dettes aux organismes sociaux peuvent se produire lorsque les entreprises ne paient pas les cotisations sociales dues pour leurs employés ou lorsqu'elles ne déclarent pas correctement les salaires de leurs employés.

Les entreprises en Algérie sont tenues de verser les cotisations sociales pour garantir que les employés ont droit à des prestations telles que les soins de santé, les congés payés et les allocations de chômage en cas de perte d'emploi. Les dettes aux organismes sociaux peuvent donc avoir un impact sur les employés ainsi que sur la santé financière de l'entreprise

---

[174] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.137
[175] RISTORI, (Sébastien), **Analyse et gestion financière,** opcit, p. 42
[176] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.138

1.4.9 Les autres dettes

Les autres dettes d'une entreprise peuvent inclure divers types de dettes à court ou à long terme qui ne sont pas incluses dans les catégories précédentes[177], ils représentent une part importante du passif d'une entreprise et doivent être gérées avec prudence pour éviter toute insolvabilité ou faillite

2 Le mécanisme de la conversion :

Les modalités de la conversion de dettes dans le cadre d'une augmentation de capital sont généralement citées entre la société et les créanciers, et peuvent varier en fonction des circonstances spécifiques de chaque cas, en générale la conversion de dette en capital peut se faire de deux manières principales, soit l'augmentation de capital en numéraire souscrite par le créancier, suivie du remboursement immédiat de la dette, soit par l'augmentation de capital par voie d'apport des créances

2.1 L'augmentation du capital en numéraire suivie du remboursement de la dette

Cette approche consiste en une augmentation de capital en numéraire en deux étapes[178].

Dans ce cas, le créancier souscrit d'abord à l'augmentation de capital en numéraire, puis les fonds ainsi collectés sont utilisés pour rembourser immédiatement la dette.

L'augmentation de capital en numéraire est une option courante pour les entreprises qui cherchent à rembourser rapidement leur dette. Elle implique que le créancier souscrive à une augmentation de capital en numéraire, qui implique un versement effectif[179], c'est-à-dire en apportant de l'argent frais à l'entreprise en échange de nouvelles actions. Une fois que l'augmentation de capital est réalisée, les fonds ainsi collectés peuvent être utilisés pour rembourser immédiatement la dette en totalité ou en partie, en fonction de l'accord conclu entre l'entreprise et le créancier[180].

2.2 L'augmentation de capital par voie d'apport des créances

Contrairement à l'augmentation de capital en numéraire, cette approche implique que le créancier convertisse sa créance en actions de l'entreprise, plutôt que de souscrire à une augmentation de capital en numéraire. Le créancier échange donc sa dette contre une partie du capital social de l'entreprise, sous forme d'actions. Cette méthode peut être utilisée si l'entreprise

---

[177] RISTORI, (Sébastien), **Les clés de la finance d'entreprise**, opcit, p. 50
[178] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.453
[179] MEGHRAOUI, (Kada), opcit, p.43
[180] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.453

n'a pas les ressources pour rembourser sa dette en numéraire, mais peut fournir des actifs ou des droits sur ces actifs en échange d'une participation au capital social de l'entreprise.[181]

Cette conversion peut se faire à un prix convenu, généralement basé sur la valeur de la créance ou sur une valeur préalablement fixée par accord entre l'entreprise et le créancier nécessite une évaluation et une fixation du prix d'apport des actions.

Il convient également de noter que le choix de l'option d'augmentation de capital par conversion de dette dépendra de la situation financière spécifique de l'entreprise, de ses besoins de trésorerie, de sa relation avec le créancier et de ses objectifs à court et long terme

3 Les modalités de la conversion :

3.1 L'émission des valeurs d'actions nouvelles :

L'entreprise peut émettre de nouvelles actions en échange des dettes[182], la valeur d'émission est en principe inférieure à la valeur réelle de l'action avant augmentation du capital. La différence entre le prix d'émission et la valeur nominale des actions constitue une prime d'émission[183]

3.2 La valeur réelle de l'action :

La valeur réelle de l'action après augmentation du capital est inférieure à sa valeur réelle avant augmentation ; toutefois, il n'existe pas de droit préférentiel de souscription pour les actionnaires anciens. De ce fait, le prix d'émission doit être attractif pour le nouvel actionnaire ; tout en lésant le moins possible les actionnaires anciens.[184]

4 Les conditions de la conversion des dettes en capital

La conversion de dette en capital doit être réalisée conformément aux lois en vigueur et aux termes du contrat initial. Il peut y avoir des dispositions légales ou contractuelles spécifiques qui régissent la conversion de dette en capital, et il est essentiel de les respecter pour que l'opération soit valable.

Lorsqu'il s'agit de convertir une dette en capital, il est primordial de s'assurer que la créance à convertir est à la fois liquide et exigible[185]. La liquidité et l'exigibilité sont deux concepts importants qui déterminent si une créance peut être convertie en capital ou non.

---

[181] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.453
[182] FRANCIS, (Lefebvre) : **Memento Sociétés commerciales 2022** édition FRANCIS LEFEBVRE, 2021, p. 871
[183] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p. 162.
[184] Ibid., p.162.
[185] Ibid., p.162.

4.1 La liquidité :

« *Une créance est liquide si elle est certaine dans son principe et si son montant est déterminé* »[186] , en termes financiers, une créance est considérée comme liquide lorsque ces deux conditions sont remplies.

Certitude dans son principe : Une créance ou une dette certaine signifie que son existence est établie de manière définitive, sans aucun doute sur sa validité et les parties impliquées sont d'accord sur le fait que la créance est due et qu'elle est valide et n'est pas contestée[187]

En revanche, une créance incertaine est sujette à des doutes, des litiges ou des contestations sur son existence ou son montant. Par exemple, si une créance est en litige devant un tribunal ou si son montant n'est pas encore déterminé, elle ne serait pas considérée comme certaine.

La distinction entre créance certaine et créance incertaine peut avoir des implications sur la comptabilisation et la présentation des informations financières dans les états financiers d'une entreprise.

Montant déterminé : Cela signifie que le montant de la dette est fixe et déterminé, et qu'il est souvent exprimé en termes monétaires clairs. Il est facilement évaluable et n'est pas soumis à des fluctuations ou à des variations.[188]

4.2 L'exigibilité :

Une dette est considérée comme exigible lorsqu'elle est due et payable, c'est-à-dire qu'elle est arrivée à échéance ou qu'elle peut être réclamée. Les termes de la dette ou du contrat financier établissent les conditions de paiement et la date à laquelle la dette doit être remboursée. Une dette exigible peut être payable immédiatement ou dans un avenir, en fonction des termes convenus[189]

4.3 L'arrêté de comptes

L'arrêté de comptes se réfère à la procédure de clôture et de vérification des comptes de la société en fin d'exercice financier. Cela implique de préparer et de certifier les états financiers de la société, y compris, de manière à ce qu'ils reflètent une image fidèle de la situation financière de la société à la fin de l'exercice[190]

---

[186] ELEANOR CASHIN, (Ritaine) : **Les cessions contractuelles de créances de sommes d'argent dans les relations civiles et commerciales franco-allemandes**, édition L.G.D.J, 2001, p 434
[187] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p..43
[188] Ibid, p. 43
[189] MFINI, (Mon-espoir), **Le régime général des obligations**, édition L'HARMATTAN, paris, 2021, p.31
[190] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p. 161

4.4 Libération intégrale du capital :

La libération du capital de la société doit être intégrale, ce qui signifie que les associés ou actionnaires doivent mettre à la disposition de la société la totalité des fonds correspondant à leur souscription au capital. Cela implique que les fonds doivent être effectivement versés à la société et disponibles pour être utilisés dans le cadre de l'augmentation de capital. [191]

Une fois que toutes les conditions sont remplies, il est essentiel de se familiariser avec les formalités administratives et les procédures requises pour garantir le succès de l'opération. Cela peut impliquer la décision de l'assemblée générale, de préparer et de soumettre certains documents légaux, les rapports du commissaire aux comptes, et autres pièces justificatives nécessaires.

4.5 La souscription au capital

Cela signifie que l'associé ou l'actionnaire qui était auparavant créancier de la société devra souscrire au capital social en versant un montant équivalent à sa créance ou en apportant sa créance. En d'autres termes, la créance détenue par l'associé ou l'actionnaire est compensée avec la souscription au capital social. Cela peut se faire en libérant les parts sociales ou les actions correspondantes à la créance, conformément aux modalités légales et contractuelles en vigueur. Une fois que la souscription au capital est effectuée, l'associé ou l'actionnaire devient ainsi propriétaire des parts sociales ou actions souscrites, et sa créance est convertie en capital social de la société[192]

4.6 La publication

La publication d'une annonce légale dans un journal d'annonces légales revêt une grande importance pour informer de manière transparente les tiers de la réalisation de l'opération d'augmentation de capital par compensation de créances. Cette annonce doit contenir des informations précises sur la société, incluant son nom, ainsi que des détails complets sur l'augmentation de capital et le montant du capital social après cette opération. La publication dans un journal d'annonces légales est généralement une obligation légale visant à assurer la transparence et la publicité des opérations financières des sociétés. Elle permet d'informer les créanciers, les partenaires commerciaux, les investisseurs potentiels et autres parties intéressées des modifications du capital social de la société résultant de l'augmentation de capital par compensation de créances.

---

[191] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p. 161

[192] BOÏ, **(**Mélissa) : **Comment réaliser une augmentation de capital par compensation de créances ?** 2021, p. 3

5 La décision d'augmentation de capital

5.1 Les organes de décision

Une assemblée générale représente un moment clé dans la vie d'une entreprise. Elle permet à tous les actionnaires de se réunir afin de prendre des décisions importantes pour l'avenir de la société. Il existe deux types d'assemblée générale : l'assemblée générale ordinaire (AGO) et l'assemblée générale extraordinaire (AGE)[193].

L'AGO est convoquée une fois par an et a pour but d'examiner les comptes annuels de la société, de valider ou non le versement d'un dividende et de discuter de toutes les questions relatives à la vie courante de la société[194].

L'AGE, quant à elle, est convoquée pour traiter des sujets plus spécifiques et stratégiques tels que les augmentations ou diminutions de capital, les modifications des statuts de la société, ou encore les opérations de fusion-acquisition. L'AGE peut être convoquée à tout moment de l'année, en fonction des besoins de l'entreprise[195].

L'assemblée générale est l'occasion pour les actionnaires de participer activement à la vie de la société en exprimant leur voix et en prenant part aux décisions importantes. C'est également un moment clé de transparence et de communication entre l'entreprise et ses actionnaires, qui peuvent ainsi poser des questions, exprimer leurs inquiétudes et discuter des orientations stratégiques de la société.

L'assemblée générale extraordinaire :

L'augmentation de capital modifie les statuts. Elle doit donc être décidée en AGE[196].

Pour prendre une décision sur une augmentation de capital d'une entreprise, l'Assemblée générale extraordinaire est la seule compétente[197]. Cette décision est prise sur la base d'un rapport préparé par le Conseil d'administration[198], Dans les sociétés de capitaux, telles que les sociétés anonymes, le Conseil d'administration est généralement composé de membres élus par l'Assemblée générale des actionnaires et est responsable de la gestion de la société. Dans ce cas, le rapport sur l'augmentation de capital est préparé par le Conseil d'administration.

---

[193] GUILMIN, (Grégory), opcit, p.62
[194] ibid, p.62
[195] GUILMIN, (Grégory), opcit, p.62
[196]MEGHRAOUI, (Kada), opcit, p.41
[197] AMELON, (Jean-Louis), opcit, p.214
[198] CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye) opcit, p.190

Dans les sociétés à responsabilité limitée, il n'y a pas de Conseil d'administration. Dans ce cas, le rapport est préparé par le gérant de la société ou autrement dit l'administrateur général[199], qui est chargé de la gestion de la société et assume les fonctions du conseil d'administration. Le gérant peut être nommé par les associés ou les actionnaires de la société.

Le commissaire aux comptes est un professionnel de la comptabilité indépendant qui a pour mission de vérifier la fiabilité et l'exactitude des comptes annuels d'une entreprise. Dans le cas d'une augmentation de capital pour une société de capitaux, le commissaire aux comptes est également impliqué[200] pour évaluer la situation financière de la société et donner son avis sur la pertinence et les modalités de l'augmentation de capital envisagée. Il apporte son expertise sur les aspects financiers de l'opération et collabore à la préparation du rapport.

En général, le commissaire aux comptes est impliqué dans l'augmentation de capital pour toutes les formes de sociétés

Le rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général contient toutes les informations pertinentes sur les raisons de l'augmentation de capital proposée ainsi que sur la performance de la société depuis le début de l'exercice en cours. Si l'Assemblée générale ordinaire (qui doit statuer sur les comptes annuels) n'a pas encore été tenue, cela signifie que les comptes annuels n'ont pas encore été approuvés et que les informations financières les plus récentes de l'entreprise ne sont pas encore disponibles. Dans ce cas, le rapport doit inclure des informations sur la performance de l'entreprise pendant l'exercice précédent, qui a été clôturé avant l'AGO. Une fois l'AGO tenue et les comptes annuels approuvés, le rapport peut être mis à jour pour inclure des informations plus récentes sur la performance de l'entreprise.

5.1.1 Le rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général

Lorsqu'une entreprise souhaite augmenter son capital, elle doit suivre des procédures légales afin de s'assurer que les droits de ses actionnaires sont respectés et que l'opération est juridiquement valide. Une de ces procédures implique la création d'un rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général qui présente les détails de l'augmentation de capital proposée. Ce rapport doit fournir des informations spécifiques.

Tout d'abord, le rapport doit indiquer le montant maximal de l'augmentation de capital ainsi que les raisons de cette proposition d'augmentation de capital[201].

---

[199] CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye) opcit, p.190
[200] Ibid, p. 190
[201] Ibid, p. 190

Ensuite, s'il est proposé de supprimer le droit préférentiel de souscription, le rapport doit également expliquer les raisons de cette proposition[202]. Dans certaines circonstances, il peut être proposé de supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation ou pour une partie, par exemple lorsqu'une société souhaite lever rapidement des fonds ou lorsqu'elle doit effectuer une augmentation de capital importante qui ne peut pas être entièrement souscrite par les actionnaires existants, ou une situation délicate de la société n'incitant pas aux souscriptions[203]. Cette suppression permet à la société d'émettre de nouvelles actions sans offrir aux actionnaires actuels le droit de les acheter en priorité. Dans ce cas, le rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général doit expliquer les raisons de cette proposition de suppression et les avantages pour la société et ses actionnaires. Cela permet aux actionnaires de comprendre les motifs de cette décision et de décider en connaissance de cause s'ils souhaitent souscrire ou non à l'augmentation de capital.

Le rapport doit également préciser le nom des attributaires des actions nouvelles ainsi que le nombre de titres qui leur sera attribué et le prix d'émission correspondant avec justification[204]. Cela signifie que Lorsqu'une société procède à une augmentation de capital en émettant de nouvelles actions, elle doit préciser dans son rapport les noms des personnes ou entités qui se verront attribuer ces nouvelles actions, ainsi que le nombre d'actions qui leur seront allouées. La justification, dans ce contexte, fait référence à l'explication ou à la raison pour laquelle la société a choisi d'attribuer un certain nombre d'actions à chaque personne ou entité en particulier. Cette justification peut prendre la forme d'un argumentaire pour expliquer comment les attributions ont été calculées et les raisons pour lesquelles elles ont été distribuées de cette manière.

Lorsqu'une entreprise envisage une augmentation de capital, elle peut proposer à l'Assemblée générale des actionnaires de fixer les modalités de l'opération. Si l'Assemblée générale accepte cette proposition, cela signifie qu'elle aura le pouvoir de déterminer les conditions de l'augmentation de capital, telles que le nombre d'actions à émettre, le prix d'émission, la suppression ou non du droit préférentiel de souscription, etc. Dans ce cas, le rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général doit inclure une analyse de l'impact de l'opération sur la situation des actionnaires. Cette analyse doit expliquer comment l'augmentation de capital affectera la situation financière des actionnaires et leur participation

[202] CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye), opcit, p. 190
[203] GRIFFITHS, (Stéphane), opcit, p. 242
[204] CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye) opcit, p.189

dans l'entreprise à la fin de l'exercice financier le plus récent, car l'Assemblée générale a le pouvoir de déterminer toutes les modalités de l'opération[205].

Si l'entreprise n'a pas publié de rapport financier depuis plus de six mois, le rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général doit inclure une situation financière intermédiaire établie sur les six derniers mois[206], cela signifie qu'un rapport sur l'augmentation de capital doit inclure des informations financières mises à jour si la clôture du dernier exercice financier de l'entreprise remonte à plus de six mois. Les actionnaires doivent avoir accès aux informations les plus récentes, ces informations financières peuvent être importantes pour les actionnaires qui souhaitent évaluer l'impact de l'augmentation de capital sur la situation financière actuelle de l'entreprise et prendre une décision éclairée sur leur investissement dans l'entreprise.

Il est important de noter que si le rapport qui doit être présenté à l'Assemblée générale pour discuter de l'augmentation de capital ne contient pas toutes les informations requises, les décisions prises lors de l'Assemblée générale peuvent être invalidées[207]. En d'autres termes, il est essentiel que toutes les informations nécessaires soient fournies dans le rapport afin que les actionnaires puissent prendre une décision éclairée sur l'augmentation de capital, sinon les conséquences pourraient être sérieuses.

Si le rapport obligatoire du Conseil d'administration ou de l'administrateur général n'est pas présenté lors de l'Assemblée générale qui discute de l'augmentation de capital, les décisions prises à cette Assemblée n'auront aucune validité juridique[208]. Autrement dit, les résolutions adoptées ne pourront pas être exécutées car elles ont été prises sans suivre les procédures légales requises. Cela souligne l'importance de ce rapport dans le processus de prise de décision pour l'augmentation de capital, ainsi que la nécessité de respecter les règles légales pour que les décisions prises soient juridiquement valables.

Pour garantir la validité juridique de l'augmentation de capital, il est important que l'entreprise respecte ses obligations en créant un rapport détaillé qui fournit toutes les informations nécessaires aux actionnaires. Cela permet d'assurer que les actionnaires sont bien informés et que leurs droits sont protégés, tout en renforçant la transparence et la crédibilité de l'entreprise.

---

[205]CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye), opcit, p. 190
[206] Ibid, p.190
[207]Ibid, p.190
[208] Ibid, p.190

5.1.2 Le rapport du commissaire aux comptes

Le rapport du commissaire aux comptes est un document important qui donne son avis sur plusieurs aspects liés à une proposition d'émission d'actions d'une société.

Tout d'abord, il donne son avis en évaluant la proposition de suppression du droit préférentiel[209]. Lorsqu'une société propose de supprimer le droit préférentiel de souscription de ses actionnaires pour émettre de nouvelles actions, le commissaire aux comptes examine si cette suppression est justifiée. Pour justifier cette suppression, la société doit présenter une raison valable et convaincante, qui peut être liée à la réalisation d'un projet d'investissement, à la réduction d'une dette, à l'acquisition d'une entreprise ou à d'autres raisons économiques. La justification doit être en accord avec les objectifs de la société et doit prendre en compte les intérêts des actionnaires actuels. Le commissaire aux comptes examine également si cette suppression est conforme aux règles et réglementations en vigueur. En examinant la justification et la conformité de la suppression du droit préférentiel, le commissaire aux comptes peut évaluer si cette mesure est équitable et appropriée pour les actionnaires de la société. Son avis peut influencer les décisions des actionnaires et des investisseurs concernant l'émission d'actions et peut contribuer à garantir la transparence et la fiabilité des informations financières de la société.

Le commissaire aux comptes a également pour responsabilité de vérifier et de certifier la sincérité des informations financières tirées des comptes de la société, sur lesquelles il donne son avis[210]. Il s'agit d'une tâche importante pour assurer la transparence et la fiabilité des informations financières de la société. Il s'assure que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière de l'entreprise et de son activité. Pour ce faire, il examine les comptes annuels, les documents comptables, les pièces justificatives et les registres de la société. En certifiant la sincérité de ces informations, il garantit que les actionnaires et les investisseurs disposent d'informations financières fiables pour évaluer la situation financière de la société et prendre des décisions éclairées. La vérification et la certification des informations financières par le commissaire aux comptes sont essentielles pour la confiance des parties prenantes envers la société. En effet, cela permet d'assurer la crédibilité des états financiers et de renforcer la transparence et l'intégrité de la gestion financière de l'entreprise.

[209] I CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye) opcit, p. 191
[210] Ibid, p.191

Ensuite, le commissaire aux comptes analyse les éléments de calcul du prix d'émission proposés par la société, ainsi que le montant de l'émission[211]. Ce prix peut varier en fonction de différents éléments tels que la valorisation de la société, les conditions du marché, les attentes des investisseurs, etc. Il examine si ces éléments sont pertinents, s'ils respectent les normes comptables en vigueur et s'ils sont cohérents avec les objectifs financiers de la société, Il vérifie également que le prix d'émission est fixé de manière équitable pour l'ensemble des actionnaires et qu'il n'y a pas de discrimination entre eux. En donnant son avis sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur son montant.

Enfin, le commissaire aux comptes évalue l'impact de l'émission sur la situation des actionnaires de la société par rapport aux capitaux[212]. Il examine si l'émission peut diluer la valeur des actions existantes, si elle peut entraîner une baisse de la participation des actionnaires actuels dans la société et s'il y a un risque de préjudice pour ces derniers

Les délibérations prises en l'absence du rapport du commissaire aux comptes sont nulles. De plus, ces délibérations peuvent être annulées dans le cas où les rapports du commissaire aux comptes ne contiennent pas toutes les indications requises[213].

En somme, le rapport du commissaire aux comptes est un élément essentiel du processus de décision en matière d'émission d'actions, qui permet de garantir la fiabilité et la transparence des informations financières de la société

Le rapport du commissaire aux comptes et le rapport du Conseil d'administration (ou de l'administrateur général) sont deux rapports distincts et complémentaires qui portent sur des aspects différents. Le rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général fournit les justifications et les raisons tandis que le rapport du commissaire aux comptes donne son avis et vérifie la sincérité et la conformité des informations financières liées à ces aspects.

5.2 La conversion des dettes en Algérie :

L'augmentation de capital par conversion de dettes consiste à convertir des dettes en capital de l'entreprise, c'est une opération autorisée par le législateur algérien selon l'article 688 du code de commerce qui précise que les actions nouvelles peuvent être libérées, c'est-à-dire payées, de différentes manières, notamment par conversion des dettes, ce qui permet à l'entreprise de réduire son endettement tout en augmentant son capital social.

---

[211] CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye) opcit, p.191
[212] Ibid, p.191
[213] Ibid, p.191

Section 03 : L'effet de la conversion sur la situation financière de l'entreprise

En générale un bilan est un état financier qui montre les actifs, les passifs et les capitaux propres d'une entreprise à un moment donné.

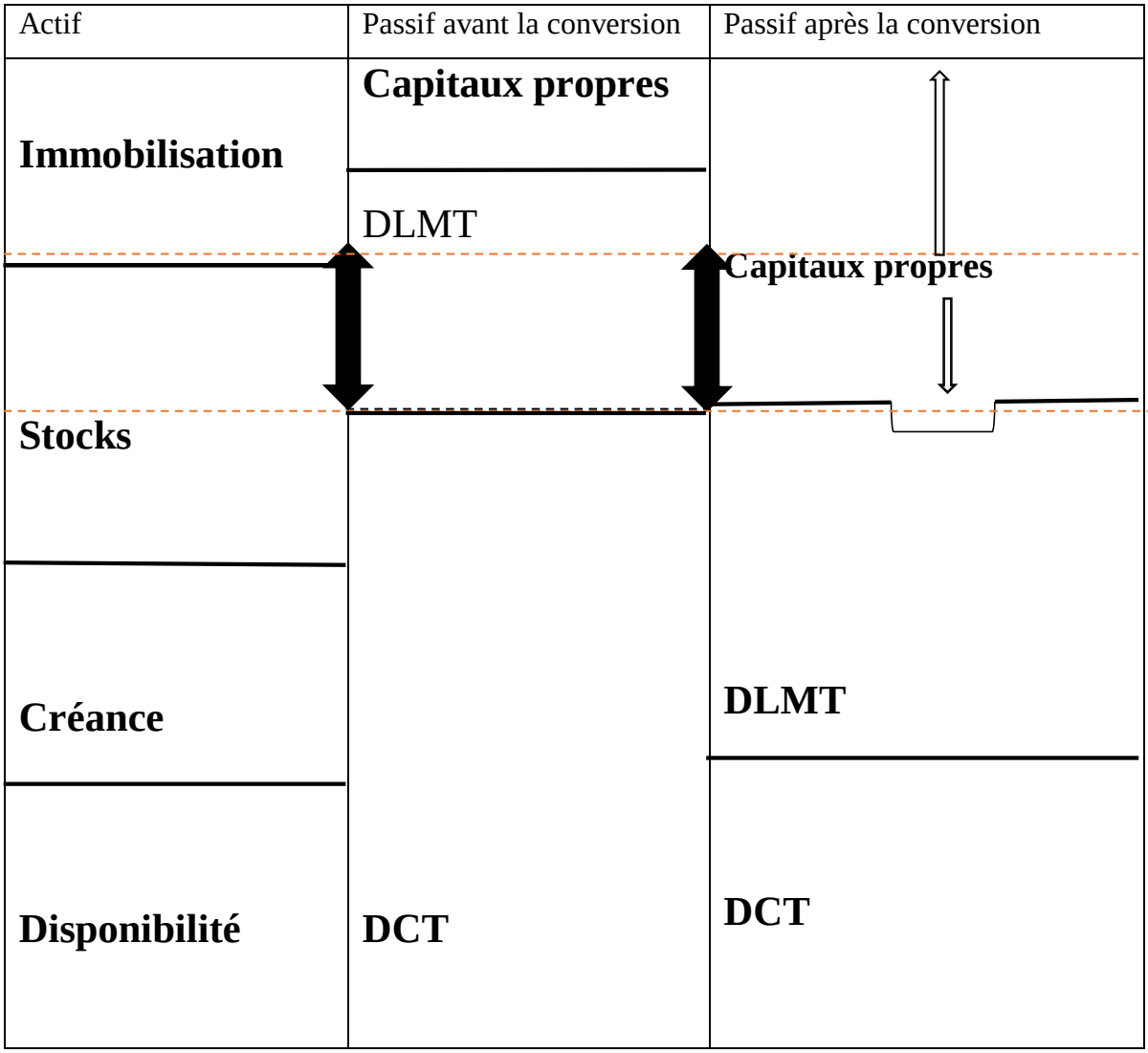
En termes comptables, le passif représente un élément du patrimoine d'une entité qui implique une valeur économique négative, car il s'agit d'une obligation envers un tiers pour laquelle il est probable ou certain qu'elle entraînera une sortie de ressources au bénéfice de ces tiers, sans qu'une contrepartie au moins équivalente soit attendue en retour. Il convient de noter que le passif du bilan englobe également les capitaux propres de l'entité[214].

Quant à l'actif, représente l'ensemble des biens et des droits détenus par une entreprise, qui ont une valeur économique positive et qui sont susceptibles de générer des avantages économiques futurs, il se subdivise en quatre catégories principales, allant du moins liquide au plus liquide : les immobilisations, les stocks, les créances et les disponibilités[215].

La conversion des dettes en capital affecte la structure totale en modifiant la structure du passif de l'entreprise, comme suit :

[214] SABBAH, (Sabrina), : **L'essentiel de l'analyse financière**, opcit, p. 41
[215] SABBAH, (Sabrina), opcit, p.27

T*ableau 03 : la structure du bilan avant conversion et après la conversion



Source : Gestion financière de l'entreprise Auteur : Depallens, Georges, Jobard, Jean-Pierre Editeur : Dunod Année de Publication : 1997 Page : 873

Avant toute augmentation de capital le bilan montrerait la situation financière de l'entreprise sans aucun changement dans la structure du bilan.

1 Amélioration de la structure du bilan :

La conversion de dettes à long terme en actions peut également améliorer la structure du bilan de l'entreprise. Un bilan équilibré, avec des niveaux appropriés de capitaux propres et de dettes, est essentiel pour maintenir la stabilité financière et la crédibilité auprès des investisseurs, des prêteurs et des autres parties prenantes. En renforçant les capitaux propres et en réduisant les dettes à long terme, la conversion de dettes en actions peut contribuer à améliorer la structure du bilan de l'entreprise en réduisant son niveau d'endettement et en augmentant sa capacité à absorber les chocs financiers éventuels.

La conversion en actions de créances sur la société est donc une opération qui peut avoir des avantages pour l'entreprise, selon qu'elle porte sur des dettes à court ou à long ou moyen terme. Elle lui permet soit d'améliorer sa liquidité et sa solvabilité, soit d'accroître son autonomie et son pouvoir de décision.

Lorsqu'une entreprise procède à une augmentation de capital, Cela peut affecter le bilan de plusieurs manières, en fonction du type d'augmentation de capital et des modalités de la transaction., L'effet de la conversion des dettes en capital sur les états financiers de l'entreprise dépendra de la manière dont cette conversion est traitée comptablement la réduction des dettes et l'augmentation des capitaux propres a un effet significatif sur le bilan de l'entreprise en premier lieux.

1.1 L'effet de la conversion des dettes à court terme :

La conversion des dettes à court terme en actions permet à une entreprise de transformer ses dettes en capitaux propres, ce qui peut avoir des avantages tels que la réduction des passifs à court terme, l'augmentation des capitaux propres et la stabilisation de la structure financière. Cependant, l'impact de cette opération dépend de son enregistrement dans les états financiers de l'entrepris.

1.1.1 La réduction des passifs à court terme :

L'un des principaux avantages de la conversion des dettes à court terme en actions est la réduction des passifs à court terme de l'entreprise. Les dettes à court terme, telles que les lignes de crédit ou les prêts à court terme, doivent généralement être remboursées dans un délai relativement court, ce qui peut exercer une pression sur la trésorerie de l'entreprise. En convertissant ces dettes en actions, l'entreprise peut les retirer de son passif à court terme, ce qui réduit ses obligations de remboursement à court terme.[216]

1.1.2 Augmentation des capitaux propres :

Lorsque les dettes à court terme sont converties en actions, elles deviennent des capitaux propres de l'entreprise. Cela signifie que les créanciers deviennent des actionnaires, et l'entreprise peut augmenter son capital social et son excédent d'apport, ce qui renforce sa structure financière. Les capitaux propres sont une forme de financement permanent pour l'entreprise, ce qui signifie qu'ils n'ont pas de date d'échéance et ne nécessitent pas de remboursement périodique comme les dettes à court terme. Cela peut améliorer la stabilité financière de l'entreprise et sa capacité à générer des flux de trésorerie positifs à long terme[217].

---

[216] DEPALLENS, (G), JOBARD, (J), opcit, p.872
[217] Ibid., p. 872

1.1.3 Sur le fonds de roulement (FR)[218] :

Si les dettes converties sont des dettes à court terme, c'est-à-dire qui doivent être remboursées dans un délai inférieur à un an, la conversion permet d'améliorer le Fonds de roulement net d'une entreprise. Le Fonds de roulement net, est un indicateur clé de la santé financière d'une entreprise, car il mesure et garantie sa capacité à faire face à ses emplois stables par ces ressources stables[219].

Selon la formule de calcul du FRN par le bas de bilan : (FRN = Actifs Circulants Bruts - Passif Circulant), et si les dettes à court terme sont converties en actions sans affecter les actifs circulants bruts, alors le numérateur de la formule (Actifs Circulants Bruts) restera inchangé. Cependant, le passif circulant sera réduit du montant des dettes converties, car elles ne sont plus considérées comme des passifs à court terme, mais plutôt comme des capitaux propres de l'entreprise. Par conséquent, la conversion des dettes en actions augmentera le FRN, car le passif circulant, qui est soustrait dans le calcul du FRN, sera réduit.

La FRN peut être calculé aussi par le haut de bilan où la différence entre les ressources durable et les actifs immobilisés, c'est-à-dire les biens durables que possède l'entreprise (machines, bâtiments, brevets...), s'appelle aussi le fonds de roulement net. Dans ce cas La conversion de dettes à court terme en actions peut effectivement avoir un impact sur les ressources durables de l'entreprise, qui comprennent les capitaux propres. Tandis que, les emplois stables, tels que les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et les actifs financiers à long terme, ne sont généralement pas affectés par cette opération.

Par conséquent, dans le cas d'une conversion de dette à court terme en actions, et selon l'analyse du haut du bilan, les ressources durables de l'entreprise vont être impactées, car les dettes converties en actions sont reclassées en tant que capitaux propres. Cela peut entraîner une augmentation des ressources durables, ce qui peut avoir un impact sur le calcul du Fonds de Roulement (FR), car le numérateur de la formule (Ressources Durables) sera modifié, dans ce cas La conversion de dettes à court terme en actions peut effectivement avoir un impact sur les ressources durables de l'entreprise, qui comprennent les capitaux propres. En revanche, les emplois stables, tels que les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et les actifs financiers à long terme, ne sont généralement pas affectés par cette opération.

[218] DEPALLENS, (G), JOBARD, (J), opcit., 872
[219] ROUSSEL, (R), et autres, opcit, p. 166

Par conséquent, dans le cas d'une conversion de dette à court terme en actions, et selon l'analyse du haut ou par le bas du bilan, les ressources durables de l'entreprise vont être impactées, car les dettes converties en actions sont reclassées en tant que capitaux propres. Cela peut entraîner une augmentation des ressources durables, ce qui va avoir un impact sur le calcul du Fonds de Roulement (FR), car le numérateur de la formule (Ressources Durables) sera modifié.

1.1.4 Sur le besoin en fonds de roulement (BFR) :

La conversion de dettes en capital peut avoir un effet significatif sur le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) d'une entreprise. Le BFR, comme on a déjà vu dans le premier chapitre, représente la différence entre les actifs à court terme et les passifs à court terme d'une entreprise, et il mesure les besoins de liquidité pour financer les opérations courantes.

Lorsqu'une dette est convertie en capital, cela réduit les passifs à court terme de l'entreprise, ce qui peut potentiellement réduire son besoin de financement à court terme.

1.2 L'effet de la conversion des dettes à long terme :

Si les dettes converties sont des dettes à long ou moyen terme, c'est-à-dire qui doivent être remboursées dans un délai supérieur à un an, la conversion n'a pas d'effet sur le fonds de roulement net, car elle ne modifie pas le montant des capitaux permanents[220] ni celui des actifs immobilisés. En revanche, elle a un effet sur l'indépendance financière de l'entreprise.

1.2.1 Augmentation des capitaux :

Concernant le renforcement des capitaux propres, la conversion des dettes à long terme a le même impact comme les dettes à court terme, elle permet de renforcer les capitaux propres.[221]

1.2.2 Réduction de la dette à long terme :

La conversion de dettes à long terme en actions permet de réduire le montant total de la dette à long terme de l'entreprise Ce qui peut renforcer aussi les capitaux propres et améliorer la position financière.[222]

1.2.3 Réduction des charges :

Les dettes à long terme peuvent représenter un fardeau financier important pour une entreprise en raison des paiements d'intérêts et de capital qui doivent être remboursés sur une longue période. En convertissant ces dettes en actions, l'entreprise peut alléger ce fardeau en réduisant le montant total de sa dette à long terme et donc de ces intérêts en parallèle, ce qui peut améliorer

[220] DEPALLENS, (G), JOBARD, (J), opcit, p.872
[221] ibid, p.872
[222] Ibid, p. 872

sa capacité à respecter ses obligations de dette et à réduire les risques liés à l'endettement excessif.

1.3 L'effet sur les indicateurs financiers

1.3.1 La liquidité de l'entreprise

La conversion des dettes à court terme en actions a également des implications sur la liquidité de l'entreprise qui est très intéressante pour les investisseurs[223]. Les dettes à court terme sont généralement utilisées pour financer les besoins de trésorerie à court terme de l'entreprise, l'entreprise peut réduire son niveau de dettes à court terme, ce qui peut affecter sa capacité à faire face à ses obligations de paiement à court terme. Cela peut également améliorer la position de trésorerie de l'entreprise en réduisant les charges d'intérêts associées aux dettes à court terme et en augmentant les capitaux propres de l'entreprise[224]

1.3.2 La couverture des intérêts

Le ratio de couverture des intérêts évalue la capacité d'une entreprise à couvrir le paiement des intérêts sur sa dette. Lorsque des dettes sont converties en capital, les paiements d'intérêts associés à ces dettes disparaissent, ce qui peut améliorer le ratio de couverture des intérêts. Une meilleure couverture des intérêts indique une capacité accrue de l'entreprise à honorer ses obligations de dette et renforce ainsi sa solvabilité.

1.3.3 La Capacité d'endettement

La conversion de dettes en capital peut également améliorer la capacité d'emprunt future de l'entreprise. En réduisant son niveau d'endettement, l'entreprise peut présenter une situation financière plus solide, ce qui peut faciliter l'obtention de nouveaux financements à des conditions plus favorables. Une meilleure capacité d'emprunt renforce la solvabilité en assurant une disponibilité accrue de fonds pour soutenir la croissance et les investissements futurs[225].

1.3.4 La solvabilité

La conversion de dettes en capitaux propres peut améliorer le ratio de solvabilité d'une entreprise.

1.3.5 Augmentation de l'indépendance financière :

Payer les dettes est important pour atteindre l'indépendance financière[226]

La conversion de dettes à long terme en actions peut également augmenter l'indépendance financière de l'entreprise. L'indépendance financière mesure le degré de contrôle que les actionnaires ont sur l'entreprise par rapport aux créanciers. Plus les capitaux propres sont

[223] ROUSSEL, (R), et autres, opcit, p. 185
[224] DEPALLENS, (G), JOBARD, (J), opcit, p.872
[225] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.485
[226] EDITORIAL, (max), opcit, p. 05

importants par rapport aux dettes à long ou moyen terme, plus l'entreprise est indépendante financièrement. En convertissant des dettes à long ou moyen terme en actions, l'entreprise peut réduire sa dépendance vis-à-vis des prêteurs et des créanciers externes pour financer ses opérations et augmente ses capitaux propres et diminue ses dettes à long ou moyen terme, ce qui renforce son indépendance financière. L'augmentation de l'indépendance financière peut également améliorer la perception de l'entreprise par les investisseurs et les partenaires commerciaux, ce qui peut renforcer sa position concurrentielle sur le marché[227].

Il est important de souligner que la conversion de dettes en capital ne résout pas tous les problèmes de solvabilité d'une entreprise. D'autres mesures et stratégies financières doivent être mises en œuvre pour améliorer la rentabilité, la génération de flux de trésorerie positifs et la gestion financière globale de l'entreprise. La solvabilité dépend de multiples facteurs interdépendants et nécessite une approche holistique pour être renforcée de manière significative.

1.4 Les risques liés à la conversion des dettes en capital :

1.4.1 Les conflits d'intérêt

Lorsqu'une entreprise en difficulté envisage la conversion de ses dettes en capital, il est important de reconnaître qu'il peut y avoir des conflits d'intérêts entre les différents acteurs impliqués dans cette opération.

1.4.2 Une réorganisation sans injection directe de fonds

La conversion des dettes en capital c'est une opération qui ne se traduit pas par une injection immédiate de liquidités ou d'actifs dans l'entreprise. Les créanciers qui deviennent des actionnaires détiennent désormais une partie de la propriété de l'entreprise, mais leur contribution financière ne se matérialise pas directement sous forme de fonds supplémentaires. [228]

1.4.3 Une opportunité dépendante de la performance future.

La fluctuation de la valeur des actions obtenues lors de la conversion des dettes en capital crée un lien étroit entre la performance future de l'entreprise et la possibilité de récupération pour les créanciers devenus actionnaires

Si l'entreprise parvient à se redresser et à générer des bénéfices, cela peut entraîner une augmentation de la valeur des actions détenues par les créanciers devenus actionnaires. Cette évolution favorable de la valeur des actions offre ainsi une opportunité de récupération pour les

[227] DEPALLENS, (G), JOBARD, (J), opcit, p.872
[228] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p.161.

créanciers, leur permettant de bénéficier des résultats positifs de l'entreprise et de voir la valeur de leur investissement augmenter.

Cependant, il convient de souligner que cette possibilité de récupération dépend étroitement de la capacité de l'entreprise à se redresser et à atteindre une performance financière solide. La réussite de l'entreprise dans ses activités et la génération de bénéfices sont des facteurs essentiels pour accroître la valeur des actions et permettre aux créanciers de recouvrer une partie de leurs investissements.

1.4.4 L'effet de dilution

Lorsque les dettes sont converties en capital, de nouvelles actions sont émises, ce qui entraîne une augmentation du nombre total d'actions en circulation. Les créanciers qui acceptent la conversion reçoivent ces nouvelles actions en échange de leurs créances. Cependant, cette émission d'actions supplémentaires dilue la participation des actionnaires existants, c'est-à-dire qu'ils détiennent une part plus petite de l'entreprise après la conversion comme est déjà mentionné dans la première section [229]

Dans de nombreux cas, cette opération de conversion est réalisée par accord entre les créanciers et l'entreprise, sans que les actionnaires existants aient la possibilité d'exercer leurs droits préférentiels de souscription[230]. Ces droits leur permettraient d'acheter de nouvelles actions à un prix préférentiel afin de maintenir leur pourcentage de propriété initial. Cependant, en l'absence de ces droits, les actionnaires existants risquent de voir leur participation diluée de manière significative[231].

[229] GINGLINGER, (Edith) : **Gestion financière de l'entreprise**, édition DUNOD, 1991, p. 09
[230] GRANDGUILLOT, (Francis, Beatrices), opcit, p. 162.
[231] CONSO, (P), HEMICI, (F)opcit, p.485

Conclusion

Au fil de ce chapitre, nous avons traité dans les détails de l'augmentation de capital, en mettant un accent particulier sur la conversion des dettes en capital. Nous avons exploré les principes fondamentaux entourant cette stratégie financière, comprenant les raisons pour lesquelles les entreprises y ont recours et les objectifs qu'elles visent à atteindre. Ensuite, notre attention s'est portée sur la conversion des dettes en capital, où nous avons minutieusement examiné les mécanismes et les conditions qui régissent cette opération. Enfin, nous nous sommes intéressés à l'impact de cette conversion sur la structure financière de l'entreprise.

Ce chapitre nous a permis acquérir une compréhension approfondie sur la manière dont l'augmentation de capital par conversion des dettes peut être adoptée par les entreprises, ainsi que de ses répercussions sur leur situation financière. Nous avons également constaté que cette stratégie exerce des effets significatifs sur la structure du bilan de l'entreprise. En réduisant les passifs à court terme, en augmentant les capitaux propres et en renforçant l'indépendance financière, elle peut contribuer à une stabilité financière accrue.

Nous avons pu également à travers ce chapitre, illustré dans un tableau les mécanismes, des implications et des conséquences de l'augmentation de capital par conversion des dettes pour les entreprises en difficulté. Il souligne avec force l'importance de cette stratégie spécifique dans la recherche de solutions durables et la résolution des problèmes financiers auxquels les entreprises peuvent faire face.

Chapitre 03

L’augmentation de capital par conversion des dettes dans l’entreprise SAMS PHARMA

Introduction :

Le présent chapitre se concentre sur l'analyse de l'augmentation de capital par conversion des dettes dans le contexte des entreprises en difficulté financière. Plus précisément, nous étudierons le cas de SAMS PHARMA. Nous explorerons les aspects clés de l'entreprise avant la conversion des dettes en capital, ainsi que les résultats de cette opération sur sa situation financière.

Dans ce contexte, nous présenterons en détail l'entreprise SAMS PHARMA, nous explorerons son historique, sa structure et son environnement avant d'analyser ses difficultés financières préexistantes à la conversion des dettes en capital.

Dans un second temps, nous procéderons à une analyse des difficultés financières auxquelles SAMS PHARMA était confrontée avant la conversion des dettes en capital. Nous effectuerons une analyse financière de l'entreprise en examinant ses états financiers, son niveau d'endettement et sa situation par les ratios de l'analyse financière. Cette analyse nous aidera à comprendre les raisons qui ont motivés la décision de procéder à l'augmentation de capital par conversion des dettes.

Par la suite, nous nous pencherons sur le processus de conversion des dettes en capital. Nous décrirons les étapes et le mécanisme impliqués dans cette conversion**.**

Dans la dernière section de ce chapitre, nous analyserons les résultats de la conversion des dettes sur la situation financière de SAMS PHARMA. Nous étudierons l'effet de dilution sur la structure du capital de l'entreprise, le niveau d'endettement après la conversion, ainsi que les effets sur le bilan et les ratios financiers. En examinant ces résultats, nous pourrons évaluer l'impact global de l'augmentation de capital par conversion des dettes sur la santé financière de SAMS PHARMA.

En plus de cette étude de cas, afin de renforcer notre analyse, nous avons également mené un questionnaire auprès d'une population cible hautement spécialisée. Ce questionnaire visait à recueillir des opinions et des perspectives variées sur l'augmentation de capital par conversion des dettes dans le contexte des entreprises en difficultés financières.

Ce chapitre vise à intégrer les informations recueillies lors de l'étude de cas avec les connaissances théoriques pour fournir une analyse complète et éclairée de l'augmentation de capital par conversion des dettes.

Section 01 : Présentation de l'entreprise SAMS PHARMA

L'objectif de cette analyse est d'évaluer les effets d'une opération d'augmentation de capital par conversion de dettes sur la situation financière d'une entreprise en difficulté. Nous examinerons les avantages et les inconvénients de cette solution, en mettant en évidence ses impacts potentiels.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de recueillir des informations internes et externes sur l'entreprise étudiée. Ces données nous permettront d'identifier les points forts et les faiblesses de l'entreprise, et de procéder à un retraitement des données pour une meilleure analyse.

1 La présentation du groupe AMS

Le Groupe AMS est un ensemble de sociétés implantées à travers le monde, opérant dans divers secteurs d'activité.

1.1 Secteurs d'activité du groupe AMS :

- Assistance technique, administrative et logistique
- Informatique, télécommunication et sécurité
- Production pharmaceutique
- Vente, location et maintenance de bâtiments modulaires.
- Représentation des filiales en Afrique
- Outsourcing et assistance technique

1.2 Importance du groupe dans le secteur économique ou industriel :

Le Groupe AMS occupe une position significative dans le secteur économique en raison de sa présence mondiale et de la diversité de ses activités. En tant qu'acteur clé, il contribue au développement économique et à la création d'emplois dans les régions où il opère. Le groupe joue également un rôle important dans l'industrie en fournissant une large gamme de services et de solutions spécialisées qui répondent aux besoins spécifiques de ses clients

1.3 Les pays dans lesquels AMS Groupe est présent :

- France Royaume-Uni (Grande-Bretagne)
- Italie
- Hong Kong
- Russie
- Arabie saoudite
- Zimbabwe
- Mauritanie
- Mozambique
- Tanzanie
- Ghana
- Égypte

- Inde (récemment ajouté)
- Tunisie
- Mali
- République démocratique du Congo (Kinshasa)
- Bénin Togo
- Ouganda
- Niger République du Congo (Brazzaville)
- Gabon Namibie (en cours de création)
- Gambie (en cours de création)
- Guinée Conakry (en cours de création)
- Burkina Faso (en cours de création)
- Côte d'Ivoire
- Sénégal
- Cameroun

2 Présentation de l'entreprise SAMS PHARMA

SAMS PHARMA est une entreprise faisant partie du groupe AMS, spécialisée dans l'investissement pharmaceutique. L'entreprise se concentre sur la recherche, le développement et la commercialisation de produits pharmaceutiques.

SAMS PHARMA a été fondée avec pour objectif principal de fabriquer localement et rendre accessible à tous un dispositif de protection de haute qualité répondant aux normes et exigences internationales.

L'entreprise se concentre sur la création de valeur par le biais de l'innovation et de l'expertise scientifique. Elle développe et propose une gamme de produits diversifiée.

2.1 Historique :

- L'entreprise SAMS PHARMASPA a été créé pour la première fois sous le nom 3D CONTOURS, officiellement établie en 03-02-2020, ayant son siège social à l'adresse de 01 Rue Massoud Mechdou, El Mouradia, Alger, en Algérie. Avec un capital social de 200 000 dinars, et une société à responsabilité limitée (SARL) comme statut juridique, pour objectif principal la conception en trois dimensions et la prestation de services d'études et de conseil en informatique.
- Face à la crise sanitaire en 2020, l'entreprise a pris une décision de recentrer ses activités sur la fabrication locale de dispositifs de protection individuelle.
- Elle a été absorbée par AMS Algérie SPA, une entreprise plus large, qui a augmenté son capital social, avec une détenaient de 55% de sons nouveau capital, ce qui a permis à l'entreprise d'investir davantage dans ses activités de fabrication. De ce fait l'entreprise a également changé de nom pour devenir SAMS PHARMA SARL.

- En 2021, les associés de SAMS PHARMA ont décidé d'augmenter le capital. Ainsi, la société à responsabilité limitée (SARL) a été convertie en société par actions (SPA) sous le nouveau nom de SAMS PHARMA SPA. Cette conversion de la forme juridique a été accompagnée d'un entré de nouveaux investisseurs, ce qui a permis à l'entreprise de procédé à une diversification de ses activités, d'explorer de nouveaux marchés, d'élargir sa clientèle et de diversifier ses sources de revenus.
- En 2022, l'entreprise à décider d'ajouter deux autres activités comme (Etablissement pharmaceutique pour l'industrie des produits pharmaceutiques et l'emballage pharmaceutique)

2.2 Mission et objectif :

SAMS PHARMA a établi des objectifs clairs et une mission solide pour orienter ses actions.

2.2.1 Mission

La mission de l'entreprise SAMS PHARMA est :

- Fournir des produits pharmaceutiques de qualité, sûrs et fiables
- Respecter des normes internationales dans la production de ses produits pharmaceutiques
- Fournir des solutions antiseptiques et des produits médicaux de haute qualité.
- L'entreprise s'efforce également de promouvoir l'innovation, la durabilité et l'excellence dans ses opérations, en veillant à la satisfaction de ses clients et à la sécurité des produits.
- Offrir des opportunités de publicité et de sponsoring à travers un espace publicitaire intégrée aux emballages des masques.
- Contribuer à la prévention des infections et à la promotion d'un environnement sain. Fournir des solutions d'infirmerie mobile pour des services de santé sur divers sites.

2.2.2 Objectif

L'objectif de l'entreprise SAMS PHARMA est :

- Devenir une marque reconnue pour la qualité et la fiabilité de ses produits pharmaceutiques.
- Conquérir de nouveaux parts de marché
- Mettre l'accent sur le confort, l'efficacité et la sécurité des produits.
- Être un partenaire fiable et digne de confiance dans le domaine pharmaceutique
- Assurer la continuité de l'entreprise
- Réaliser la meilleure rentabilité, maximiser le chiffre d'affaires

2.2.3 Les valeurs de l'entreprise :

SAMS PHARMA partage les valeurs du groupe auquel elle appartient. Ces valeurs comprennent :

- Confiance : SAMS PHARMA accorde une grande importance à la confiance en établissant des relations solides avec ses clients, ses partenaires et ses employés.
- Responsabilité : SAMS PHARMA valorise la responsabilité et la transparence dans ses opérations.
- Créativité : SAMS PHARMA encourage la créativité et l'innovation dans le développement de ses produits et solutions.
- Loyauté : SAMS PHARMA valorise la loyauté envers ses clients, ses employés et ses partenaires.
- Engagement réciproque : SAMS PHARMA croit en l'engagement mutuel avec ses parties prenantes.
- Collaboration et partage : SAMS PHARMA encourage la collaboration et le partage des connaissances.

2.3 Gammes de Produits :

Les produits de SAMS PHARMA comprennent une gamme de produits pharmaceutiques de 4 catégories en plus d'un service de publicité présentée comme suit :

Tablea*u 04 : les produits de l'entreprise

Catégorie	Produit
Équipements de protection individuelle (EPI)	• Masque chirurgical pour adultes et enfants • Masque KN95 • Charlotte • Blouse jetable • Kits de protection COVID-19
Solutions antiseptiques	• Alcool chirurgical 70° et 90° • Bleu de méthylène 0.1% • Eau oxygénée 10V • Eosine aqueuse 1% et 2% • Dakin stabilisé • Gel hydro alcoolique
Cotons hydrophiles	• Boules de Coton • Coton salivaire • Coton-Tige
Infirmerie Mobile	• Cabines équipées pour des installations médicales temporaires
Publicité / Sponsoring / Branding	• Espace publicitaire intégré aux emballages individuels/masques

Source : le site officiel de l'entreprise AMS Groupe | Votre Partenaire

2.4 Présentation de la structure de SAMS PHARMA :

L'entreprise SAMS PHARMA est organisée de manière hiérarchique avec différentes postes pour assurer une gestion efficace de leurs activités. Voici comment le schéma d'organisation de l'entreprise s'articule, selon le diagramme présenté dans l'annexe 1 :

2.4.1 Président Directeur Général :

Le Président Directeur Général M. AKLI Ait Ahcene est le plus haut responsable de l'entreprise et le dirigeant principal du groupe AMS. Il est responsable de la prise des décisions stratégiques et assure leurs responsabilités, la supervision générale des opérations, et est considéré comme représentant officiel de SAMS PHARMA au conseil d'administration.

2.4.2 Directrice Générale :

La Directrice Générale assiste le Président Directeur Général dans ses fonctions et assure une coordination étroite avec les différents départements, pour assurer une gestion efficace de

l'entreprise. Elle est chargée de superviser les chefs de département, y compris le Responsable Finances, le Responsable Commercial, le Responsable Achat et le Directeur Technique. Elle joue un rôle clé dans la coordination et la gestion de ces départements pour assurer le bon fonctionnement global de l'entreprise et d'accomplir les tâches de gestion générale. Elle protège notamment les intérêts de l'entreprise.

L'Assistante De Direction apporte un soutien administratif et organisationnel au Président Directeur Général et à la Directrice Générale.

2.4.3 Responsable Financier :

Ce département est parmi les plus important sa mission est d'orienter l'entreprise dans le volet financier.

Le Responsable des finances est chargé de la gestion des finances de l'entreprise, cela comprend l'établissement et la gestion du budget, la gestion de la trésorerie, la supervision des opérations financières quotidiennes, la préparation des rapports financiers, ainsi que le relie ente l'entreprise et l'administration fiscal.

Le Cadre Comptable travaille en étroite collaboration avec le Responsable Finances pour assurer la tenue des comptes, la gestion des factures, la préparation des états financiers et leurs conformités aux réglementations financières.

2.4.4 Responsable d'Affaires Administratives :

Le Responsable d'Affaires Administratives supervise les activités administratives de l'entreprise, y compris la gestion des ressources humaines, la coordination des événements internes, la gestion des contrats et la logistique.

2.4.5 Responsable Commercial :

Le Responsable Commercial est chargé du développement des affaires et de la gestion des relations avec les clients.

Les Délégués Commerciaux travaillent sous la responsabilité du Responsable Commercial et sont en charge de la prospection, de la vente, du traitement des demandes et réclamations clients particuliers et du suivi des clients.

2.4.6 Responsable Achat :

Le Responsable Achat gère les activités liées aux achats et aux approvisionnements de l'entreprise, en veillant à l'obtention des meilleurs produits et services aux meilleurs prix. Il contrôle les saisies effectuées par les agents sur le système et recense les besoins de l'agence en matériels et produits.

2.4.7 Le Directeur Technique :

Le Directeur Technique joue un rôle essentiel dans l'entreprise, il supervise les activités liées à la production et à la qualité des produits. Sa responsabilité principale est de mettre en application les programmes et les directives définis par la direction générale, afin d'assurer une production efficace et conforme aux normes de qualité. En outre, le Directeur Technique supervise de près le Responsable de la production de gel et solution et Responsable de la production de masques chirurgicaux .

2.4.8 Responsable de la production de gel et solution :

Ce responsable est chargé de planifier, organiser et superviser les opérations liées à la fabrication et à l'emballage des produits. Sous sa responsabilité, plusieurs équipes travaillent en collaboration pour assurer un processus de production efficace et de haute qualité. Ces équipes comprennent :

2.4.9 Agents de Conditionnement :

Les Agents de Conditionnement sont chargés de préparer et d'emballer les produits finis, tels que les gels et les solutions antiseptiques. Ils veillent à ce que les produits soient correctement étiquetés, scellés et prêts à être expédiés. Ils suivent également les procédures de contrôle qualité pour garantir que les produits respectent les normes établies.

2.4.10 Chimistes :

Les Chimistes jouent un rôle essentiel dans le processus de production en s'assurant de la qualité et de la conformité des matières premières utilisées dans la fabrication des gels et des solutions. Ils effectuent des analyses et des tests pour garantir que les produits répondent aux spécifications requises et aux normes de sécurité.

2.4.11 Techniciens de Maintenance :

Les Techniciens de Maintenance sont responsables de l'entretien et de la réparation des équipements de production. Ils s'assurent que les machines fonctionnent correctement, effectuent des maintenances préventives régulières et interviennent en cas de panne pour minimiser les interruptions de production

2.4.12 Opérateurs Machine :

Les Opérateurs Machine sont chargés de surveiller et de contrôler les machines utilisées dans le processus de production. Ils veillent à ce que les machines fonctionnent correctement, ajustent les paramètres si nécessaire et signalent les éventuelles anomalies. Ils sont formés pour opérer les équipements de manière sécurisée et efficace.

2.4.13 Responsable de la production de masques chirurgicaux :

Ce responsable est chargé de superviser les opérations liées à la fabrication et à l'emballage des masques chirurgicaux dans l'entreprise. Son rôle est crucial pour garantir la qualité et la conformité des produits. Sous sa responsabilité, plusieurs équipes travaillent en collaboration pour assurer un processus de production efficace. Ces équipes comprennent les Agents de Conditionnement, le responsable maintenance et assurance qualité, mes superviseurs de Conditionnement, les opérateurs Machine.

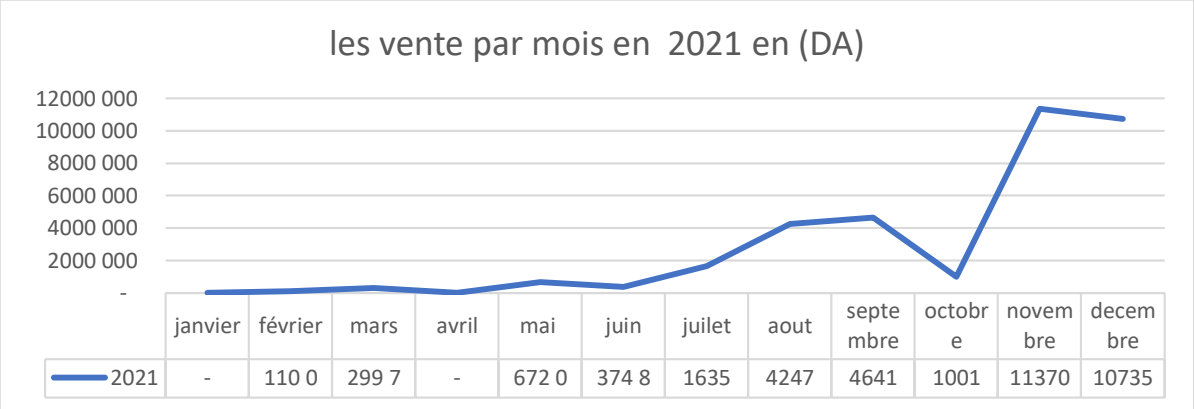
2.5 Analyse de l'environnement de l'entreprise SAMS PHARMA :

L'environnement conjoncturel dans lequel l'entreprise a démarré son activité présente à la fois des opportunités et des défis. En réponse à la pandémie de COVID-19, l'entreprise a saisi l'opportunité de se positionner sur le marché de la fabrication de masques et de gels hydratants, qui connaissait une demande croissante à cette époque. Cependant, cette opportunité a également engendré une concurrence féroce, ce qui a eu un impact sur les marges bénéficiaires de l'entreprise. De plus l'entreprise a tardivement entamé ses activités, ajoutant ainsi un défi supplémentaire à son parcours.

En analysant les moyens d'action de l'entreprise, il est important de souligner que sa capacité à développer son activité est limitée. Cette limitation peut provenir de différentes contraintes et obstacles. Au sein de l'équipe dirigeante des problèmes significatifs ont été relevé, notamment un manque de vision stratégique sur le futur de l'entreprise, un manque de compétence en matière de motivation et de leadership, ainsi qu'une difficulté à s'adapter et à être flexible face aux changements.

Bien qu'un programme de publicité basé sur les réseaux sociaux soit en place, les ventes de l'entreprise dépendent à la situation sanitaire, notamment en ce qui concerne la perception du danger lié au virus. Les deux graphes suivants représentent respectivement les ventes en 2021 et les variations des cas de contamination par le covid-19 en Algérie en 2021 ;

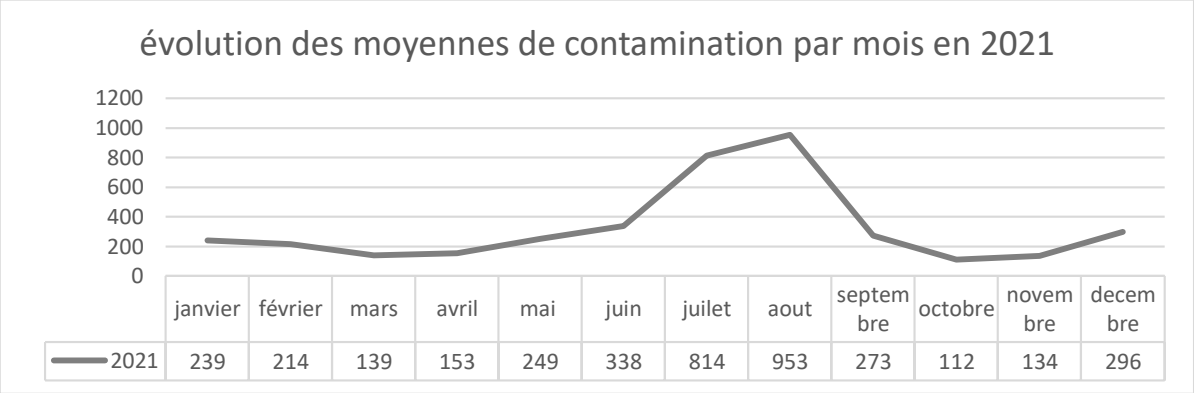
Figure02 : l'évolution des ventes par mois de l'entreprise AMS PHARMA en 2021 en (DA)



	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juilet	aout	septembre	octobre	novembre	decembre
2021	-	110 0	299 7	-	672 0	374 8	1635	4247	4641	1001	11370	10735

Source : d'après le document fournis par l'entreprise

Figure 03 : évolution des moyennes de contamination par le covid-19 par mois en 2021 en Algérie



	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juilet	aout	septembre	octobre	novembre	decembre
2021	239	214	139	153	249	338	814	953	273	112	134	296

Source : Organisation mondiale de la Santé (OMS) (who.int)

Au début de l'année, alors que les cas de Covid étaient relativement faibles, les ventes étaient également stables. Cependant, dès que la pandémie a commencé à se propager, nous avons constaté une augmentation significative des cas de contamination par le virus, ce qui a coïncidé avec une augmentation des ventes. Cette augmentation peut s'expliquer par la demande croissante de produits fabriqué par l'entreprise. La croissance exceptionnelle des ventes en novembre et décembre, son expliqué par la mise en œuvre des initiatives spécifiques par l'entreprise pour attirer de nouveaux clients et stimuler les ventes avec une participation de ces derniers de 42% des ventes totale de l'année 2021.

Section 02 : Analyse des difficultés de l'entreprise avant la conversion des dettes en capital

1 L'analyse du capital

L'analyse du capital de l'entreprise SAMS PHARMA en 2020 révèle que son capital était de 8 000 000. Cependant, l'entreprise a enregistré une perte de 8 914 053, dépassant ainsi la totalité de son capital. Cette situation oblige l'entreprise à augmenter son capital selon l'article 566 du code de commerce[232].

2 Évolution de la dette de l'entreprise

L'évolution de la dette d'une entreprise est un indicateur clé de sa santé financière et de sa capacité à honorer ses obligations. Cet aspect revêt une importance particulière pour les investisseurs, les créanciers et les parties prenantes qui cherchent à évaluer la viabilité et la solvabilité d'une entreprise. Le tableau suivant présente la variation des dettes à courts et à long terme entre 2020 et 2021 avant l'augmentation de capital par la conversion des dettes :

Tableau 05 : évaluation de l'endettement à court terme de l'entreprise dans la période 2020, 2021 avant la conversion en (DA)

	2020	Variation en (%)	2021 avant la conversion de dette
Dettes à court terme	40 075 863	25,50%	50 296 029
Dettes à long terme	-	-	33 000 000

Source : établis par nos soins à partir des bilans et des comptes de résultat de l'entreprise SAMS PHARMA.

On remarque que l'entreprise a connu une augmentation de sa dette à court terme entre 2020 et 2021 avant la conversion de dette de 25.5%. Il est important de noter que 45% de la dette à court terme de 2021 est liée à la dette contractée en 2020.

En plus de sa dette à court terme, l'entreprise a également contracté des dettes à long terme au cours de l'année 2021, accordés par sa société mère, alors qu'aucune dette à long terme n'avait été enregistrée en 2020.Cette augmentation significative des dettes à long terme s'explique notamment par la stratégie de soutien financier mise en place par la société mère, pour aider l'entreprise à surmonter ses difficultés financières et à développer son activité.

[232] Art.589.- La société à responsabilité limitée n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, ou la mort d'un des associés, sauf en ce dernier cas, stipulation contraire des statuts. En cas de perte des trois-quarts du capital social, les gérants sont tenus de consulter les associés à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. La décision des associés est, dans tous les cas, publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales de la wilaya du siège social, déposée au greffe du tribunal du lieu de ce siège et inscrite au registre du commerce. A défaut, par les gérants, de consulter les associés comme dans le cas où ceux-ci n'auraient pu délibérer régulièrement, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant les tribunaux.

3 L'analyse du bilan :

Dans le cadre de cette étude, nous allons examiner la situation financière de l'entreprise SAMS PHARMA, en analysant sons bilan, son TCR et en utilisant également divers indicateurs et ratios de l'analyse financière

Sachant que la conversion des dettes n'a pas un effet direct sur l'actif du bilan on a élaboré un bilan avant la conversion en rétablissant les dettes converties à leurres poste avant la conversion à partir du bilan de 2021

Tableau06 : bilan condensé de l'entreprise entre 2020 et 2021 avant la conversion en (DA)

Actif	2020	Proportion en (%)	2021 avant la conversion	Proportion en (%)
Actif immobilisé	12 068 892		5 351 426	
Autres actifs immobilisés			13 076 459	
Immobilisation financière				
Immobilisation nettes	**12 068 892**	**31,79%**	**18 427 886**	**24,28%**
Valeur d'exploitation	11 670 793		19 549 650	
Valeurs réalisables	13 517 275		30 956 001	
Valeurs disponibles	709 815		69 48 731	
Actifs circulants	**25 897 883**	**68,21%**	**57 454 385**	**75,72%**
Total actif	**37 966 777**	**100%**	**75 882 271**	**100%**

Passif

Capitaux permanant	8 000 000	**21,07%**	26 046 900	**34,33%**
Capitaux propres	-2 109 085		-7 413 758	
DLMT		**0%**	33 000 000	**43,49%**
DCT	40 075 863	**105,56%**	50 296 029	**66,28%**
Total passif	**37 966 777**	**100%**	**75 882 271**	**100%**

Source : établis par nos soins à partir des bilans et des comptes de résultat de l'entreprise SAMS PHARMA.

En 2020, on remarque qu'une grande partie de l'actif était constituée d'actifs courants, représentant 68.21% de l'actif total, tandis que les ressources durables représentaient 24.28%. Cependant, en 2021 avant la conversion, l'entreprise a enregistré une augmentation significative de ses actifs, bien que les actifs courants représentent toujours une part importante, soit 75,72%de l'actif total, une augmentation de 31 556 502 cela indique une amélioration de la liquidité de l'entreprise par rapport à l'année précédente. De plus, les actifs non courants ont

également augmenté, représentant désormais 31.79% de l'actif total, avec une augmentation de 6 358 994A principalement due à l'ajout d'autres actifs immobilisés.

Concernant le passif, les capitaux permanents représentaient une part relativement faible du passif de l'entreprise au cours des deux années. Cependant, en 2021, avant la conversion, et relativement à l'augmentation de capital en numéraire, les capitaux permanents ont connu une augmentation significative, Malgré cela, les capitaux propres de l'entreprise sont restés négatifs au cours des deux années, principalement en raison des pertes accumulées.

3.1 L'analyse des indicateurs de l'équilibre financier

Le tableau suivant présente l'évaluation des indicateurs de l'équilibre de l'entreprise dans la période 2020, 2021 avant la conversion

Tableau07 : calcul des indicateurs de l'équilibre financier

Indicateur de l'équilibre financier	2020	2021 avant
FR = Ressources durable - Emplois stables	- 14 177 977	7 158 356
BFR =Actif circulant hors trésorerie-Passif circulant hors trésorerie	- 14 886 069	209 625
TN=FR-BFR	708 092	6 948 731

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

3.1.1 Commentaire :

Le fonds de roulement (FR) : Nous constatons que durant la première année, l'entreprise dégage un FR négatif, Cette situation exprime un déséquilibre dans la structure de financement de l'entreprise où les ressources stables sont insuffisantes pour couvrir ses emplois stables, ce qui met l'entreprise dans l'obligation de financer une partie de ses immobilisations par des ressources à court terme. En 2021 le FR a connu une amélioration significative. Cette amélioration est principalement due à une augmentation des ressources durables par l'obtention d'un crédit à long terme et les apports en numéraires.

Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) : le BFR de cette entreprise est négatif en 2020, ce qui signifie que l'entreprise a un excédent à court terme. Mais en **2021** cette situation est devenue défavorable.

La trésorerie (TN) : En 2020, la trésorerie nette était positive, ce qui signifie que le surplus du BFR arrive à couvrir l'intégralité du FR. En 2021 malgré que l'entreprise fasse face à un BFR mais été couvert par le FR, ce qui se traduit par une augmentation importante de la trésorerie nette.

4 Les soldes intermédiaires de gestion (SIGS)

La conversion de ces dettes en capital n'aura pas d'impact direct sur le compte de résultat. Par conséquent, car les dettes contractées sont des dettes sans intérêt donc l'analyse de la situation avant la conversion se basera principalement sur le compte de résultat de 2020. Comme suit :

Tableau08 : les soldes intermédiaires de gestion en 2020 en (DA)

Production de l'exercice	1 013 240
Consommation	-8 188 310
Valeur ajoutée d'exploitation	-7 175 070
Excédent brut d'exploitation	-8 148 826
Résultat opérationnel	-8 586 912
Résultat financier	-1 512 173
Résultat ordinaire	-10 099 085
Résultat net	-10 109 085

Source : établis par nos soins à partir des comptes de résultat de l'entreprise SAMS PHARMA.

La valeur ajoutée d'exploitation négative indique que l'entreprise a un cout très élevé de production, ce qui explique la perte d'exploitation importante pour l'entreprise. L'excédent brut d'exploitation négatif confirme les difficultés rencontrées par l'entreprise pour générer des bénéfices. Après prise en compte de toutes les charges et revenus, le résultat net de l'entreprise est de -10 109 085 DA, ce qui montre que l'entreprise n'a pas été en mesure de générer des bénéfices durant son premier exercice.

Cette situation peut s'expliqué par le fait que c'est la première année de l'activité de l'entreprise, où les coûts de mise en place peuvent être importants et la rentabilité peut prendre du temps à se mettre en place, mais sur le court terme ces chiffres témoignent d'une situation difficile pour l'entreprise, car les engagements de l'entreprise sont à court terme qui peut avoir des difficultés à générer des liquidités suffisantes pour honorer ses dettes à court terme. En plus Selon les responsables L'entreprise avait pour objectif de réaliser des profits dès le début de son activité, profitant de l'opportunité créée par la demande liée à la pandémie de COVID-19.

5 Les ratios

Tableau09 : les ratios financiers entre 2020 et 2021 avant la conversion

Ratios financiers	2020	2021 avant la conversion
La capacité d'endettement =Capitaux propres/ Dettes à moyen ou à long terme	-	-0,22
Capacité de remboursement		
Dettes à long terme/ CAF	-	-5,241
L'endettement / EBE	-	-5.64
Liquidité générale = Actif circulant/ Passif circulant	0,64	1,14
La liquidité réduite = (Actif circulant – stocks) / Passif circulant	0,36	0.75
La liquidité absolue =Liquidité/ Passif circulant	0,02	0.14
La solvabilité générale =Total actifs/ Total des dettes	0,96	0,91
Le degré d'indépendance =Capitaux propres/ Dettes total	-18,99	-0,09

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

5.1 Commentaire

Capacité d'endettement : Les capitaux propres négatifs indiquent que les capitaux propres ne couvrent pas les dettes de l'entreprise

La capacité de remboursement : L'évaluation de la capacité de remboursement d'une entreprise, mesure sa faculté à honorer ses engagements financiers, peut être abordée de différentes manières.

Par l'approche de la CAF : La capacité de remboursement de l'entreprise est négative durant les deux ans à cause de sa CAF qui est négative

Par l'approche de l'EBE : L'EBE négatif signifie que l'entreprise n'a pas la capacité de remboursement ce qui a engendré des ratios négatifs

La liquidité générale : La liquidité générale de l'entreprise en 2020 indique que l'entreprise n'a pas la capacité à honorer la totalité de ses obligations à court terme par son actif circulant, car et selon le l'analyse de l'équilibre financier on a constaté l'entreprise a financé une partie de ses emplois stable par ses dettes à court terme ce qui a augmenté ces dettes.

Cependant, en 2021, le ratio de liquidité générale s'est amélioré pour atteindre 1.14, ce qui indique une meilleure capacité de l'entreprise à faire face à ses obligations à court terme.

La liquidité réduite : La liquidité réduite de l'entreprise en 2020 indiquer que l'entreprise a des difficultés à rembourser ses dettes à court terme sans avoir recours à ses stocks durant les deux

années. En 2021 le ratio sait améliorer mais restent toujours insuffisant, ce qui signifie que la liquidité est dépendante des stocks. Cependant, et selon le dirigeant de l'entreprises, il est important de noter que l'entreprise a des difficultés à vendre ces produits ou à les écouler rapidement sur le marché.

La liquidité absolue : Le ratio de liquidité indique que l'entreprise est très dépendante des créances clients et des stocks pour financer ses opérations. Bien que le ratio ait connu une amélioration positive, le ratio reste relativement très faible, indiquant toujours une incapacité à répondre aux obligations à court terme par ces disponibilités.

La solvabilité générale : En 2020, le ratio de solvabilité signifie que les actifs représentaient environ 94,79% des dettes de l'entreprise. Cela indique une situation de solvabilité relativement faible, où l'entreprise pourrait avoir du mal à rembourser ses dettes avec ses actifs existants.

En 2021 avant la conversion ratio de solvabilité a légèrement diminué Bien que la situation des actifs se soit améliorée par rapport à l'année précédente, le ratio reste relativement élevé, indiquant toujours une solvabilité critique.

Le degré d'indépendance : En 2020, le degré d'indépendance de l'entreprise était négatif, ce qui indique une forte dépendance aux créanciers de l'entreprise. Avant la conversion en 2021, le degré d'indépendance a connu une amélioration significative, malgré l'augmentation des dettes. Cette amélioration importante du degré d'indépendance entre 2020 et avant la conversion en 2021 est principalement due à une augmentation de capital de l'entreprise par apport en numéraire ce qui a augmenté la valeur des capitaux propres, et donc une amélioration du ratio. Cependant, le ratio est toujours négatif, ce qui indique une dépendance de l'entreprise vis-à-vis ces créanciers.

6 L'état de situation de l'entreprise avant la conversion

Tableau10 : évaluation de la situation de l'entreprise entre 2020, 2021 avant la conversion

Points forts	• Amélioration significative du FR en 2021, montrant la capacité de l'entreprise à couvrir ses emplois stables avec ses ressources durables. • Ratio de liquidité générale amélioré en 2021, indiquant une meilleure capacité à faire face aux obligations à court terme. • Augmentation du chiffre d'affaires en 2021, témoignant d'une croissance de l'activité de l'entreprise
Points faibles	• Résultats négatifs pendant deux années consécutives, révélant des difficultés à générer suffisamment de bénéfices • Cout de production très élevé • Capitaux propres négatifs pendant les deux années, principalement en raison de pertes accumulées antérieurement, indiquant que l'entreprise ne peut pas faire face à ces déficits avec ses propres ressources. • Risque de dissolution de la société en raison de l'amortissement de ¾ de du capital • Dépendance aux dettes plutôt qu'aux capitaux propres, indiquant un besoin de renforcer les ressources internes de l'entreprise. • Solvabilité critique, malgré l'amélioration des actifs. • Dépendance élevée aux dettes pour le financement, indiquant une faible indépendance financière durant les deux années • Coûts de production élevés, causant des difficultés à vendre rapidement les produits, entraînant des niveaux élevés de stocks finaux • Hausse des dettes à court et à long terme, soulignant la nécessité d'une stratégie de gestion de la dette. • Incapacité de remboursement

Source : élaboré par nos mémés

Le recours à un crédit en 2021 a apporté une amélioration à quelque indicateur de la situation de l'entreprise, mais malheureusement, cette amélioration n'a pas été suffisante pour résoudre complètement les problèmes financiers auxquels elle était confrontée ainsi que les rations

négatives. Selon le dirigeant, l'entreprise avait encore besoin de financements supplémentaires pour soutenir ses activités et assurer sa stabilité financière à long terme. Mais et en raison des problèmes financiers significatifs et la situation financière précaire rencontré par l'entreprise, l'obtention de financements externes était difficile en plus de ces capitaux propre négatif.

Donc l'entreprise a dû explorer d'autres options pour rééquilibrer sa structure financière. Une de ces options a été la conversion de dettes en capital. Cette mesure a été mise en place pour réduire le fardeau des dettes à court terme et renforcer les fonds propres de l'entreprise.

Section 03 : L'augmentation de capital par conversion des dettes

Lorsqu'une entreprise décide de procéder à une augmentation de capital par conversion de dettes, le processus peut être décomposé en plusieurs étapes, elle doit d'abord identifier les dettes qu'elle veut les convertir et les créanciers qui acceptent de convertir leur créance en actions. Cette étape est souvent la plus délicate car il peut être difficile de convaincre les créanciers de renoncer à une partie de leur créance en échange d'actions de l'entreprise. La négociation avec les créanciers été caractérisée par une grande complexité

Dans notre cas les dettes de l'entreprise sont réparties entre plusieurs créanciers, notamment son personnel, l'État, ses associés et des personnes physiques ayant accordé des prêts, comme suit :

Tableau 11 : les détenteurs des dettes de l'entreprise SAMS PHARMA

Poste des dettes	2021 avant la conversion	Proportion
Fournisseurs et comptes rattachés	10 790 176	12,95%
Impôt	234 569	0,28%
Autres dettes	16 318 184	19,59%
Compte courant d'associe	13 100 000	15,73%
Emprunt	9 853 100	11,83%
Trésorerie passif	-	
Dette à long terme	33 000 000	39,62%

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

Le tableau fournit un aperçu détaillé de la structure des dettes de l'entreprise en 2021, la répartition ces dettes permet de constater que l'entreprise a une diversité de créanciers et d'obligations financières à prendre en compte. La dette à long terme accordé par AMS Algérie représente la part la plus importante des dettes totales avec une proportion de 39.62%

Sachant que les dettes à longs termes et 52.32% des dettes fournisseurs sont dus de l'associer majoritaire AMS Algérie en plus du compte d'associe représente 15.37%, nous pouvons

constater que les dettes de l'entreprise sont principalement constituées des sommes dues à ses associés, qui ont fourni une importante contribution sous forme de dettes qui représente plus de la moitié du total des dettes avec un pourcentage de 70.95 % du total des dettes.

Donc une négociation caractérisée par une grand complexité été menées avec les détenteurs des dettes. L'entreprise et après consentement avec ces derniers a décidé de convertir des dettes, liquide et exigible vérifier par un commissaire aux comptes, vis-à-vis ces associés et une personne physiques comme suite :

- AMS Algérie SPA : associé majoritaire de SAMS PHARMA
- BACHOUCHI Jibril Gabriel : associé de SAMS PHARMA
- AKLI Ait Ahcene créancier de l'entreprise AMS PHARMA

Dès lors que les conditions sont remplies, l'entreprise à effectuer un certain nombre de formalités pour réaliser l'augmentation de capital par conversion des dettes ou le processus été comme suit :

1 Le processus de la conversion des dettes en capital

1.1 La décision de l'assemblée générale extraordinaire :

L'an deux mille vingt et un les associés de la société SAMS PHARMA SARL au capital de 8 000 000 DA. Se sont réunis au siège social de la société au 01.rue Massoud Mechdou Mouradia/Alger. En assemblée général extraordinaire sur convocation faite conformément aux dispositions statutaires, ont décidé d'augmentation le capital par compensation de créance et en numéraire.

1.1.1 Les Phases de l'augmentation de capital de l'entreprise SAMS PHARMA

L'opération d'augmentation de capital de l'entreprise SAMS a été réalisée en deux phases :

1.1.1.1 L'augmentation de capital en numéraire

Tout d'abord, et après la décision de l'assemblée générale extraordinaire l'entreprise a procédé à une augmentation de capital en numéraire, c'est-à-dire en faisant appel à de nouveaux investisseurs pour apporter des fonds frais à l'entreprise. L'augmentation de capital en numéraire a permis à l'entreprise de collecter des fonds supplémentaires qui ont été utilisés pour financer son activité, et régler sa trésorerie. Les investisseurs ont souscrit à de nouvelles actions de l'entreprise, au prix fixé par l'entreprise. Les actions ont été émises et le capital social de l'entreprise a été augmenté du montant correspondant à l'augmentation de capital suivi par un changement du statut de l'entreprise.

1.1.1.2 La conversion des dettes en actions :

Ensuite, l'entreprise a converti une partie de ses dettes en actions. Pour cela, elle a d'abord décidé du taux de conversion des dettes en actions. Ensuite, elle a émis de nouvelles actions pour le montant correspondant à la dette convertie. Ces actions ont été réservées aux créanciers et aux actionnaires détenteurs des créances de l'entreprise, qui ont ainsi pu participer à cette augmentation de capital de l'entreprise. L'entreprise a donc augmenté son capital social en émettant de nouvelles actions, tout en réduisant son endettement grâce à la conversion d'une partie de ses dettes en actions. L'assemblée et après consentement avec les créanciers, a opté pour la conversion des dettes en capital par voie d'apport des créances comme mécanisme de conversion.

1.1.2 Évaluation de la valeur des actions

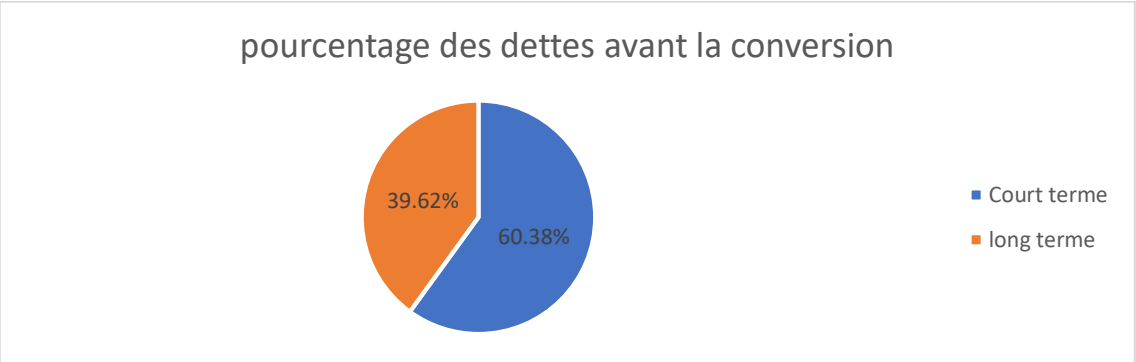
Avant de procéder à l'augmentation de capital, l'entreprise a dû évaluer sa valeur pour déterminer la valeur d'actions à émettre pour atteindre l'objectif de levée de fonds, donc elle a mandaté un expert-comptable pour évaluer sa situation financière et fixer la valeur d'actions pour atteindre l'objectif fixé par l'entreprise. Cependant, l'examen des résultats financiers de l'entreprise et des difficultés financières rencontrées, et après négociation avec les créanciers de l'entreprise et les nouveaux investisseurs, l'entreprise a décidé de vendre ses actions à leurs valeurs nominales sans bénéficier d'une prime d'émission dans les deux modes d'augmentation de capital, car c'est la seule option viable dans la situation difficile de l'entreprise.

1.1.3 Conception de l'opération d'augmentation de capital

L'entreprise doit décider du montant de l'augmentation de capital et de la proportion de dettes à convertir en capital.

Dans le cas de SAMS PHARMA, L'entreprise décide de procéder à une augmentation de capital de 76 000 000 DA, dont 18 046 900 DA en numéraire et 57 953 100DA en conversion de dettes en capital. La dette totale de l'entreprise avant l'opération de la conversion étaient de 83 296 029 DA répartie entre une dette à court terme de 50 296 029DA et une dette à long terme de 33 000 000DA comme suit :

F*igure04 : Répartition des dettes à court et à long terme de l'entreprise SAMS PHARMA



Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

En constate que la dette à court terme représente la majorité des dettes, d'un pourcentage de 60.38% des dettes totales.

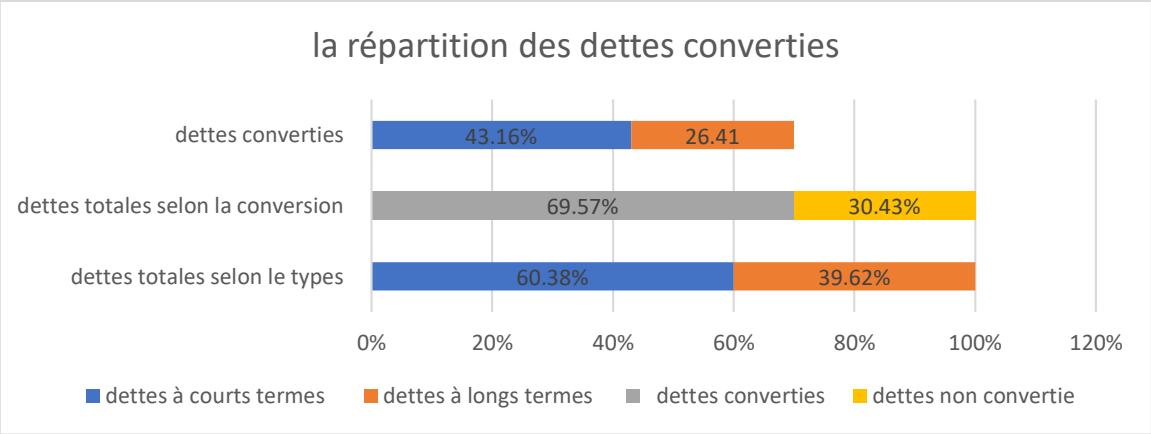
L'or de la conversion de ses dettes en capital l 'entreprise a décidé convertir 35 953 100 DA de sa dette à court terme et 22 000 000 DA de sa dette à long terme en capital, pour un total de 57 953 100 DA comme suit :

Tableau12 : les dettes converties selon le type en (DA)

Type de dette	Montant initial	Montant converti en capital
Court terme	50 296 029	35 953 100
Long terme	33 000 000	22 000 000
Total	83 296 029	57 953 100

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

Figure05 : poucentage des dettes converties en capital de l'etreprise SMS PHARMA



Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

Le graphique ci-dessus représente la répartition des dettes converties en pourcentage.

En constate que les dettes à court terme représentent 60.38%% du total des dettes et les dettes à long terme représentent 39.62% du total des dettes, dont 69.57% de ces dettes à longs et à court terme ont été converties en capital. On peut voir que la majorité des dettes converties en capital proviennent des dettes à court terme, avec une proportion de 43.16% de ces dettes qui ont été converties. En comparaison, 26.41% des dettes à long terme ont été converties. Cela indique que l'entreprise a choisi de se concentrer sur la conversion de ses dettes à long terme en capital.

1.1.4 Détermination du nombre d'actions :

Dans cette étape, la société crée de nouvelles actions qui ont été souscrites par les créanciers ayant accepté de convertir leurs dettes en capital, ainsi que par de nouveaux investisseurs ayant participé à l'augmentation en numéraire. Comme ces actions sont émises à leur valeur nominale, l'entreprise ne bénéficie pas d'une prime d'émission dans ces capitaux propres. Donc le calcul du nombre d'action se fait par la formule suivante :

Nombre d'actions = le montant de l'augmentation / valeur nominal

Donc :

Nombre d'actions = 76 000 000 DA / 1 000 DA = 76 000 actions nouvelles

Les détenteurs des créances ont un nombre d'action dépendant du montant de la dette à convertir, où les créanciers détiennent des dettes comme suit :

Tableau13 : Répartition des Détenteurs de Créances selon leur créance converties en (DA)

Créancier	Montant de la dette	Montant de la dette convertie	Proportion de la dette convertie en (%)	Nombre d'action	Proportion du nombre d'action en (%)
AMS Algérie	46 000 000	35 000 000	76,09%	35 000	60.4%
AIT AHCEN Akli	9 853 100	9 853 100	100%	9 853	17%
BACHOUCHI Gibrill Gabriel	13 100 000	13 100 000	100%	13 100	23.6%

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

AMS Algérie SPA qui est l'actionnaire majoritaire de SAMS PHARMA avait une créance envers l'entreprise de 46 000 000 DA dont 5 645 681DA enregistrée dont le compte fournisseur, 7 354 319 DA enregistré comme autres dettes et 33 000 000 DA enregistrée comme un emprunt à long terme, 35 000 000 DA a été convertie en actions, représente une proportion de 76.09%

de la créance total de AMS Algérie SPA. BACHOUCHI Gibrill Gabriel lui-même associé de SAMS PHARMA a une dette enregistrée dans le compte **courant d'associé** de 13 100 000 DA totalement convertie en actions et AIT AHCEN Akli, personne physique, a une dette de 9 853 100 DA enregistrée dans le compte des **emprunts** totalement convertie.

De ce fait AMS Algérie SPA a obtenu 60,4% des actions, ce qui correspond à la majorité des actions crées de la conversion, Akli et BACHOUCHI Gibrill Gabriel ont obtenu respectivement 17% et 23,6% des actions de l'entreprise dépendamment de leurs dettes converties en capital.

L'entreprise a également émis de nouvelles actions pour le montant de l'augmentation de capital en numéraire, qui ont été proposées à la souscription des investisseurs. Le nombre d'actions souscrites par chaque investisseur dépendra du montant de sa souscription et de la valeur nominale des actions de l'entreprise comme suit :

Tableau14 : participation dans l'augmentation de capital en numéraire

Investisseur	Apport en numéraire en (DA)	Nombre d'action	Proportion des actions en (%)
AIT AHCEN Akli	7 006 900	7006	38,83%
AIT AHCEN Amine	5 900 000	5900	32,69%
BELALA Soummia	1 700 000	1700	9,42%
OUNISSI Abdelhamid	840 000	840	4,65%
AZZAM Fatma	2 600 000	2600	14,41%
Total	18 046 900	18046	100%

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

On peut voir que l'investisseur AIT AHCEN Akli a apporté, en plus de sa dette convertie, 7 006 900 DA en numéraire et a obtenu 7006 actions, soit 38,83% des actions nouvelles émises par l'apport en numéraire. De même, l'actionnaire AIT AHCEN Amine a apporté 5 900 000 DA et a obtenu 5900 actions, représentant 32,69% des actions émises.

Le tableau montre également que l'actionnaire ayant apporté le moins de numéraire est OUNISSI Abdelhamid, avec un apport de 840 000 DA et une proportion de 4,65% des actions émises. L'actionnaire ayant apporté le plus de numéraire est AZZAM Fatma avec un apport de 2 600 000 DA et une proportion de 14,41% des actions émises ce qui a entamé une nouvelle répartition du capital.

Section 04 : L'analyse des résultats

1 Les résultats de la conversion des dettes sur l'entreprise SAMS PHARMA

1.1 L'effet de dilution :

La conversion des dettes en capital peut être conséquentes pour les actionnaires existants. Dans le cadre de cette analyse, et en tenant compte des participations initiales des actionnaires et des modifications résultant de l'émission de nouvelles actions, nous présentons un tableau illustrant les effets de la conversion de dette en capital dans l'entreprise SAMS PHARMA, en se concentrant spécifiquement sur la dilution résultant de cette conversion. Il convient de noter que cette analyse ne tient pas compte de l'augmentation de capital en numéraire, car nous nous concentrons uniquement sur les implications de la conversion de dette. Par conséquent, les participations des actionnaires dans le tableau reflètent uniquement les changements résultant de la conversion de dette en actions.

Tableau15 : l'effet de la conversion des dettes sur la répartition du capital

Actionnaires	Participation initiale	Proportion de la participation initiale en (%)	Nouvelles actions	Participation après la conversion	Proportion de la participation après la conversion en (%)
AMS Algérie SPA	4 400	55%	35 000	39 400	59,74%
BACOUCHI	3 600	45%	13 100	16 700	25,32%
AKLI AIT Ahcen	-	-	9 853	9 853	14,94%
Total	8 000	-	57 953	65 953	100%

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

Suite à la conversion de dette en capital, la structure de propriété de la société est modifiée

L'AMS Algérie, qui avait initialement une participation de 55% dans le capital, a augmenté sa participation à 59.74% après la conversion de la dette. Cela s'explique du fait qu'AMS Algérie a participé activement à la conversion de la dette et a souscrit à une part significative des nouvelles actions émises en plus sa part ancienne. Me. BACOUCHI, qui détenait initialement une participation de 45%, a vu sa participation diminuer à 25.32% après la conversion de la dette. Car il n'a pas souscrit à autant de nouvelles actions que l'AMS Algérie, entraînant une dilution importante de sa participation dans le capital. AKLI AIT Ahcen, nouveau actionnaire détient une participation de 14.94% après la conversion de la dette.

Par conséquent, la conversion de la dette en capital a entraîné une dilution du capital, du pouvoir, du bénéfice et du contrôle pour l'actionnaire BACHOUCHI. Tandis que L'AMS

Algérie, en augmentant sa participation et donc sons contrôle et sa part de bénéfice notamment. En réalité, d'autres facteurs tels que l'augmentation de capital en numéraire on influencer les participations des actionnaires de manière différente. Nous vous présentons donc ici une évaluation de la répartition du capital total après la conversion des dette et l'augmentation en numéraire.

Tableau 16 : la répartition du capital après l'augmentation de capital

AMS Algérie SPA	46,9%
AIT AHCEN Akli	20,07%
BACHOUCHI Gibrill Gabriel	19,88%
AIT AHCEN Amine	7,02%
AZZAM Fatma	3,1%
BELALA Soummia	2,02%
OUNISSI Abdelhamid	1%
Total	100%

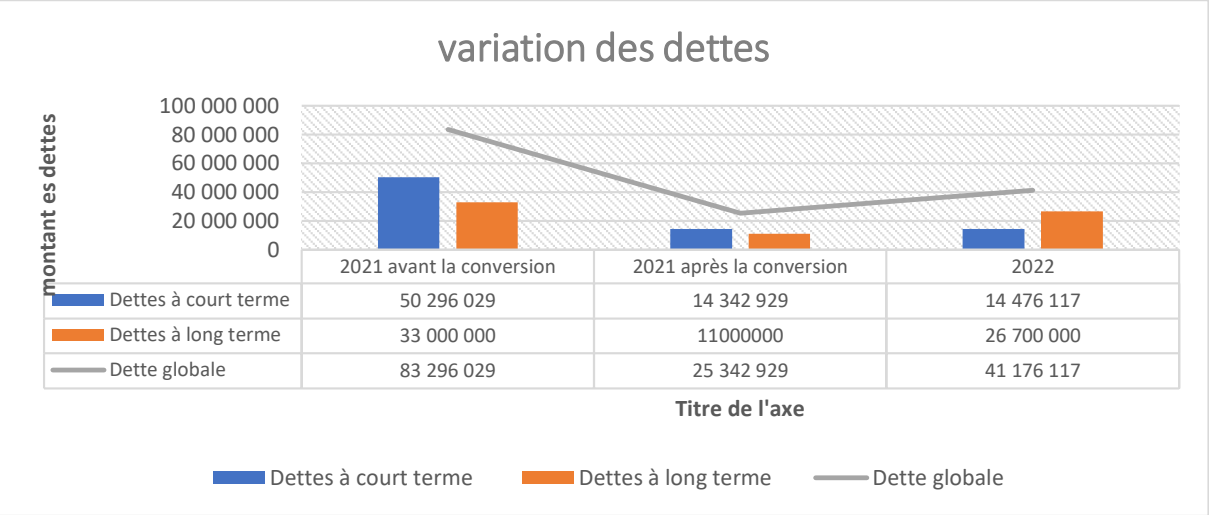
Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

L'augmentation de capital a eu un effet de dilution sur la participation des actionnaires existants, comme illustré dans le tableau. Les nouveaux investisseurs ont participé pour un total de 33,21% de l'augmentation de capital, ce qui a entraîné une diminution de la participation des actionnaires existants dans l'entreprise. AMS Algérie SPA détenait initialement 55% des parts, mais sa participation a été diluée à 46,9% après l'arrivée des nouveaux investisseurs, Cependant, en raison de sa participation dans ces apports, AMS Algérie SPA a pu conserver la majorité des parts. De même, M. BACHOUCHI avait une participation de 46% qui a diminué à 19,88% suite à l'augmentation de capital. Ce qui illustre comment l'arrivée de nouveaux investisseurs a entraîné une redistribution des parts et une diminution de la participation des actionnaires existants.

1.2 Niveau d'endettement :

Ce graphe montre le niveau d'endettement de l'entreprise avant et après la conversion de dettes en capital

Fig*ure 06 : la variation des dettes après la conversion des dettes



Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

Après la conversion en 2021, une variation significative a été observée, Les dettes à court terme ont diminué de 71,48%, tandis que les dettes à long terme ont diminué de 66,67%. Le total de la dette globale diminue donc pour atteindre 25 342 929 DA principalement due à la conversion de ces dettes.

Pour l'année 2022, une variation des dettes globales de 62.48% par rapport à l'année précédente est constatée, pour un total de dette globale de 41 176 117 DA. L'augmentation de ces dettes globales est principalement due à une augmentation de 142.73% des dettes à long terme. Ces chiffres témoignent du succès de l'entreprise dans l'obtention de financements externes pour soutenir sa croissance et ses projets d'amélioration. Il est également remarquable que l'entreprise ait choisi de se tourner davantage vers l'obtention de crédits à long terme, contrairement à sa stratégie précédente où les dettes à court terme prédominaient dans sa structure financière.

1.3 L'effet sur le bilan :

La conversion des dettes en capital a un impact significatif sur la structure financière de l'entreprise, avec des répercussions visibles sur son bilan. Le bilan de SAMS PHARMA après la conversion révèle une évolution notable dans cette structure de l'entreprise mettant en évidence le succès de sa conversion des dettes en capital, où son bilan condensé est présenté comme suit :

Tableau17 : bilan de l'entreprise après la conversion des dettes en capital en (DA)

Actif	2021 avant la conversion	Proportion en (%)	2021 après la conversion	Proportion en (%)	2 022	Proportion en (%)
Actif immobilisé	5 351 426		5 351 426		5 351 426	
Autres actifs immobilisés	13 076 459		13 076 459		13 140 870	
Immobilisation financière					1 300 000	
Immobilisation nettes	**18 427 886**	**24,28%**	**18 427 886**	**24,28%**	**19 792 296**	**20,51%**
Valeur d'exploitation	19 549 650		19 549 650		27 943 979	
Valeurs réalisables	30 956 001		30 956 001		40 003 499	
Valeurs disponibles			6 948 731		8 777 704	
Actifs circulants	**57 454 385**	**75,72%**	**57 454 385**	**75,72%**	**76 725 182**	**79,49%**
Total actif	**75 882 271**	**100%**	**75 882 271**	**100%**	**96 517 481**	**100%**

Passif

Capitaux permanant	**26 046 900**	**34,33%**	**84 000 000**	**110,70%**	**84 000 000**	**87,03%**
Capitaux propres	- 7 413 758		50 539 342		55 341 364	
DLMT	**33 000 000**	**43,49%**	**11 000 000**	**14,50%**	**26 700 000**	**27,66%**
DCT	**50 296 029**	**66,28%**	**14 342 931**	**18,90%**	**14 476 117**	**15%**
Total passif	**75 882 271**	**100%**	**75 882 271**	**100%**	**96 517 481**	**100%**

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

Après la conversion des dettes en capital en 2021, le bilan montre des actifs globalement stables, sans changement par rapport au bilan avant la conversion

Cependant, les changements significatifs se sont concentrés sur la structure du passif.

Les dettes à court et à long terme ont également diminué, représentant respectivement 14,5% et 18,9% du passif total, par rapport à 43,49% et 66,28% auparavant.

Les capitaux permanents ont connu une augmentation significative, atteignant 84 000 000 DA, soit une proportion de 110,70% du passif total, par rapport à 34,33% précédemment. Ce qui a entamé une augmentation des capitaux propres et donc le renforcement de la structure financière de l'entreprise, contribuant ainsi à sa sortie du risque qu'elle rencontrait avant la conversion avec des capitaux négatifs grâce à l'injection des capitaux provenant de la conversion des dettes, la structure financière de l'entreprise donc s'est redressée de manière impressionnante. En 2022, le bilan reflète une continuité dans la structure des actifs

immobilisés, avec une légère augmentation des immobilisations nettes grâce aux actifs financiers, représentant ainsi 20,51% de l'actif total. Les actifs circulants ont également augmenté de manière significative, ce qui a amélioré la liquidité et la disponibilité des ressources pour l'entreprise. Ils représentent désormais 79,49% de l'actif total en 2022, entraînant une augmentation du montant total de l'actif par rapport à l'année précédente.

En ce qui concerne le passif, les capitaux propres sont restés stables à 84 000 000 DA, mais leur proportion a diminué à 87,03% par rapport à 2021. Cette diminution est principalement due à l'augmentation des dettes à long terme et au résultat positif réalisé en 2022. Le passif total de l'entreprise a augmenté, avec un bénéfice de 4 802 022 DA et une augmentation des dettes à long terme de 15 700 000 DA, représentant 27,22% du passif total en 2022.

1.3.1 L'effet sur l'équilibre financier :

Tableau 18 : l'équilibre financier de l'entreprise après l'augmentation de capital en (DA)

Ratios de l'équilibre financiers	2021 avant la conversion	Variation en (%)	2021 après la conversion	Variation en (%)	2022
FR=Ressources durable-Emplois stables	7 158 356	502.25%	43 111 456	44.39%	62 249 068
BFR = Actif circulant hors trésorerie-Passif circulant hors trésorerie	209 625	17151.15%	36 162 723	47.86%	53 471 361
TN= FR-BFR	6 948 731	0%	6 948 733	26.32%	8 777 704

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

1.3.1.1 Commentaire

Le fonds de roulement : L'entreprise a enregistré une forte augmentation de ses ressources durables et de son Fonds de Roulement (FR) en 2021 grâce à la conversion de dettes à court terme en capital. En 2022, les emplois stables ont légèrement augmenté et les ressources durables ont connu une hausse eux mémé soutenue par l'obtention d'un nouveau crédit à long terme et de bons résultats, ce qui a engendré une augmentation du FR de 44.39%.

Le besoin en fonds de roulement : La conversion de dettes en 2021 a entraîné une augmentation notable du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) de l'entreprise attribuée à la conversion de 71.48% des dette à court termes. Cette tendance à la hausse s'est poursuivie en 2022, principalement en raison de la conversion de dettes à long terme et de la croissance des activités de l'entreprise.

La trésorerie : La conversion de dettes en 2021 n'a pas eu d'impact direct sur la trésorerie nette de l'entreprise, qui est restée stable malgré les variations du BFR et du FR. Ce qui confirme que l'opération d'augmentation de capital par conversion de dettes n'a pas d'impact direct sur la trésorerie nette de l'entreprise. En 2022, la trésorerie nette a connu une amélioration significative, indiquant une variation positive de 26,32%.

1.4 L'effet sur les soldes intermédiaires de gestion

Tableau19 : évaluation de SIG de l'entreprise après l'augmentation de capital en (DA)

Les soldes intermédiaires de gestion	2021 après la conversion	2022
Production de l'exercice	45 496 245	23 964 659
Consommation	-41 921 154	-7 309 264
Valeur ajoutée d'exploitation	3 575 091	16 655 395
Excédent brut d'exploitation	-5 952 610	7 029 423
Résultat opérationnel	-8 850 051	4 870 247
Résultat financier	-54 001	- 68 224
Résultat ordinaire	-8 904 053	4 802 023
Résultat net	-8 914 053	4 802 023

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

En analysant les chiffres pour 2021 après la conversion et 2022, on constate une diminution de la production, passant de 45 496 245 DA à 23 964 659 DA, due à des ajustements dans les processus de production. La consommation a également connu une réduction significative, passant de 41 921 154 DA à 7 309 264 DA. Cette diminution est attribuée à une meilleure gestion des ressources et à des efforts pour réduire les coûts de production. Il convient de noter que la consommation de matières premières a diminué de 23 520 443 DA à 8 000 DA, ce qui est relatif à l'utilisation de des stocks antérieurs de l'entreprise, ainsi la réduction des frais de location, passant de 10 733 025 DA à 5 105 000 DA.

L'excédent brut d'exploitation a également connu une amélioration, passant de -5 952 610 DA à 7 029 423 DA, reflétant une rentabilité et une gestion plus efficace des charges d'exploitation. Le résultat opérationnel a également affiché une amélioration, passant de -8 850 051 DA à 4 870 247 DA. Cela indique que l'entreprise a réussi à réduire ses pertes opérationnelles et à générer un résultat positif grâce à ses activités commerciales.

Le résultat financier a été ajusté, passant de -54 001 DA à -68 224 DA, en raison de variations dans les revenus et les charges financières de l'entreprise. Enfin, le résultat ordinaire et le résultat net ont montré une amélioration significative, passant de -8 904 053 DA à 4 802 023 DA. Ces chiffres témoignent d'une meilleure performance globale de l'entreprise, avec une réduction des pertes et une augmentation des bénéfices.

1.5 L'effet sur les ratios financiers

La conversion des dettes en capital a eu un impact significatif sur les ratios financiers de l'entreprise en modifiant la structure de son passif, comme suit :

Tableau20 : évaluation des ratios financiers de l'entreprise la conversion des dettes

Ratios financiers	2021 avant la conversion	Variation en (%)	2021 après la conversion	Variation en (%)	2022
La capacité d'endettement =Capitaux propres/ Dettes à moyen ou à long terme	-0.22	2145.09%	4.594	-54.89%	2.072
Capacité de remboursement					
Dettes à long terme/ CAF	-5,24	66,67%	-1,75	417.71%	5,56
L'endettement / EBE	-5,54	66,67%	-1,85	305,54%	3,8
Ratios de liquidité					
Liquidité générale = Actif circulant/ Passif circulant	1.14	250.67%	4.01	32.31%	5.30
La liquidité réduite = (Actif circulant – stocks) / Passif circulant	0.75	250.67%	2.64	27.51%	3.37
La liquidité absolue =Liquidité/ Passif circulant	0.14	250.67%	0.48	25.16%	0.61
La solvabilité générale =Total actifs/ Total des dettes	0.91	228.68%	3	-21.72%	2.34
Le degré d'indépendance =Capitaux propres/ Dettes total	-0,09	2355,13%	2,01	-33,02%	1,35

Source : établis par nos soins à partir des documents de SAMS PHARMA.

1.6 Commentaire

La capacité d'endettement : la conversion des dettes en capitaux propres a amélioré les ratios d'endettement de l'entreprise. Après la conversion en 2021, le ratio a augmenté, indiquant une meilleure couverture des dettes. En 2022, les ratios diminuent mais reste toujours supérieure à 1, renforçant la situation financière de l'entreprise. Ces résultats démontrent que l'entreprise a réussi à renforcer sa structure financière, à réduire son risque d'endettement.

La capacité de remboursement :

Par l'approche de la CAF : Malgré un ratio remboursement négatif, la diminution des dettes a entraîné une variation positive des ratios de remboursement. En 2022, la CAF est devenue positive, cette amélioration de la CAF été faible.

Par l'approche de l'EBE : Bien que l'EBE de l'entreprise reste relativement stable, on observe une nette variation positive des ratios de remboursement après la conversion des dettes en capitaux propres ce qui est relatif à cette dernière. En 2022, les ratios de remboursement s'améliorent de manière significative, mais reste toujours faible.

Les ratios de liquidité : Après la conversion de la dette en 2021 le ratio de liquidité générale, liquidité réduite et la liquidité absolue, ont tous augmenté de manière significative après la conversion, avec une variation totale de 250.67%. Cette augmentation indique une amélioration substantielle de la capacité de l'entreprise à honorer ses obligations à court terme et à répondre à ses besoins en liquidités et donc une amélioration de la position financière de l'entreprise en termes de disponibilité de liquidités.

Pour l'année 2022, une variation positive est constatée, ce qui renforce davantage sa capacité à faire face à ses obligations financières.

La solvabilité générale : Le ratio de solvabilité a augmenté de manière significative, atteignant un niveau de 3, ce qui témoigne d'une meilleure capacité à honorer les obligations avec les actifs. En 2022, le ratio de solvabilité est de 2.35, indiquant toujours une capacité à faire face aux obligations malgré l'incorporation de dettes à long terme. L'entreprise maintient ainsi une solvabilité solide pour assurer sa stabilité financière et respecter ses engagements futurs.

Le degré d'indépendance : Après la conversion en 2021, le degré d'indépendance a connu une variation positive pour atteindre 2,01. Ce qui indique que l'entreprise a renforcé sa capacité à se financer à partir de ses propres ressources. Pour l'année 2022, Le degré d'indépendance est à 1.35, démontrant une baisse par rapport à l'année précédente expliquée par l'augmentation de la dette de par rapport à 2021, mais demeurant toujours positif et supérieur à 1.

1.7 L'état de situation de l'entreprise après la conversion de dette en capital

Tableau 21 : évaluation de la situation de l'entreprise apes l'augmentation de capital

L'état de situation de l'entreprise SAMS PHARMA	
Points forts	• Diminution des dettes • Succès dans l'obtention de financements externes pour soutenir la croissance et les projets d'amélioration. • Capitaux propre positif. • Augmentation significative des ratios de liquidité, renforçant la capacité de l'entreprise à honorer ses obligations financières par son actif disponible. • Amélioration positive de la solvabilité de l'entreprise, réduisant les risques liés à sa dépendance envers les créanciers. • Augmentation du degré d'indépendance financière, reflétant une plus grande autonomie dans la gestion des ressources internes • Renforcement du Fond de Roulement (FR), garantissant une meilleure stabilité financière. • Amélioration considérable de la capacité d'endettement En 2022 • Résultat positif • Réduction des couts de production • Une meilleure gestion des stockes
Points faibles	• La dilution de la participation de l'actionnaire dans le capital de l'entreprise • Une négociation complexe

Source : élaboré par nos soins

La conversion des dettes en capital a en effet joué un rôle crucial dans la sauvegarde de l'entreprise en évitant une défaillance financière imminente. Elle a permis de résoudre le problème des capitaux propres négatifs et de rétablir l'équilibre de la structure financière de l'entreprise. Cette opération a eu un impact positif sur plusieurs ratios financiers clés tels que la

solvabilité, la liquidité, l'indépendance et la capacité d'endettement par les capitaux propres. Grâce à ces améliorations, l'entreprise a pu sortir de sa situation difficile et éviter une éventuelle dissolution anticipée

Cette amélioration de la structure financière a également ouvert de nouvelles possibilités de financement pour l'entreprise, lui permettant de soutenir et d'améliorer ses activités. En combinant cette nouvelle base financière solide avec une gestion efficace et une réduction des coûts, l'entreprise a pu générer un résultat positif et renforcer sa capacité de remboursement.

2 Analyse du résultat du questionnaire

En plus de notre étude de cas, nous avons également mené une enquête à l'aide d'un questionnaire soigneusement élaboré. Ce questionnaire visait à renforcer notre étude en recueillant des opinions et des perspectives spécifiques des professionnels du domaine.

Cette étude vise à examiner l'utilisation de l'augmentation de capital par conversion de dette dans les entreprises. Nous avons utilisé une approche de recherche quantitative, en utilisant un questionnaire comme instrument de collecte de données, le questionnaire est composé de 9 questions, il est destiné aux personnes qui maitrise les notions financiers et comptables.

Les questions sont à choix multiples, les axes de recherche traités par le questionnaire s'intéressent à l'utilisation de l'augmentation de capital par conversion de dettes en capital, comment la conversion peut aider les entreprises en difficulté, les risques de la conversion, les autres solutions qui sont meilleurs que la conversion pour les entreprises en difficulté

2.1 Présentation de l'échantillon :

Nous avons choisi la méthode de l'échantillonnage par jugement. Étant donné que notre population cible était hautement spécialisée, nous avons restreint notre échantillon aux personnes ayant une expertise dans ces domaines, Nous avons choisi de limiter notre échantillon à 33 personnes pour cette étude. Cependant, il convient de noter que d'un point de vue scientifique, la taille de notre échantillon est insuffisante. Cette limitation a été décidée en raison de contraintes de temps et de ressources disponibles. Pour le dépouillement des données collectées, nous avons utilisé Google Forms. Une fois toutes les données saisies, nous avons entamé l'analyse des résultats fournis par les participants.

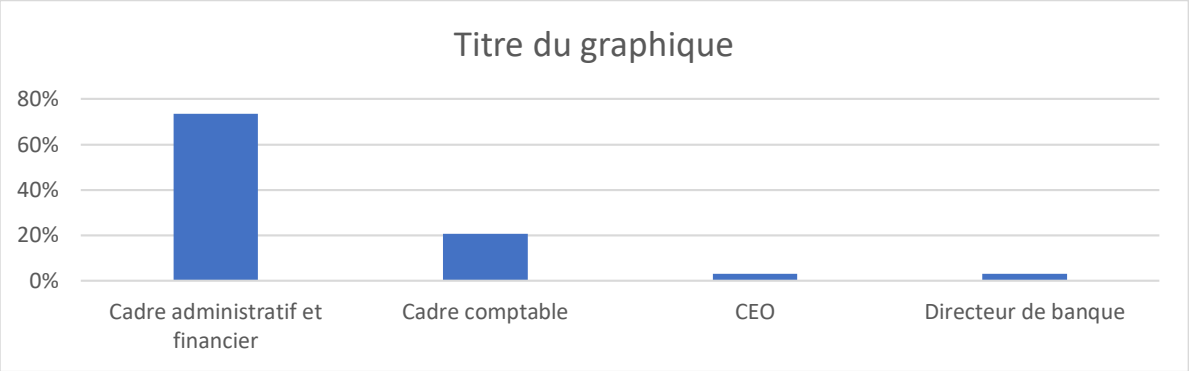
2.2 Résulta de l'enquête (analyse tri à plat) :

Question 01 : Quel est votre statut

Tableau 22 : répartition des personnes interrogés selon leur fonction

Cadre administratif et financier	74%
Cadre comptable	21%
PDG	3%
Directeur de banque	3%
Total	100%

Figure 07 : répartition des personnes interrogés selon leur fonction



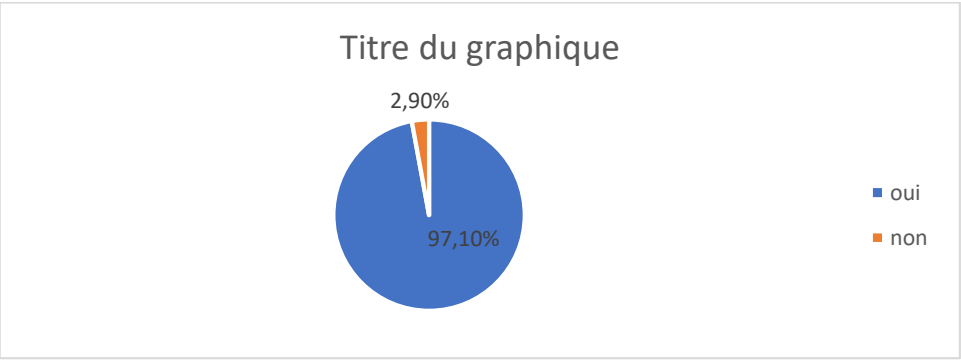
Nous constatons une diversité de personnes compétentes en comptabilité et en finances. Parmi elles, nous avons 74% des cadre administratifs et financiers 21% cadre comptable, 3%CEO et enfin 3% directeur de banque.

Question2 : Connaissez-vous les différentes formes d'augmentation de capital ?

Tableau 23 : la familiarisation avec les formes de l'augmentation e capital

Oui	97.1%
Non	3.9%

Figure 09 : la familiarisation avec les formes de l'augmentation e capital



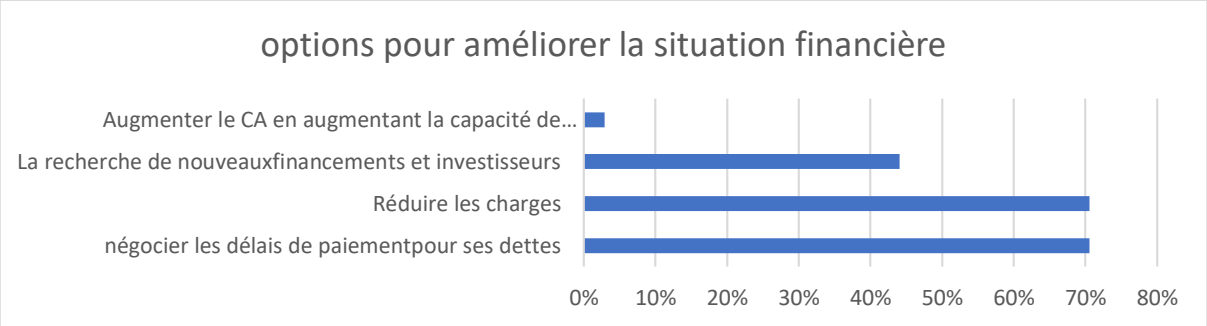
Les réponses montrent qu'une grande majorité des répondants, soit 97.1%, sont familiarisés avec les différentes formes d'augmentation de capital

Question3 : Quelle option préférez-vous pour améliorer la situation financière difficile d'une entreprise ?

Tableau 24 : options préférables pour améliorer la situation financière des entreprises

Négocier les délais de paiement pour ses dettes	70,6%
Réduire les charges	70,6%
La recherche de nouveaux financements et investisseurs	44,1%
Augmenter le CA en augmentant la capacité de production	2,9%

Figure 10 : options préférables pour améliorer la situation financière des entreprises



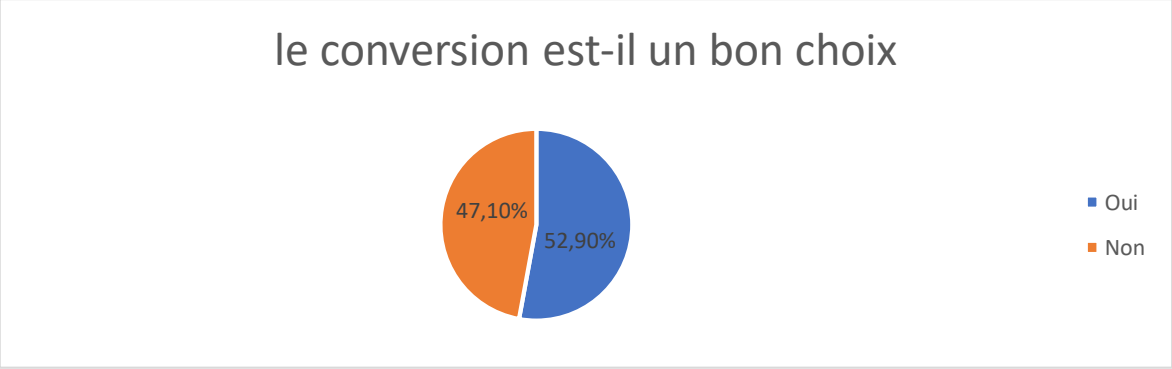
L'étude des préférences des répondants a montré que les autres options qui peuvent améliorer la situation financière sont la négociation des délais de paiement et la réduction des charges à la fois d'une proportion de 70.6%

Question4 : Pensez-vous que la conversion des dettes en capital est un bon choix pour les entreprises en difficulté ?

Tableau 25 : la conversion est une bonne stratégie

Oui	52.9%
Non	47.1%

Figure 11 : la conversion est une bonne stratégie



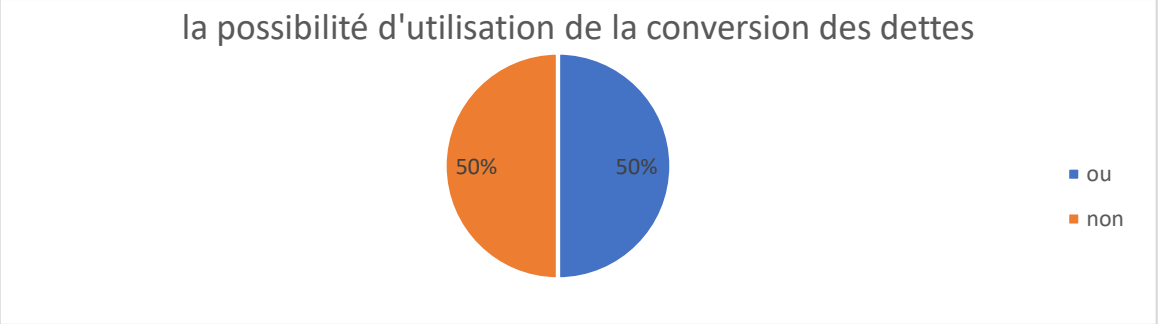
Les résultats de cette question présenté montrent une division d'opinions, 52.9% des répondants ont répondu par oui, estimant que c'est une décision favorable, 47,1% ont exprimé une opinion contraire

Question5 : Si vous avez une entreprise en situation difficile pensez-vous à utiliser la conversion des dettes en capital ?

Tableau 26 : Perceptions de la possibilité de l'utilisation de la conversion des dettes

Oui	50%
Non	50%

Figure 12 : Perceptions de la possibilité de l'utilisation de la conversion



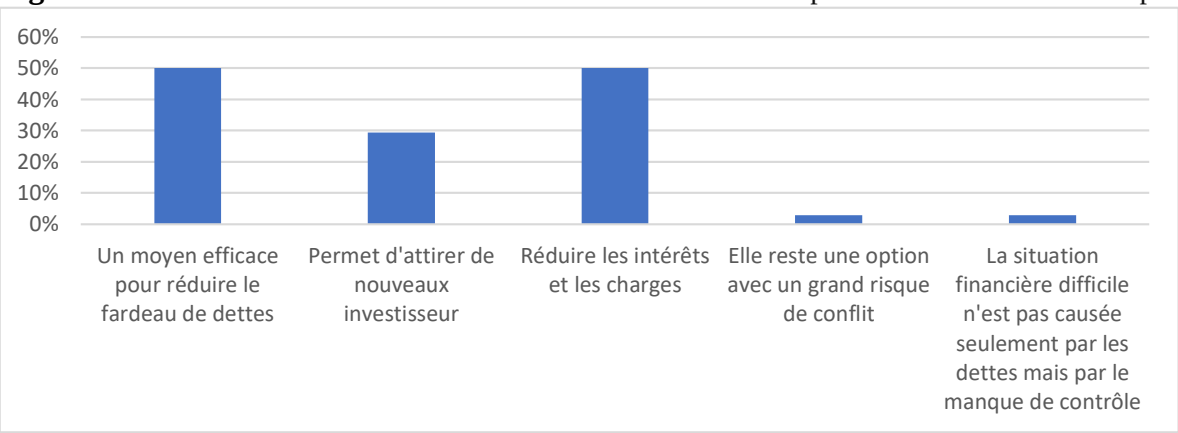
Nous remarquons un équilibre parfait dans les réponses.

Question6 : Dans quelle mesure la conversion de dettes en capital peut-elle aider une entreprise en difficulté ?

Tableau 27 : les mesures dont la conversion peut aider les entreprises

Un moyen efficace pour réduire le fardeau de dettes	50%
Permet d'attirer de nouveaux investisseur	29.4%
Réduire les intérêts et les charges	50%
Elle reste une option avec un grand risque de conflit	2.9%
La situation financière difficile n'est pas causée seulement par les dettes mais par le manque de contrôle	2.9%

Figure 13 : les mesures dont la conversion peut aider les entreprises



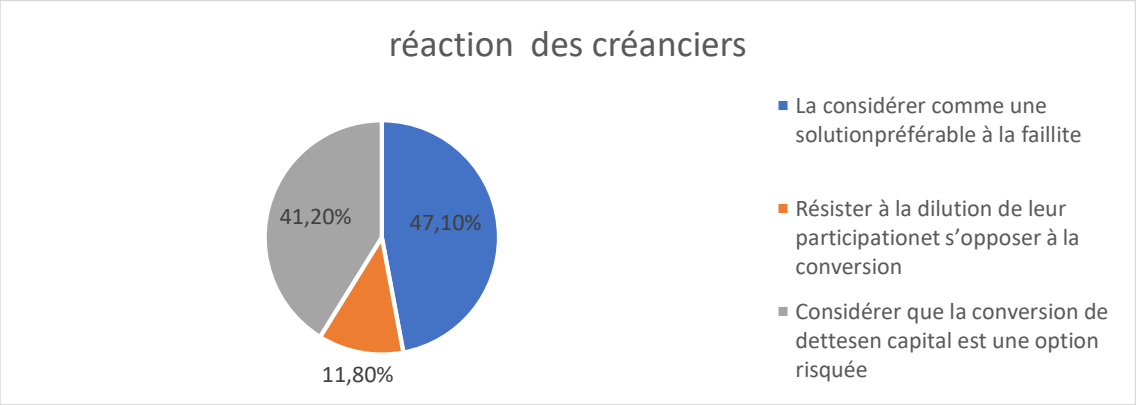
Il est intéressant de noter que 50% des répondants considèrent que la conversion des dettes en capital est un moyen efficace pour réduire le fardeau des dettes et la réduction des intérêts et les charges comme la plus grande part des repenses.

Question7 : Comment les actionnaires existants réagissent-ils généralement à la conversion des dettes en capital ?

Tableau 28 : la réaction des actionnaires

Résister à la dilution de leur participation et s'opposer à la conversion	11.8%
La considérer comme une solution préférable à la faillite	41.2%
Considérer que la conversion de dettes en capital est une option risquée	47.1%

Figure 14 : la réaction des actionnaires



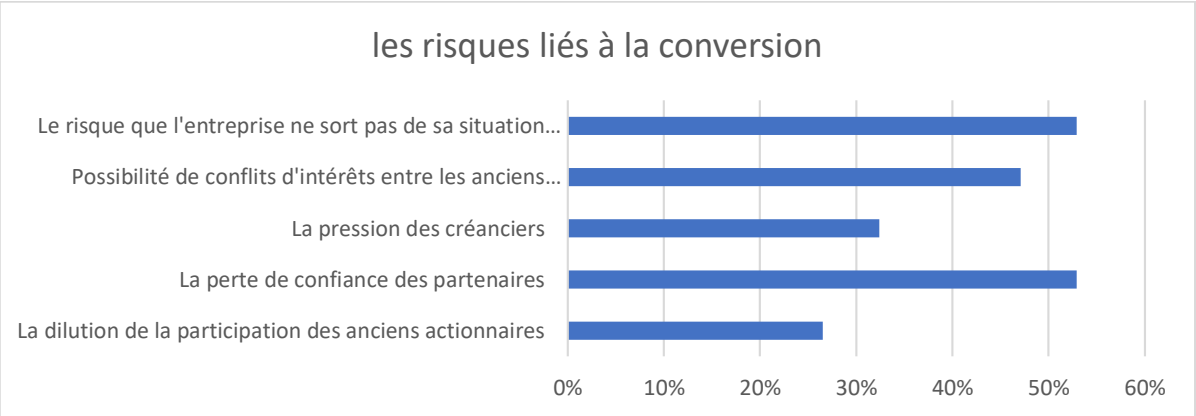
Ces chiffres illustrent que 47.1% considèrent que la conversion des dettes en capital en capital est une option risquée

Question8 : Quels sont les risques les plus importants associés à la conversion de dettes en capital, selon vous ?

Tableau 29 : les risques liés à la conversion

La dilution de la participation des anciens actionnaires	26.5%
La perte de confiance des partenaires	52.9%
La pression des créanciers	32.4%
Possibilité de conflits d'intérêts entre les anciens actionnaires	47.1%
Le risque que l'entreprise ne sort pas de sa situation difficile	52.9%

Figure 15 : les risques liés à la conversion



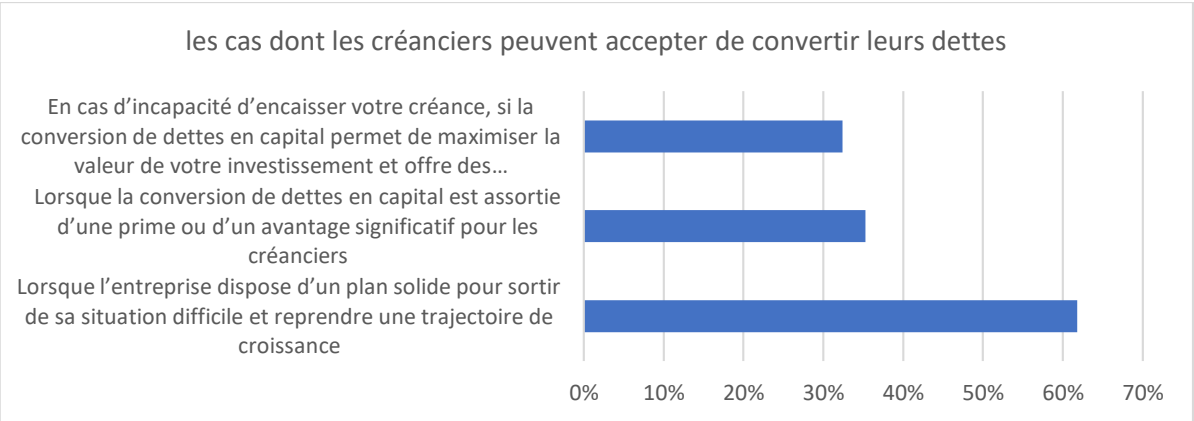
Selon les répondants, 52.9% d'eux pensent le risque le plus importants de la conversion des dettes en capital est la perte de confiance des partenaires et que l'entrepris ne sort pas de sa citation difficile et encore 47.1% considère la possibilité des conflits d'intérêts entre les anciens actionnaires est leptus grand risque.

Question9 : Si vous êtes créanciers dans quel cas vous acceptez de convertir votre créance en action ?

Tableau 30 : les cas dont les créanciers peuvent accepter de convertir leurs dettes

Lorsque l'entreprise dispose d'un plan solide pour sortir de sa situation difficile et reprendre une trajectoire de croissance	61.8%
Lorsque la conversion de dettes en capital est assortie d'une prime ou d'un avantage significatif pour les créanciers	35.3%
En cas d'incapacité d'encaisser votre créance, si la conversion de dettes en capital permet de maximiser la valeur de votre investissement et offre des perspectives de retour sur investissement à long terme.	32.4%

Figure 16 : les cas dont les créanciers peuvent accepter de convertir leurs dettes



Enfin, et relativement à notre interrogation sur l'acceptation de convertir les créances en action,

on remarque que la plupart de 61.8%ont choisi Lorsque l'entreprise dispose d'un plan solide pour sortir de sa situation difficile et reprendre une trajectoire de croissance

L'analyse des réponses au questionnaire sur la conversion de dettes en capital révèle des opinions divergentes. Bien que certains voient la conversion de dettes en capital comme une option viable pour les entreprises en difficulté financière, d'autres soulignent les risques associés. Les répondants privilégient généralement la renégociation des délais de paiement et la réduction des charges comme solutions préférées pour améliorer la situation financière. Les avantages perçus de la conversion de dettes en capital incluent la réduction du fardeau de la dette et des charges, mais des préoccupations subsistent quant à la perte de confiance des partenaires et aux conflits d'intérêts avec les actionnaires existants. Les créanciers sont plus enclins à convertir leurs créances en actions lorsque l'entreprise présente un plan solide de redressement.

Conclusion :

En conclusion, la conversion des dettes en capital a été une décision stratégique salvatrice pour l'entreprise SAMS PHARMA. Les observations avant la conversion ont révélé des faiblesses significatives, notamment des résultats négatifs, des capitaux propres négatifs, une dépendance excessive aux dettes et des problèmes de liquidité. Malgré l'amélioration apportée par un crédit en 2021, les difficultés financières persistaient et l'obtention de financements externes était difficile.

La conversion des dettes en capital a permis à l'entreprise de renforcer sa structure financière et de résoudre les problèmes de capitaux propres négatifs. Les résultats après la conversion ont montré des points forts tels que des capitaux propres positifs dépassant le quart du capital sociale, l'obtention de financements externes, une amélioration significative des ratios de liquidité, une meilleure solvabilité et une plus grande indépendance financière. De plus, et à cause d'une meilleure gestion en 2022 l'entreprise a enregistré un résultat positif, réduit ses coûts de production et amélioré la gestion de ses stocks.

La conversion des dettes en capital a donc joué un rôle crucial dans la stabilité financière de l'entreprise, lui permettant d'éviter une dissolution anticipée et d'ouvrir de nouvelles possibilités de financement. Grâce à cette mesure, l'entreprise a pu sortir de sa situation difficile et améliorer sa capacité de remboursement. Cependant, il est important de prendre en compte que cette opération à causer une dilution de la participation de l'actionnaire dans le capital de l'entreprise

En plus de ces études de cas, L'analyse des réponses au questionnaire sur la conversion de dettes en capital révèle des opinions divergentes quant à cette pratique. Certaines personnes considèrent la conversion de dettes en capital comme une option viable pour les entreprises en difficulté financière, tandis que d'autres soulignent les risques qui lui sont associés. Les préférences des répondants varient également, avec une tendance à privilégier la renégociation des délais de paiement et la réduction des charges comme solutions préférées pour améliorer la situation financière.

Dans l'ensemble, l'étude de cas et les opinions divergentes exprimées dans les réponses au questionnaire soulignent l'importance de la conversion des dettes en capital en tant que stratégie pour surmonter les difficultés financières et assurer la stabilité à long terme des entreprises. Cependant, il est essentiel de souligner que cette opération doit être suivie d'une bonne stratégie pour en maximiser les bénéfices

Conclusion générale :

Dans le cas où l'entreprise fait face à une série de défis qui menacent sa stabilité et sa pérennité, parfois même la conduit à envisager une procédure de règlement judiciaire ou la faillite, les approches traditionnelles de résolution peuvent s'avérer insuffisantes ou difficiles à mettre en œuvre. Il est donc impératif d'effectuer une réévaluation approfondie de la structure et du fonctionnement de l'entreprise afin de surmonter les obstacles qui la menacent. Certaines entreprises optent pour l'augmentation de capital par conversion des dettes comme une stratégie potentielle pour aider les entreprises en difficulté à surmonter leurs problèmes et à rétablir leur santé

Notre recherche se positionne dans ce contexte spécifique où l'objectif est d'approfondir notre compréhension de l'impact de l'augmentation de capital par conversion des dettes sur la situation financière des entreprises en difficulté et examiner dans quelles mesures cette stratégie peut améliorer la santé financière de ces entreprises. En examinant de près les résultats et les implications de cette opération, nous cherchons à fournir des recommandations et des perspectives éclairées sur le sujet. Dans cette recherche, nous avons exploré le lien entre l'augmentation de capital par conversion de dettes et les difficultés rencontrées par les entreprises.

Dans la partie théorique nous avons abordé l'aspect difficultés financières de l'entreprise, nous avons commencé par une analyse de la situation financière de l'entreprise constatant ainsi l'existence de plusieurs définitions et signe de la notion de difficulté, cependant toutes les définitions mettent l'accent sur la solvabilité et de l'incapacité à respecter les obligations financières, ou l'analyse financière revêt un outil efficace pour la détection de ces difficultés.

Nous avons constaté par la suite que l'augmentation de capital par conversion des dettes s'est révélée être une stratégie efficace pour aider ces entreprises à surmonter leurs difficultés financières en convertissant une partie ou la totalité de leurs dettes en actions, ce qui fait que les entreprises renforcent leurs fonds propres, réduisent leur endettement, améliorent leur solvabilité et leur capacité de remboursement et d'endettement évitant ainsi les procédures judiciaires. Cette approche a présenté également d'autres avantages tels que la réduction des charges d'intérêts et la possibilité de restructurer la dette de manière plus favorable, ce qui facilite la mise en place de mesures de redressement globales, ouvrant ainsi la voie à des nouvelles opportunités de financement.

Cependant, nous avons souligné quelques inconvénients liés à cette stratégie. Parmi eux, la dilution potentielle de la participation des actionnaires existants a été identifiée. Or, cette dilution peut être récupérée lorsque l'entreprise améliore ses performances et sa rentabilité. Il est donc essentiel de mettre en place une stratégie adéquate afin d'améliorer la situation de l'entreprise et de maximiser les bénéfices de l'augmentation de capital par conversion de dettes.

Dans le cas pratique nous avons examiné de manière approfondie les effets de l'augmentation de capital par conversion de dettes sur la situation financière de l'entreprise SAMS PHARMA SPA. Notre étude de cas visait à évaluer spécifiquement l'impact de cette stratégie sur divers aspects financiers de l'entreprise en analysant sa situation avant et après la conversion de ces dettes. Les résultats de notre étude de cas ont confirmé les avantages de l'augmentation de capital par conversion des dettes pour SAMS PHARMA. Cette stratégie a permis à l'entreprise de renforcer sa structure financière et de résoudre les problèmes de capitaux propres négatifs évitant ainsi l'état de cessation de paiement qui menaçait l'entreprise. En convertissant une partie de ses dettes en actions, l'entreprise a réduit son endettement global, ce qui a amélioré ses ratios de liquidité et de solvabilité. De plus, cela a renforcé son indépendance financière, offrant ainsi une plus grande stabilité, ce qui a permet d'avoir un nouveau financement.

Cependant, nous avons également relevé que cette opération a entraîné une dilution de la participation de l'un des actionnaires existants dans le capital de l'entreprise. Cette dilution peut être considérée comme un aspect négatif de l'augmentation de capital par conversion de dettes, car elle a réduit la part de propriété détenue par l'actionnaire. De plus, la négociation avec les créanciers de l'entreprise n'a pas été facile. Cette difficulté explique pourquoi une plus grande part des dettes converties appartient aux actionnaires de l'entreprise. Ainsi, il convient de souligner qu'il est crucial de mettre en œuvre une gestion d'entreprise bien planifiée et adaptée pour réussir l'augmentation de capital par conversion des dettes.

Le questionnaire élaboré en plus de cette étude nous a permis d'obtenir un aperçu des perceptions et des opinions des professionnels du domaine concernant l'augmentation de capital par conversion de dettes. Ces résultats préliminaires soulignent la nécessité d'une approche réfléchie et équilibrée lors de la considération de cette stratégie dans le contexte des entreprises en difficulté financière.

Les résultats obtenus nous ont permis de confirmer en partie ou totalité les hypothèses initiales de notre étude.

- **H1** : L'hypothèse selon laquelle l'augmentation de capital par conversion des dettes peut contribuer à résoudre les difficultés financières des entreprises est confirmée en partie, car cela réduit leur niveau d'endettement, renforce leurs fonds propres, évite les procédures judiciaires, améliore leur solvabilité et leur capacité de remboursement, permet une restructuration plus favorable de la dette et li bilan, et ouvre de nouvelles opportunités de financement, à condition qu'elle soit accompagnée d'une stratégie garantissant la rentabilité de l'entreprise. Les résultats du questionnaire ont également confirmé que cette stratégie contribue à réduire les charges d'intérêts.
- **H2 :** L'hypothèse selon laquelle L'entreprise SAMS Pharma peut être sujette à divers problèmes financiers est confirmée car suite à notre étude nous avons constaté que l'entreprise SAMS PHARMA, a fait face à des problèmes tels que des capitaux propres négatifs, un niveau élevé d'endettement, une insolvabilité, une dépendance accrue envers les créanciers et une incapacité à honorer ses obligations.
- **H3 :** L'hypothèse selon laquelle la conversion des dettes en capital au sein de SAMS Pharma entraîne des risques et des défis pour ses actionnaires et créanciers est également confirmée, car les résultats ont montré que la dilution et les négociations complexes représentent des défis et des risques pour l'entreprise SAMS PHARMA, ce qui est renforcé par les réponses du questionnaire indiquant aussi la possibilité de perte de confiance des partenaires lors de ces négociations.

Cette étude a renforcé notre compréhension des mécanismes de sauvetages des entreprises en difficulté et a développé notre compétence en recherche et en analyse. Pour l'entreprise concernée, les résultats offrent des informations stratégiques précieuses, confirmant que l'augmentation de capital par la conversion des dettes suivie par la rentabilité de l'entreprise été une bonne décision. Sur le plan de la recherche scientifique, cette étude ajoute une nouvelle perspective à la littérature existante, fournissant des bases pour des recherches futures et une meilleure compréhension des implications de cette approche.

Pour la recommandation il est important de souligner que cette décision a été prise dans un contexte de dernier choix, où l'urgence était la priorité absolue. Bien que d'autres mesures à plus long terme aient pu être envisagées, l'augmentation de capital par conversion des dettes était la solution la plus adéquiste compte tenu des circonstances et des délais restreints

À la conclusion de notre étude, nous reconnaissons que notre travail n'est pas exempt de défauts et qu'il reste encore des possibilités d'amélioration. Comme c'est souvent le cas dans les

domaines opérationnels, il est essentiel de continuer à réviser et à affiner notre travail. Cependant, nous sommes confiants d'avoir atteint, dans une certaine mesure, les objectifs que nous nous étions fixés.

Nous espérons sincèrement que les résultats de notre étude encourageront d'autres chercheurs et professionnels à approfondir cette problématique et à poursuivre les recherches dans ce domaine. Il serait particulièrement intéressant d'explorer de nouvelles perspectives, telles que l'impact de l'entrée des créanciers dans le processus de prise de décision des entreprises en difficulté ou l'évaluation des entreprises en difficulté dans le contexte de l'augmentation de capital par la conversion des dettes. De plus, il serait bénéfique d'étudier les mécanismes de communication et de transparence entre les entreprises en difficulté, les créanciers et les autres parties prenantes.

Bibliographie

Ouvrages :

- AKROUNE, (Y) et LAKEHAL (D-J) : **droit de l'entreprise diagnostic et propositions de réforme**, La Confédération Algérienne du Patronat Citoyen (CAPC), octobre 2015
- ALPHONSE, (P), et autres : **Gestion de portefeuille et marchés financiers,** édition PEARSON, France, 2017
- AMELON, (Jean-Louis) : **Gestion financière ed 4**, édition MAXIMA, France, 2004
- ANDERNACK, (I), et autres : **Comptabilité générale**, édition VUIBERT, paris, 2018
- BANCEL (F), DUPONT(T), LONGIN, (F) : **introduction aux marchés financiers**, édition PEARSON EDUCATION, France, 2012
- BERNET (luc-Rollande) : **Pratique de l'analyse financière** Ed. 2, édition Dunod, paris, 2015,
- BOUKHELIF, (Ahmed) : **Analyse financière**, édition HOUMA, 2000
- BRIQUET (F) : **Les plans de financement**, édition : Economica, France,1997
- CAPPELLETTI (L) et HOARAU (C**) : Finance et Contrôle au quotidien** édition DUNOD, paris, 2013
- CAROLINE, (Selmer) : **La Boîte à outils du Responsable financier**, édition DUNOD, paris, 2018
- CHEIKH ABDOU WAHAB, (Ndiaye) : **Droit des sociétés de capitaux,** édition HARMATTAN, Sénégal, 2019
- CONSO, (P), HEMICI, (F) : **Gestion financière de l'entreprise Ed. 11**, édition DUNOD, paris, 2005
- COREN, (Elie) : **Analyse financière** ed 4, édition ECONOMICA, France, 2004
- COULON (Yannick), **Guide pratique de la finance d'entreprise** Ed. 1, édition GUALINO, paris, 2017
- DEGOS, (Jean-Guy) : **Evaluation des entreprises**, édition E-THEQUE, France,2016
- DEISTING (F) et LAHILLE (J.P), **Analyse financière**, éditeur : Dunod, paris, 2017
- DEPALLENS, (G), JOBARD, (J) : **Gestion financière de l'entreprise,** édition DUNOD, paris, 1997
- EDITORIAL, (max) : **Comment conquérir l'indépendance financière**, édition BIBLIOMUNDI, 2023
- EVARD, (A), JEROME, (D) : **Droit des sociétés**, édition VUIBERT, paris, 2016
- FRAIMOUT, (Jean-Jacques) : **droit des entreprises en difficultés,** édition ELLIPSES, paris, 2007
- GÉNICA, (Gaël Ragot) : **Le risque de faillite**, les éditions COMPTABLES MALESHREBES, Paris, 1995
- GINGLINGER, (Edith) : **Gestion financière de l'entreprise**, édition DUNOD, paris, 1991
- GRANDGUILLOA, (Francis) : **L'essentiel de l'analyse financière,** édition GUALINO, paris, 2016
- GRANDGUILLOT, (F), GRANDGUILLOT, (B) : **La comptabilité des sociétés**, édition GUALINO, paris, 2015
- GRIFFITHS, (S), DEGOS, (J) : **Gestion financière de l'analyse à la stratégie**, édition D'ORGANISATION, France, 2011

- GUERRA, (Fabienne) **: Comptabilité managériale Le système d'information comptable**, édition DE BOECK SUPERIEUR, Allemand, 2003
- GUEUTIN, (Claire-Agnès) **: L'essentiel de l'analyse financière**, édition ELLIPSES, paris, 2022
- GUILMIN, (Grégory) : **3, 2, 1... Investissez en bourse : Se lancer en toute autonomie**, édition MARDAGA, Belgique, 2022
- GUY (Mercier) : **Analyse financière**, édition PRESSES DE L'UNIVERSITE DU QUEBEC, 1989
- GUYVARCH (Annick), **Analyse financier**, édition E-THEQUE, France, 2002
- JEAN (P.L) et FLORENT (D**),** d'analyse financière - 4e édition, édition DUNOD, Paris, 2017
- LEGROS, (Georges) : **Finance d'entreprise Ed. 3**, édition DUNOD, paris, 2018
- LOTMANI (N), FARID, (M) : **Analyse financière**, édition pages-blues, Alger, 2008
- Marion, (Alain) : Analyse financière Ed. 6, édition, DUNOD, paris, 2015
- MEGHRAOUI, (Kada) : **L'essentiel de la Comptabilité des sociétés Ed. 1**, édition GUALINO, paris, 2018
- MFINI, (Mon-espoir), **Le régime général des obligations**, édition L'HARMATTAN, paris, 2021
- NICOLAS, (Franck) : **Finance pour non-financiers Ed. 2**, édition DUNOD, paris, 2021
- PEAN, (Damien) : **Comprendre les comptes annuels Ed. 5**, édition GERESO, France, 2022
- PHILLIPE, (Thomas) : **Analyse financière approche international**, édition REVUE BANQUE, France, 2018
- PIGET P, **Gestion financière de l'entreprise**, édition : Economica, France,1998
- RECROIX (Pascale) : **200 calculs pour réussir un diagnostic financier**, édition GUALINO, paris, p. 2023
- RECROIX (Pascale) : **Finance d'entreprise**, édition GUALINO, paris, 2022
- RHALIB, (Moulay Mohamed Lahbib) : **Entreprises en difficulté,** éditions LA CROISEE DES CHEMINS, Maroc, 2014
- RISTORI, (Sébastien) : **Analyse et gestion financière**, édition ELLIPSES, paris, 2021
- RISTORI, (Sébastien) : **Les clés de la finance d'entreprise**, édition ELLIPSES, paris, 2022
- ROUSSEL, (R), et autres : **Comptabilité générale Principes et applications**, édition PEARSON FRANCE, France, 2014
- SEVERIN (Eric), **L'endettement des entreprises**, édition E-THEQUE, France, 2010
- SPANG, (Laurent) : **Comptabilité générale**, édition ELLIPSES, paris, 2023
- STOLOWY, (H), DING (Y), LANGLOIS, (G) : **Comptabilité et analyse financière ed 4**, édition DE BOECK SUPERIEUR, allemand, 2006
- THIBIERGE, (Christophe) : **Analyse financière,** édition VUIBERT, paris, 2016
- فضيلة، (نادية): **شركات الاموال في القانون الجزائري**، ديوان لمطبوعات الجامعية، الجزائر, 2008, الصفحة

Revus

- AKROUNE, (Y) et LAKEHAL (D-J) : **droit de l'entreprise diagnostic et propositions de réforme**, La Confédération Algérienne du Patronat Citoyen (CAPC), octobre 2015

Dictionnaire

- Historique de comptabilité des entreprises, Dictionnaire, édition 2016

Travaux universitaires

- AMZAL (A) et BENABDELMOUMEN (A-N) : **Le rôle de la banque dans le redressement des entreprises en difficulté,** Université Abderrahmane Mira de Bejaïa, Promotion : 2017
- BRADAI (Houda), **Détresse Financière et restructurations des structures de Gouvernance : Une Analyse de Survie**, Institut Supérieur de Gestion de Tunis, 2008
- GUIRA, (Amor) : **Augmentation de capital en numéraire**, étude comparative, Faculté des sciences économiques, Université de Sétif 1,
- MEZIANE, (Samir), Diagnostic et redressement des entreprises en difficulté, SIBF - Alger - D.E.S. Banque 2008
- VINEL, (Thomas) **: la protection des créanciers en droit des sociétés**, mémoire pour l'obtention du Master en Droit, Belgique, 2021

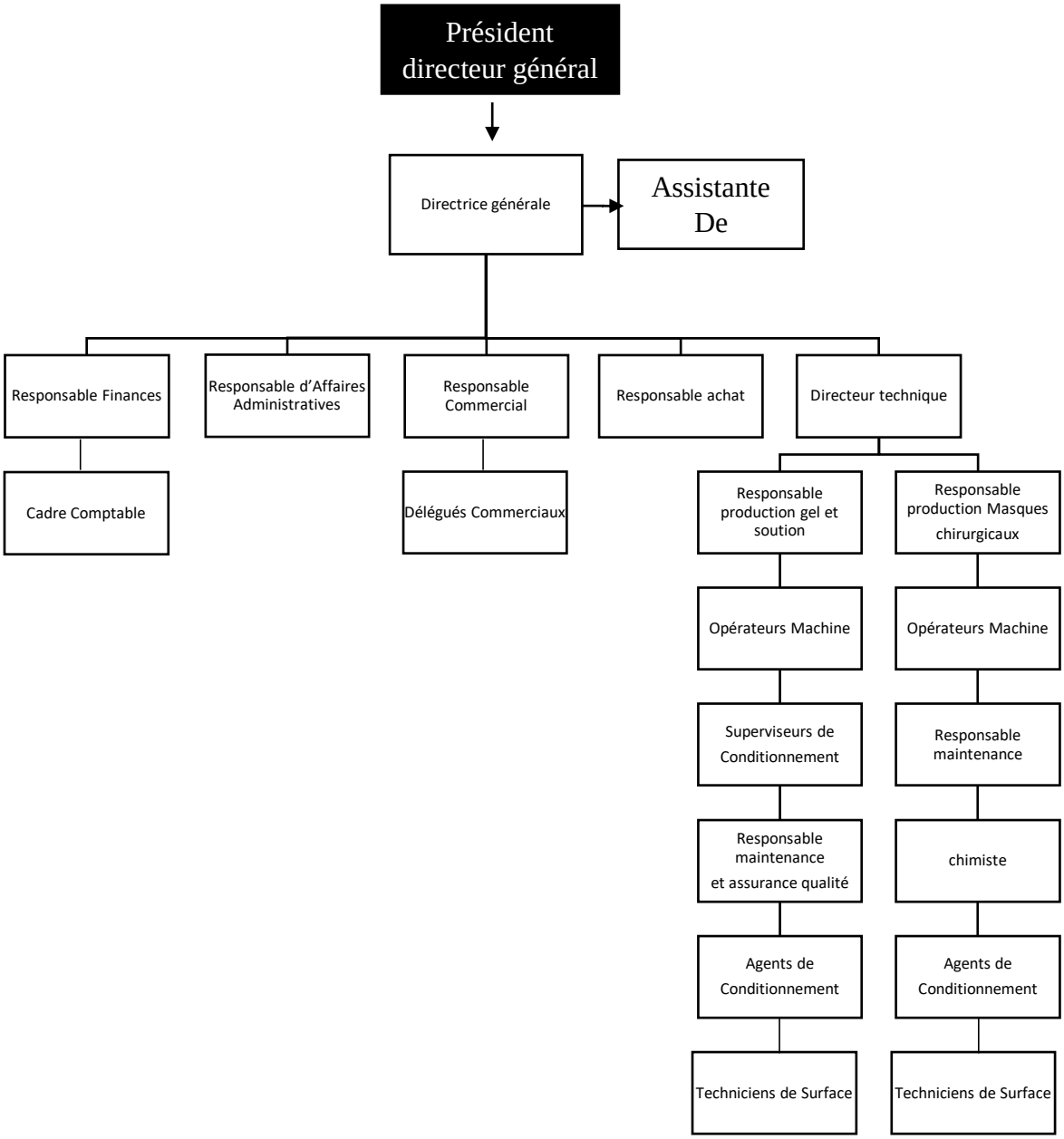
Webographie

- Investopedia. "Return on Equity (ROE). https://www.investopedia.com/terms/r/returnonequity.asp 12h00 le 07/032023
- Recueil des normes comptables pour les organismes de sécurité sociale | economie.gouv.fr

Annexes

Annexe 01 :

Organigramme de l'entreprise SAMS Pharma SPA



Source : document de l'entreprise SAMS Pharma

Annexe 02 : Bilan 2020

Actif	**Montants N brut**	**Amortissements provisions et pertes de valeur**	**Net N**	**Net N-1**
Actif non courant				
Ecart d'acquisition GOOD-WILL positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	12 506 978	438 085	12 068 892	
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL actif non courant	**12 506 978**	**438 085**	**12 068 892**	
Actifs courant				
Stocks et encours	11 670 793		11 670 793	
Créances et emplois assimilés				
Clients	112 700		112700	
Autres débiteurs	10620689		10 620 689	
Impôts et assimilés	2 783 886		2 783 886	
Autres créances et emplois Assimilés				
Placements et autres actifs financiers courant				
Trésorerie	709 815		709815	
TOTAL actif courant	25 897 885		25 897 885	
TOTAL général actif	**38 404 863**	**438 085**	**37 966 777**	

Passif	**N**	**N-1**
Capitaux propres		
Capital émis	8 000 000	
Capital non-appelé		

Primes et réserves consolidés (1)		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net-résultat net du groupe	(10 109 085)	
Autres capitaux propres-report à nouveau		
Part de la société consolidation		
Part des minoritaire		
TOTAL 1		
PASSIFS NON COURATNS		
Emprunts et dettes financières		
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres, dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2		
Passifs courants		
Fournisseurs et comptes rattachés	16 718 777	
Impôts	21 746	
Autres dettes	23 333 614	
Trésorerie passif	1726	
TOTAL 3	**40 075 863**	
TOTAL PASSIFS	**37 966 777**	

Annexe3 : Compte de résultat 2020

Rubriques	**Débit N**	**Crédit N**
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Produits fabriqués		1 013240
Prestations de services		
Ventes de travaux		
Produits annexes		
Compte accordés		
CA net des rabbis, remises, ristournes		**1 013240**
Production stockée ou déstockée		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation		
I-production de l'exercice		**1 013240**
Achats de marchandises vendues		
Matières premières	820 859	
Autres approvisionnement	22 226	
Variation des stocks		
Achats d'études et des prestations de services		
Autres consommations	3 247	
Rabais, remises, ristournes obtenues sur achats		
Services extérieurs		
Sous-traitance générale		
Locations	4 720 000	
Entretiens, réparations et maintenance		
Primes d'assurances		
Personnels extérieurs à l'entreprise	2 078 066	

Rémunération d'intermédiaires et honoraires	417 787	
Publicités	16 602	
Déplacements, missions et réceptions		
Autres services	113 521	
Rabais, remise, ristournes obtenues sur services extérieurs		
II-Consommation de l'exercice	**8 188 310**	
III-Valeur ajoutée d'exploitation	**7 175 070**	
Charges de personnel	620 514	
Impôts et taxes et versements assimilés	353 242	
IV-Excédent brut d'exploitation	**8 148 826**	
Autres produits opérationnels		
Autres charges opérationnelles		
Dotations aux amortissements	438 085	
Provisions		
Pertes de valeur		
Reprise sur pertes de valeur et provision		
V-Résultat opérationnel	**8 586 912**	
Produits financiers		92 988
Charges financières	1 605 162	
VI-Résultat financier	**1 512 173**	
VII-Résultat ordinaire	**10 099 085**	
Eléments extraordinaires(produits)		
Eléments extraordinaires(charges)		
VIII-Résultat extraordinaire		
Impôts exigibles sur résultats	**10000**	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		
IX-Résultat net de l'exercice	**10 109 085**	

Annexe 04 : Bilan 2021

Actif	**Montants N brut (2021)**	**Amortissements provisions et pertes de valeur**	**Net N (2021)**	**Net N-1 (2020)**
Actif non courant				
Ecart d'acquisition GOOD-WILL positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles	184 873	21 568	163 305	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments	6 180 100	991 978	5 188 121	
Autres immobilisations corporelles	15 118 893	2 042 514	13 076 459	12 068 892
Immobilisations en concession				

Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL actif non courant	**21 483 947**	**3 056 061**	**18 427 886**	**12 068 892**
Actifs courant				
Stocks et encours	19 549 650		19 549 650	11 670 793
Créances et emplois assimilés				
Clients	13 867 335		13 867 335	112 700
Autres débiteurs	10 569 461		10 569 461	10 620 689
Impôts et assimilés	6 519 205		6 519 205	2 783 886
Autres créances et emplois Assimilés				
Placements et autres actifs financiers courant				
Trésorerie	6 948 731		6 948 731	709 815
TOTAL actif courant	**57 454 385**		**57 454 385**	**25 897 885**
TOTAL général actif	**78 938 333**	**3 056 061**	**75 882 721**	**37 966 777**

Passif	**N (2021)**	**N-1 (2020)**
Capitaux propres		
Capital émis	84 000 000	8 000 000
Capital non-appelé	(-14 437 520)	
Primes et réserves consolidés (1)		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net-résultat net du groupe	(-8 914 053)	(-10 109 085)
Autres capitaux propres-report à nouveau	(-10 109 085)	
Part de la société consolidation		
Part des minoritaire		
TOTAL 1	**50 539 340**	**(-2 109 085)**
PASSIFS NON COURATNS		
Emprunts et dettes financières		
Impôts (différés et provisionnés)	11 000 000	
Autres, dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2	11000 000	

Passifs courants		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 144 495	16 718 777
Impôts	234 569	21 746
Autres dettes	8 963 865	23 333 614
Trésorerie passif		1726
TOTAL 3	**14 342 931**	**40 075 863**
TOTAL PASSIFS	**75 882 271**	**37 966 777**

Annexe 05 : Compte de résultat 2021

Rubriques	**Débit 2021**	**Crédit 2021**	**Crédit 2020**	**Crédit 2020**
Ventes de marchandises				
Production vendue				
Produits fabriqués		34 245 945		1 013240
Prestations de services				
Ventes de travaux				
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
CA net des Rabais, remises, ristournes		**34 245 945**		**1 013240**
Production stockée ou déstockée		11 250 300		
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation				
I-production de l'exercice		**45 496 245**		**1 013240**
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	23 520 443		820 859	
Autres approvisionnement	17 760		22 226	
Variation des stocks				
Achats d'études et des prestations de services				
Autres consommations	1 589 493		3 247	
Rabais, remises, ristournes obtenues sur achats				
Services extérieurs				
Sous-traitance générale	2 666 203			
Locations	10 733 025		4 720 000	
Entretiens, réparations et maintenance	271 840			
Primes d'assurances				
Personnels extérieurs à l'entreprise			2 078 066	
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	942 280		417 787	
Publicités	722 960		16 602	
Déplacements, missions et réceptions	861 434			
Autres services	595 173		113 521	
Déplacements, missions obtenues sur services extérieurs				
II-Consommation de l'exercice	**41 921 154**		**8 188 310**	

III-Valeur ajoutée d'exploitation		**3 775 091**	**7 175 070**	
Charges de personnel	8 129 970		620 514	
Impôts et taxes et versements assimilés	1 397 911		353 242	
IV-Excédent brut d'exploitation	**5 952 610**		**8 148 826**	
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles	279 465			
Dotations aux amortissements	2 617 976		438 085	
Provisions				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provision				
V-Résultat opérationnel	**8 850 051**		**8 586 912**	
Produits financiers				92 988
Charges financières	54 001		1 605 162	
VI-Résultat financier	**54 001**		**1 512 173**	
VII-Résultat ordinaire	**8 904 053**		**10 099 085**	
Eléments extraordinaires(produits)				
Eléments extraordinaires(charges)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats	10000		**10000**	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires				
IX-Résultat net de l'exercice	8 914 053		**10 109 085**	

Annexe 06 : Bilan 2022

Actif	**Montants N brut (2022)**	**Amortissements provisions et pertes de valeur**	**Net N (2022)**	**Net N-1 (2021)**
Actif non courant				
Ecart d'acquisition GOOD-WILL positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles	184 873	21 568	163 305	163 305
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments	6 180 100	991 978	5 188 121	5 188 121
Autres immobilisations corporelles	15 183 385	2 042 514	13 076 459	13 076 459
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				

Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants	1300 000		1300 000	
Impôts différés actif				
TOTAL actif non courant	**22 848 359**	**3 056 061**	**19 792 297**	**18 427 886**
Actifs courant				
Stocks et encours	27 934 979		27 943 979	19 549 650
Créances et emplois assimilés				
Clients	1 569 019			13 867 335
Autres débiteurs	32 064 019		32 064 019	10 569 461
Impôts et assimilés	6 370 461		6 370 461	6 519 205
Autres créances et emplois Assimilés				
Placements et autres actifs financiers courant				
Trésorerie	8 777 704		8 777 704	6 948 731
TOTAL actif courant	**76 725 184**		**76 725 184**	**57 454 385**
TOTAL général actif	**99 573 543**	**3 056 061**	**96 517 481**	**75 882 721**

Passif

Passif	**N (2022)**	**N-1 (2021)**
Capitaux propres		
Capital émis	84 000 000	84 000 000
Capital non-appelé	(-14 437 520)	(-14 437 520)
Primes et réserves consolidés (1)		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net-résultat net du groupe	4 802 023	(-8 914 053)
Autres capitaux propres-report à nouveau	(-19 023 139)	(-10 109 085)
Part de la société consolidation		
Part des minoritaire		
TOTAL 1		
PASSIFS NON COURATNS	**55 341 363**	**50 539 340**
Emprunts et dettes financières		
Impôts (différés et provisionnés)	**26 700 000**	11 000 000
Autres, dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2	**50 539 340**	**11000 000**
Passifs courants		

Fournisseurs et comptes rattachés	4 448 243	5 144 495
Impôts	126 045	234 569
Autres dettes	9 901 829	8 963 865
Trésorerie passif		
TOTAL 3	**14 476 118**	**14 342 931**
TOTAL PASSIFS	**96 517 481**	**75 882 271**

Annexe 07 : Compte de résultat 2022

Rubriques	**Débit 2021**	**Crédit 2021**	**Dédit 2020**	**Crédit 2021**
Ventes de marchandises				
Production vendue				
Produits fabriqués		23 964 659		34 245 945
Prestations de services				
Ventes de travaux				
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
CA net des Rabais, remises, ristournes		**23 964 659**		**34 245 945**
Production stockée ou déstockée				11 250 300
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation				
I-production de l'exercice		**23 964 659**		**45 496 245**
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	8000		23 520 443	
Autres approvisionnement			17 760	
Variation des stocks				
Achats d'études et des prestations de services				
Autres consommations	1 056 369		1 589 493	
Rabais, remises, ristournes obtenues sur achats				
Services extérieurs				
Sous-traitance générale			2 666 203	
Locations	5 105 000		10 733 025	
Entretiens, réparations et maintenance	7800		271 840	
Primes d'assurances	5 358			
Personnels extérieurs à l'entreprise			2 078 066	
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	103 000		942 280	
Publicités	134 016		722 960	
Déplacements, missions et réceptions	90 163		861 434	
Autres services	799 557		595 173	

Rabais, remises, ristournes obtenues sur services extérieurs				
II-Consommation de l'exercice			**41 921 154**	
III-Valeur ajoutée d'exploitation		**16 655 394**		**3 775 091**
Charges de personnel	9 490 072		8 129 970	
Impôts et taxes et versements assimilés	135 898		1 397 911	
IV-Excédent brut d'exploitation		7 029 423	**5 952 610**	
Autres produits opérationnels		7 692		
Autres charges opérationnelles	2 166 867		279 465	
Dotations aux amortissements			2 617 976	
Provisions				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provision				
V-Résultat opérationnel		**4 870 247**	**8 850 051**	
Produits financiers				
Charges financières	68 224		54 001	
VI-Résultat financier	**68 224**		54 001	
VII-Résultat ordinaire		**4 802 023**	**8 904 053**	
Eléments extraordinaires(produits)				
Eléments extraordinaires(charges)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats			**10000**	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires				
IX-Résultat net de l'exercice		4 802 023	**8 914 053**	

Annexe 08 : le questionnaire

Questionnaire :

1-Quel est votre statut ?

- Cadre administratif et financier
- Cadre comptable
- CEO
- Autres

2-Connaissez-vous les différentes formes d'augmentation de capital ?

- Oui
- Non

3-Quelle option préférez-vous pour améliorer la situation financière difficile d'une entreprise ?

- □ Négocier les délais de paiement pour ses dettes
- □ Réduire les charges
- □ La recherche de nouveau financement
- □ Autres

4-Pensez-vous que la conversion des dettes en capital est un bon choix pour les entreprises en difficulté ?

- Oui
- Non

5-Si vous avez une entreprise en situation difficile pensez-vous à utiliser la conversion des dettes en capital ?

- Oui
- Non

6-Dans quelle mesure la conversion de dettes en capital peut-elle aider une entreprise en difficulté ?

- ☐ Un moyen efficace pour réduire le fardeau de dettes
- ☐ Permet d'attirer de nouvel investisseur
- ☐ Réduire les intérêts et les charges
- ☐ Elle reste une option avec un grand risque de conflit
- ☐ Autres

7-Comment les actionnaires existants réagissent-ils généralement à la conversion des dettes en capital ?

- ☐ Résister à la dilution de leur participation et s'opposer à la conversion
- ☐ La considérer comme une
- ☐ Considérer que la conversion de dettes en capital est une option risquée

8-Quels sont les risques les plus importants associés à la conversion de dettes en capital, selon vous ?

- ☐ La dilution de la participation des anciens actionnaires
- ☐ La perte de confiance des partenaires
- ☐ La pression des créanciers
- ☐ Possibilité de conflits d'intérêts entre les anciens actionnaires
- ☐ Le risque que l'entreprise ne sort pas de sa situation difficile

9-Si vous êtes créanciers dans quel cas vous acceptez de convertir votre créance en action ?

- ☐ Lorsque l'entreprise dispose d'un plan solide pour sortir de sa situation difficile et reprendre une trajectoire de croissance
- ☐ Lorsque la conversion de dettes en capital est assortie d'une prime ou d'un avantage significatif pour les créanciers
- ☐ En cas d'incapacité d'encaisser votre créance, si la conversion de dettes en capital permet de maximiser la valeur de votre investissement et offre des perspectives de retour sur investissement à long terme

Résumé

Dédicace

Remerciements

Liste des figures

Liste des tableaux

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale :.....1

Chapitre 01 :la situation financière des entreprises.....5

Introduction :.....5

Section 01 : définition et concept de base des entreprises en difficultés.....6

1 La performance :.....6

2 La difficulté des entreprises.....6

3 Les critères de la difficulté financière.....6

4 Les étapes de la difficulté.....9

4.1 La détérioration économique.....9

4.2 La régression commerciale.....10

4.3 La régression financière.....10

5 La procédure de détection.....10

5.1 Procédure d'alerte interne.....10

5.1.1 Le commissaire aux comptes.....11

5.1.2 L'alerte par le comité de l'entreprise.....11

5.2 Alerte externe.....11

5.2.1 Par le président du tribunal.....11

Section 02 : Aspects Juridiques de l'Entreprise Algérienne en Difficulté.....12

1 La cessation de paiement :.....12

2 La déclaration.....13

3 Réaction collective des créanciers :.....14

4 Le règlement judiciaire.....14

5 La faillite.....15

6 Le concordat.....15

Section 03 : L'analyse financière comme outil de détection des difficultés.....15

1 Définition de l'analyse financière.....16

2 L'analyse du bilan :.....16
2.1 La structure du bilan.....17
2.1.1 La structure de l'actif :.....17
2.1.2 La structure du passif :.....18
2.1.3 Le fonds de roulement (FR) :.....20
2.1.4 Le besoin en fonds de roulement (BFR) :.....21
2.1.5 La trésorerie.....22
3 L'analyse du compte de résultat.....24
3.1 Les types du compte de résultat :.....24
3.2 Les soldes intermédire de gestion (SIG).....25
3.2.1 Calcule des soldes intermédiaires de gestion (SIG).....26
3.3 Les ratios.....30
3.3.1 La rentabilité.....31
3.3.2 L'effet de levier.....33
3.3.3 Les ratios de liquidité.....34
3.3.4 La solvabilité générale :.....35
3.3.5 La capacité de remboursement :.....36
3.3.6 La capacité d'endettement :.....38
3.3.7 Autres ratios.....38
Conclusion :.....41
Chapitre 02 :l'augmentation de capital par conversion des dettes.....42
Introduction :.....43
Section 01 : Généralité sur l'augmentation de capital.....44
1 Le recours à l'augmentation de capital :.....44
2 Le capital social.....44
3 La relation entre le capital social et l'état.....45
4 Les opérations sur le capital.....45
4.1 Les titres.....45
4.1.1 Les caractéristiques des titres :.....46
4.1.2 Le type de titre :.....51
5 Les catégories d'augmentation de capital.....52
Section 02 : La conversion des dettes en capital.....54
1 Les acteurs.....55
1.1 Les actionnaires.....55
1.1.1 Les actionnaires anciens :.....56

1.1.2 Les actionnaires minoritaires 56
1.1.3 Les actionnaires majoritaires 57
1.2 Les créanciers 57
1.2.1 Accord des créanciers : 57
1.2.2 Évaluation de la viabilité financière : 57
1.2.3 Protection des intérêts 57
1.3 L'entreprise débitrice 58
1.4 Type de dette 58
1.4.1 Dettes à court terme 58
1.4.2 Les dettes à long terme 59
1.4.3 Les dettes financières 59
1.4.4 Les dettes d'exploitation 61
1.4.5 Les dettes aux associés 62
1.4.6 Les dettes sur immobilisations et comptes rattachés 62
1.4.7 Les dettes fiscales et sociales 63
1.4.8 Les dettes aux organismes sociaux 63
1.4.9 Les autres dettes 64
2 Le mécanisme de la conversion 64
2.1 L'augmentation du capital en numéraire suivie du remboursement de la dette 64
2.2 L'augmentation de capital par voie d'apport des créances 64
3 Les modalités de la conversion : 65
3.1 L'émission des valeurs d'actions nouvelles 65
3.2 La valeur réelle de l'action 65
4 Les conditions de la conversion des dettes en capital 65
4.1 La liquidité 66
4.2 L'exigibilité 66
4.3 L'arrêté de comptes 66
4.4 Libération intégrale du capital 67
4.5 La souscription au capital 67
4.6 La publication 67
5 La décision d'augmentation de capital 68
5.1 Les organes de décision 68
5.1.1 Le rapport du Conseil d'administration ou de l'administrateur général 69
5.1.2 Le rapport du commissaire aux comptes 72
5.2 La conversion des dettes en Algérie : 73
Section 03 : L'effet de la conversion sur la situation financière de l'entreprise 74

1 Amélioration de la structure du bilan 75
1.1 L'effet de la conversion des dettes à court terme 76
1.1.1 La réduction des passifs à court terme 76
1.1.2 Augmentation des capitaux propres 76
1.1.3 Sur le fonds de roulement (FR) 77
1.1.4 Sur le besoin en fonds de roulement (BFR) 78
1.2 L'effet de la conversion des dettes à long terme 78
1.2.1 Augmentation des capitaux 78
1.2.2 Réduction de la dette à long terme 78
1.2.3 Réduction des charges 78
1.3 L'effet sur les indicateurs financiers 79
1.3.1 La liquidité de l'entreprise 79
1.3.2 La couverture des intérêts 79
1.3.3 La Capacité d'endettement 79
1.3.4 La solvabilité 79
1.3.5 Augmentation de l'indépendance financière 79
1.4 Les risques liés à la conversion des dettes en capital 80
1.4.1 Les conflits d'intérêt 80
1.4.2 Une réorganisation sans injection directe de fonds 80
1.4.3 Une opportunité dépendante de la performance future. 80
1.4.4 L'effet de dilution 81
Conclusion 82
Chapitre 03 ; l'augmentation de capital par conversion des dettes dans l'entreprise SAMS PHARMA 83
Introduction : 84
Section 01 : Présentation de l'entreprise SAMS PHARMA 85
1 La présentation du groupe AMS 85
1.1 Secteurs d'activité du groupe AMS : 85
1.2 Importance du groupe dans le secteur économique ou industriel : 85
1.3 Les pays dans lesquels AMS Groupe est présent : 85
2 Présentation de l'entreprise SAMS PHARMA 86
2.1 Historique : 86
2.2 Mission et objectif : 87
2.2.1 Mission 87
2.2.2 Objectif 87

2.2.3 Les valeurs de l'entreprise : 88
2.3 Gammes de Produits : 88
2.4 Présentation de la structure de SAMS PHARMA : 89
2.5 Analyse de l'environnement de l'entreprise SAMS PHARMA : 92
Section 02 : Analyse des difficultés de l'entreprise avant la conversion des dettes en capital 94
1 L'analyse du capital 94
2 Évolution de la dette de l'entreprise 94
3 L'analyse du bilan : 95
3.1 L'analyse des indicateurs de l'équilibre financier 96
4 Les soldes intermédiaires de gestion (SIGS) 97
5 Les ratios 98
6 L'état de situation de l'entreprise avant la conversion 100
Section 03 : L'augmentation de capital par conversion des dettes 101
1 Le processus de la conversion des dettes en capital 102
1.1 La décision de l'assemblée générale extraordinaire : 102
1.1.1 Les Phases de l'augmentation de capital de l'entreprise SAMS PHARMA 102
1.1.2 Évaluation de la valeur des actions 103
1.1.3 Conception de l'opération d'augmentation de capital 103
1.1.4 Détermination du nombre d'actions 105
Section 04 : L'analyse des résultats 107
1 Les résultats de la conversion des dettes sur l'entreprise SAMS PHARMA 107
1.1 L'effet de dilution 107
1.2 Niveau d'endettement 108
1.3 L'effet sur le bilan 109
1.3.1 L'effet sur l'équilibre financier 111
1.4 L'effet sur les soldes intermédiaires de gestion 112
1.5 L'effet sur les ratios financiers 113
1.7 L'état de situation de l'entreprise après la conversion de dette en capital 115
2 Analyse du résultat du questionnaire 116
2.1 Présentation de l'échantillon 116
2.2 Résulta de l'enquête (analyse tri à plat) 116
Conclusion 123
Conclusion générale 124
Bibliographie

Annexes